

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

OBJETS
et
MONUMENTS D'ART
devant le
DROIT DES GENS

Thèse pour le Doctorat présentée et soutenue

le Mardi 4 Décembre 1934, à 14 heures

PAR

HENRI D'ARNOUX DE FLEURY DE L'HERMITE

Chef d'Escadrons de Cavalerie

Licencié en Droit

Ancien Élève de l'École du Louvre

Président: M. A. de GEOUFFRE de La PRADELLE, Professeur

Suffragants { M. BASDEVANT, Professeur
M. SCELLE, Professeur

PARIS

L. CLERCX, Imprimeur

4^{bis}, rue Nobel, 4^{bis}

1934

THÈSE

POUR LE DOCTORAT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

OBJETS
et
MONUMENTS D'ART
devant le
DROIT DES GENS

Thèse pour le Doctorat présentée et soutenue

le Mardi 4 Décembre 1934, à 14 heures

PAR

HENRI D'ARNOUX DE FLEURY DE L'HERMITE

Chef d'Escadrons de Cavalerie

Licencié en Droit

Ancien Élève de l'École du Louvre

Président : M. A. de GEOUFFRE de La PRADELLE, Professeur

Suffragants { M. BASDEVANT, Professeur
 { M. SCELLE, Professeur

PARIS

L. CLERCX, Imprimeur

4^{bis}, rue Nobel, 4^{bis}

1934

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



INTRODUCTION

Au lendemain d'une guerre longue et terrible, au cours de laquelle tous les principes du Droit des Gens ont été systématiquement violés, les circonstances nous permettent de nous demander, avec anxiété, si nous ne sommes pas à la veille d'une guerre peut-être plus courte, mais certainement bien plus terrible encore.

En effet, le développement considérable de l'Aviation depuis la dernière guerre, permet de prévoir une attaque brusquée et une lutte, non plus entre deux armées en présence, mais entre deux nations tout entières : tandis que le jet des bombes, des gaz asphyxiants et des bacilles permettra la destruction des populations civiles, c'est-à-dire des vieillards, des femmes et des enfants, l'éclatement de tonnes d'explosifs, lancés à l'aveuglette d'une grande hauteur, pourra détruire éventuellement tous les trésors artistiques que le génie humain d'une nation a accumulés à grand peine depuis des siècles.

Aussi avons-nous cru intéressant d'étudier quelle avait été, au cours des âges, la répercussion des guerres sur le sort des objets et monuments d'art.

A cet effet, dans une *Première Partie*, nous ferons d'abord, dans un aperçu historique, le résumé des principaux enlèvements, destructions ou restitutions des objets ou monuments d'art, manuscrits ou archives.

Nous examinerons, ensuite, quels ont été, au cours des siècles, les différentes mesures de protection qui ont été élaborées par des auteurs, par des jugements ou par des conventions pour sauvegarder, en temps de guerre, les œuvres d'art et tout ce qui s'y rattache.

Dans une *Deuxième Partie*, nous ferons l'étude critique de la légitimité des différents procédés d'acquisition ou de restitution des œuvres d'art à travers les siècles, en nous plaçant tout spécialement au point de vue du droit international.

A cet effet, nous examinerons chaque cas particulier, au crible de *l'origine* du changement de propriétaire : violence, application de la loi, traité, vente, donation, etc.

Enfin, comme cette étude serait vaine si elle n'avait une portée pratique, nous ferons une étude critique des moyens de protection employés jusqu'ici : nous signalerons les lacunes de la législation actuelle et les améliorations qu'il y aurait lieu, selon nous, d'y apporter, afin de voir, dans l'avenir, les Arts protégés plus efficacement par le Droit contre les ruées périodiques de la Barbarie.

Une remarque générale s'impose, avant d'entrer dans le vif de notre sujet : par *œuvres d'art* nous entendons parler des manifestations de l'art dans tous les domaines, c'est-à-dire aussi bien dans la peinture, la sculpture, les bas-reliefs, les estampes, les arts appliqués, que l'architecture ; par conséquent les œuvres d'art dans le sens le plus large.

D'autre part, aux œuvres d'art proprement dites, nous avons, dans cette étude, ajouté les Archives, qui empruntent à la rareté ce que les objets d'art empruntent à la beauté ; c'est le sens le plus étendu que nous donnons également au mot *Archives* et qui comprend, dans notre esprit, non seulement les archi-

ves publiques et privées, mais aussi les papyrus, les manuscrits, les incunables, en un mot toutes les reproductions rares et précieuses de la pensée humaine.

Comment ces trésors artistiques ont-ils été protégés hier? Comment le sont-ils aujourd'hui? Comment devraient-ils l'être demain?

Tel est le but et la justification de la présente étude.

PREMIÈRE PARTIE

Historique

CHAPITRE PREMIER

LES ENLEVEMENTS, DESTRUCTIONS OU RESTITUTIONS D'ŒUVRES OU MONUMENTS ARTISTIQUES

SECTION I

Avant le Traité de Westphalie

Pour faire l'histoire des spoliations d'œuvres d'art dans l'Antiquité, il faudrait commencer par transcrire ici l'histoire de toutes les guerres que se sont livrées entre eux tous les peuples, même les plus civilisés : la Grèce et Rome en donnèrent aux peuples barbares un exemple d'autant plus néfaste qu'il venait de plus haut.

Je ne saurais mieux faire que citer, à ce sujet, les paroles de M. MUNZ, auquel nous ferons plus d'un emprunt pour cet exposé historique : « On sait si les Romains ont abusé, à cet égard, du droit du plus fort : avec eux, nulle conquête sans spoliation des monuments publics, nul triomphe sans étalage de ces dépouilles opimes. Rome finit par devenir le musée par excellence, dans lequel s'engouffrèrent les chefs-

d'œuvre de la Grèce, de l'Égypte, de l'Asie-Mineure. » (1).

Et ce ne fut pas seulement dans les temps un peu barbares de la Rome primitive, mais même en pleine période classique, que se produisirent ces expéditions qui avaient toujours le butin comme résultat et quelquefois même comme but.

C'est-à-dire qu'un peuple à civilisation raffinée et à la science juridique consommée, perd soudain toute espèce de retenue et toute notion de justice et même d'équité, lorsque la guerre l'oppose à un ennemi ; c'est le retour, sans limitation et sans frein, aux plus bas instincts de l'humanité : assassinats, vols, viols, incendies, destructions, tout devient licite ! C'est ce que Cicéron qualifie de « *non scripta, sed nata lex* ».

C'est là une conception singulièrement à courte vue, car il est certain que si un belligérant prend pour règle de ne pas respecter les biens de son adversaire, celui-ci s'empressera d'user des mêmes violences contre les biens de son agresseur.

D'ailleurs, c'est, bien entendu, ce qui se produisit pendant tous les premiers âges de notre humanité : c'était à qui pouvait piller et ruiner davantage tous les biens ennemis, meubles ou immeubles.

Parmi les grands « déménageurs », les auteurs citent notamment Marcellus, qui revint de Syracuse en emportant tout ce qu'il y avait de plus beau en fait de tableaux et statues, pour relever l'éclat de son triomphe et en faire l'ornement de Rome.

(1) MUNZ, *Les Annexions de collections d'art ou de bibliothèques et leur rôle dans les relations internationales, principalement pendant la Révolution Française* (Revue d'Histoire diplomatique, 1894, page 483).

A son nom on peut joindre ceux de Mummius, Paul Emile, Scipion l'Africain, Verrès, etc.

Comme corollaire du droit de spolier il y avait le droit de détruire, et l'Antiquité s'est fréquemment accordé cette triste satisfaction.

Bornons-nous à rappeler l'incendie des 700.000 volumes de la bibliothèque d'Alexandrie par l'armée romaine sous Jules César, la destruction de Corinthe par Mummius, l'incendie de Rome par Néron, etc.

Mais le programme que nous nous sommes tracé nous oblige à passer rapidement sur toute la période de l'Antiquité; en effet, quel que soit le développement, — nous dirions presque le raffinement — de la science juridique à cette époque, le Droit des Gens (*Jus Gentium*) était complètement inexistant, dans l'espèce.

La raison en est que le droit de conquête conférait absolument tous les droits et permettait donc toutes les destructions, et, *a fortiori*, toutes les spoliations. Les biens des vaincus, même des simples particuliers, étaient des « *res nullius* ».

Comme ce principe romain subsiste pendant tout le Moyen Age, nous assisterons, sans avoir à le discuter, au pillage systématique de tous les vainqueurs successifs : l'Egypte pillée par Rome, Rome pillée par les Barbares, Athènes pillée par les Empereurs d'Orient, l'Orient pillé par les Croisés.

L'Egypte fut pour Rome une source inépuisable d'antiquités, et spécialement d'obélisques qui passèrent, en grand nombre, du pays des Pharaons à celui des Césars.

Quant aux Barbares, malgré leur nom, certains d'entre eux marquèrent pourtant un très grand intérêt pour les œuvres d'art, et l'Histoire nous rapporte qu'Alaric exigea pour rançon les ornements des temples romains; que Genséric, collectionneur ardent, fit

charger de statues de bronze un navire, qui se perdit malheureusement en mer.

Et tandis que Rome était vidée par les Barbares, Athènes l'était par Byzance : les chefs-d'œuvre de Praxitèle, de Myron, de Lysippe émigrèrent à Constantinople, et Sainte-Sophie, qui avait commencé par être une basilique, devint le musée le plus riche du monde et compta jusqu'à 427 statues grecques des meilleures époques (1).

Mais, à son tour, Sainte-Sophie fut pillée au XIII^e siècle par les Croisés ; après la prise de Constantinople, en 1202, les Croisés en rapportèrent, entre autres trophées, les fameux chevaux de bronze qui ornèrent successivement la place Saint-Marc à Venise, puis l'Arc de Triomphe du Carrousel, à Paris, pour revenir enfin de nouveau à Venise.

Chose remarquable et sans précédent, au IX^e siècle, Charlemagne le tout premier appliqua le principe -- que nous ne verrons proclamer qu'au XX^e siècle -- suivant lequel les œuvres d'art doivent rester dans leur pays d'origine, ou tout au moins n'en sortir qu'avec le plein et libre consentement de leur légitime possesseur.

En effet, l'empereur Charlemagne, désirant enrichir ses collections franco-germaniques de quelques œuvres d'art italiennes, en demanda spécialement l'autorisation au pape Adrien, qui la lui accorda avec empressement.

C'est ainsi qu'Aix-la-Chapelle reçut la statue équestre en bronze de Ravenne, et probablement aussi

(1) Pour l'enlèvement des œuvres d'art antiques par les Barbares, cf. le Mémoire de M. ZAPPERT, *Über Antiquitäten Funde im Mittelalter* (Vienne, 1851), Extrait des Mémoires de l'Académie des Sciences), cité MUNZ, op. cit., page 484.

la Louve de bronze, aujourd'hui encore conservée au « Dom » d'Aix-la-Chapelle (1).

Plusieurs siècles après, Frédéric II y mettra moins de formalités quand il fera enlever les colonnes monolithes de l'Eglise Saint-Michel de Ravenne, et, après le siège de Rome (1242), emporter en souvenir des bronzes et des statues (2).

D'ailleurs, l'exemple de Charlemagne devait rester sans lendemain dans l'Histoire. C'est ainsi qu'au xv^e siècle Charles VIII, lors de sa conquête de Naples, fit un butin immense : peintures, tapisseries, marbres, meubles, etc... et jusqu'aux portes de bronze du Castel Nuovo de Naples, qu'il fit démonter et charger sur des galères en 1495. Mais, si une partie de ce butin fut dispersé et perdu à la suite de la bataille de Fornoue, il n'en rapporta pas moins de 1.140 volumes, dont de précieux manuscrits grecs et latins, qui figurent encore aujourd'hui à la Bibliothèque Nationale à Paris.

A la Bibliothèque de Naples, Louis XII adjoignit celle de Pavie, réunie par les Visconti et les Sforza, et qui vint également enrichir la Nationale.

Louis XII voulut même aller jusqu'à faire transporter à Paris la *Cène* de Léonard de Vinci : seules les difficultés d'exécution l'en empêchèrent et l'obligèrent de la laisser aux Milanais (3).

Vers la même époque, après la prise de Bude par les Turcs (1526), le grand vizir Ibrahim faisait transporter à Constantinople la célèbre bibliothèque du roi de Hongrie Mathias Corvin, ainsi que 3 statues en bronze : Hercule, Diane et Apollon.

Enfin, pendant la guerre de Trente ans, lorsque

(1) MUNZ, op. cit., p. 484.

(2) MUNZ, op. cit., page 487.

(3) MUNZ, op. cit., page 490.

Heidelberg fut prise par Tilly, le duc Maximilien de Bavière s'empara de la fameuse bibliothèque Palatine pour l'offrir gracieusement au pape Grégoire XV qui n'hésita pas à l'accepter (1622). Elle contenait notamment 431 manuscrits grecs, 1.958 latins et 847 allemands, qui formèrent la « bibliothèque palatine » du Vatican (1).

Les Suédois, de leur côté, pillèrent la bibliothèque de Prague qui partit pour Stockholm, et de là à Leyde, pour aboutir enfin à Rome.

En outre, Gustave Adolphe s'empara des bibliothèques de Brême, Würitzbourg, Prague et Olmutz, ainsi que des chefs-d'œuvre de la Renaissance italienne accumulés dans la Bohême : statues en bronze et marbre, tableaux, médailles, ivoires, etc...

SECTION II

Depuis le Traité de Westphalie

PARAGRAPHE PREMIER

Avant la Révolution Française

Nous arrivons ainsi au TRAITÉ DE WESTPHALIE (1648), qui mit fin à la guerre de Trente ans, et qui intéresse spécialement notre sujet parce que, pour la première fois, un traité de paix s'occupe de la restitution de certaines spoliations mobilières (2).

En effet, le § 92 de la PAIX DE MUNSTER porte « restitution de tous documents littéraires », c'est-à-dire archives et titres de propriété.

De plus, le § 110 stipule « restitution des Archives, des documents littéraires et de tous les objets

(1) NYS, *Le Droit international* (Bruxelles, 1912, 3 volumes in-8°, Tome 3, page 272).

(2) SCHOELL, *Histoire abrégée des Traités de Paix entre les Puissances de l'Europe depuis la Paix de Westphalie*. (Paris, 1817), 15 vol. in-8°, Tome I, pages 268 et 271.

mobiliers qu'on retrouverait intacts après l'occupation ennemie, en quelque lieu qu'on les retrouve ».

Ces textes sont si curieusement révélateurs de l'évolution des esprits que nous tenons à les publier ci-dessous *in extenso*.

§ 92 « Curabit Rex Christianissimus, præfato Domino Archiduci bona fide absque ulla mora et retardatione *restitui omnia et singula Literaria Documenta*, cujuscumque illa generis sint, quæ terras eidem restituendas concernunt... »

§ 110 « Restituantur etiam *Archiva et documenta literaria, aliaque mobilia*, ut et tormenta bellica, quæ in dictis locis tempore occupationis reperta sunt et adhuc salva reperiuntur. Quæ vero post occupationem aliunde eo inuenta sunt, sive in præliis capta, sive ad usum et custodiam eo per occupantes illata fuerunt, una cum annexis, ut et bellico apparatu iisdem quoque secum exportare et avehere liceat. » (1).

Désormais, l'élan est donné et nous verrons apparaître une clause encore plus caractéristique dans le Traité de Londres du 14 septembre 1662, qui mit fin à la guerre entre l'Angleterre et la République des Provinces Unies (Pays-Bas).

Un article séparé, annexé à ce traité à la suite de l'article 28, stipule que les Etats Généraux de Hollande s'engagent à forcer à la restitution les détenteurs de tapis, *tableaux*, meubles, bijoux appartenant au Roi d'Angleterre et qui se trouveraient dans l'enceinte de la République (2).

(1) VAST, *Les Grands Traités du règne de Louis XIV* (Paris, 1893, 3 vol. in-8°), Tome I, pages 46 et 52.

(2) AITZEMA (LIEUWE VAN), *Historie of verhael van saken van Staet en Oorlogh in ende omtrent de Vereenigde Nederlanden* (S' Gravenhage, 1665, 15 vol. in-8°), page 396 (texte hollandais), et page 414 (texte latin).

Le droit de conquête, on le voit, s'amenuise tout doucement et sa précarité est désormais mise en jeu.

Aussi ne doit-on pas être surpris de retrouver, dans les grands TRAITÉS DE NIMÈGUE (17 septembre 1678) et de RYSWYCK (20 septembre 1697) une clause stipulant l'obligation de délivrer de bonne foi de part et d'autre : « tous les papiers, lettres et documents concernant les pays cédés, documents qui seront restitués aux parties contractantes. »

Une mention spéciale était même faite, dans le Traité de Nimègue, concernant les documents enlevés par Colbert à la Citadelle de Gand, malgré la capitulation signée par Louis XIV, qui promettait que ces archives seraient respectées.

Au XVIII^e siècle, époque de la guerre en dentelles, les peuples semblent s'être complètement assagis, et César Cantu pouvait rappeler que Frédéric II, roi de Prusse, était entré deux fois à Dresde; les Russes et les Autrichiens deux fois à Berlin, sans toucher, ni les uns, ni les autres, aux fameuses galeries de tableaux de ces 2 villes (1).

D'autre part, parmi les importants traités du XVIII^e siècle : UTRECHT (1713-14-15), RASTADT (1714), de la BARRIÈRE (1715), VIENNE (1738), AIX-LA-CHAPELLE (1748), MADRID (1750), PARIS (1763), nous avons vu affirmer, à plus d'une reprise, le principe de la restitution des conquêtes faites pendant la guerre, mais sans stipulations formelles néanmoins, quant à la restitution d'objets mobiliers.

Cependant, on juge parfois plus prudent de stipuler une clause de restitution d'archives dès l'acte de capitulation de la ville. C'est ainsi que lors de la CAPITULATION DE BRUXELLES, le 20 février 1746,

(1) CANTU, *Histoire des Italiens*, Tome XI, page 70 (cité MUNZ, op. cit., 1895, p. 375).

signée entre Maurice de Saxe et le Comte de Kaunitz, l'art. 14 était conçu comme suit :

« Les archives et la bibliothèque de sa Majesté,... seront conservées en leur entier, sans qu'on puisse rien soustraire ou transporter ailleurs, et tout demeurera à la garde des personnes qui y sont préposées. »

Malheureusement, ce texte n'empêcha pas le marquis d'Argenson de prétendre y avoir droit; un arrêt du Conseil fut pris dans ce sens, le 2 mai 1747, pour les archives de Bruxelles, Bruges, Ostende et Malines, et 79 manuscrits furent déposés à la Bibliothèque royale à Paris.

Il est vrai qu'ils furent restitués 22 ans plus tard, un traité ayant été conclu le 16 mai 1769 pour rectifier les limites de la France et des Pays-Bas Autrichiens, stipulant que les documents devaient rester au pouvoir de la puissance qui gardait la possession du pays.

Enfin, par application de ce même principe de saine logique et simple équité, la restitution des archives et papiers fut stipulée, expressément à l'article 7 du TRAITÉ DE VERSAILLES qui mit fin, en 1783, à la guerre entre l'Angleterre et les Etats-Unis d'Amérique.

Après tant de siècles, où la loi du vainqueur autorisait sans limites les déprédations, les dévastations et la main-mise sur tout ce qui pouvait lui plaire, dont le butin promu trophée ne faisait qu'augmenter sa gloire, le XVIII^e siècle paraissait donc innover une ère de retour à une civilisation plus digne désormais de ce nom.

Mais le coup de foudre de 1789, en déchaînant les guerres de la Révolution et de l'Empire, allait faire régresser de 20 siècles le respect de la propriété du vaincu...

PARAGRAPHE 2

Pendant la Révolution et l'Empire

1° ANNEXIONS OU DESTRUCTIONS

La France révolutionnaire organisa d'abord, pour ce qui concernait son propre territoire, la centralisation de tous les objets artistiques et littéraires. (*Décret du 13 octobre 1790.*)

A) En Belgique:

Mais, et c'est ici que son zèle fut trop ardent, son désir de centralisation passa les frontières avec ses armées et dès leur première invasion en Belgique, après la victoire de Jemmapes (6 novembre 1792), les conquérants choisirent environ 1.500 manuscrits, qui furent envoyés à la Bibliothèque Nationale, en même temps qu'une médaille d'or, provenant de l'Université de Louvain, et l'aigle de cuivre du beffroi de Tournai, celui-ci d'ailleurs constituant un don de la Municipalité.

Cependant la Convention ne voulut pas se contenter d'un butin si minime et vota le DÉCRET DU 15 DÉCEMBRE 1792, disant, en son article 4 : « Les généraux mettront sous la sauvegarde et la protection de la République française tous les biens meubles et immeubles appartenant au Prince, aux Etablissements publics, aux communautés laïques et ecclésiastiques, etc... »

C'est alors, c'est-à-dire dès le début de janvier 1793, que tous les trésors des églises et communautés corporatives, métiers, etc. de Belgique furent mis sous séquestre.

Les sans-culottes s'emparèrent également de tous les objets d'or et d'argent (clefs de ville, médailles, argenterie, etc.), et mirent ainsi à exécution, en Bel-

gique, des lois qui n'y avaient jamais été promulguées (1).

Il est à remarquer, en effet, qu'à cette époque la Belgique était seulement occupée par nos troupes, mais pas encore annexée.

Aussi, les confiscations donnèrent lieu à de tels abus et à de telles protestations que, moins de 2 mois après, l'ARRÊTÉ DU COMITÉ EXÉCUTIF DU 8 FÉVRIER 1793 donna l'ordre « d'informer contre les abus commis à cet égard et d'en punir les auteurs ».

Sur ces entrefaites, la Belgique fut annexée à la France (4 mars 1793) mais pour deux semaines seulement, car la défaite de Neerwinden (18 mars 1793) obligeait nos troupes à évacuer toute la Belgique, qui retomba sous la domination de l'Autriche.

Toutefois, la confiscation continuait à être méthodiquement organisée en France. L'ARRÊTÉ DU 18 SEPTEMBRE 1793 ordonna de « saisir toutes les propriétés publiques susceptibles d'être transportées », arrêté qui suscita de nouveau de tels excès qu'il fut suivi, un mois après, de l'ARRÊTÉ DU 25 OCTOBRE 1793 (4 Brumaire An II).

Celui-ci interdisait désormais « d'enlever, détruire, mutiler, ni altérer d'aucune manière, sous prétexte de faire disparaître les signes de féodalité ou de royauté dans les bibliothèques, les livres, imprimés ou manuscrits ». Mais, en même temps, ledit Arrêté conformait l'« ordre de transport au Museum le plus voisin, pour y être conservés pour l'instruction nationale, des monuments intéressant les Arts ou l'Histoire ».

Certes, la situation précaire des armées de la

(1) PIOT. *Rapport au Ministre de l'Intérieur sur les tableaux enlevés en Belgique en 1794 et restitués en 1815* (Bruxelles, 1883, in-8°, p. 3).

République rendait, momentanément, ces arrêtés sans objet pour les pays qu'elle venait de perdre ; mais, si nous les reproduisons ici, c'est qu'ils seront invoqués dès l'année suivante, quand nos armes nous seront redevenues favorables.

En effet, quelques jours avant la victoire de Fleurus, le 6 juin 1794 (17 Prairial An II), le Comité d'Instruction publique envoya une lettre au Comité de Salut Public sur « l'importance d'envoyer secrètement des artistes et des gens de lettres instruits, qui enlèveront les monuments qui intéressent les arts et les sciences, et les feront passer en France ».

Le Comité de Salut Public ne demandait pas mieux, et l'un de ses membres, l'ex-oratorien Villard, surenchérit en ces termes :

« Citoyens, tandis que nos armées repoussent les tyrans, on vous propose d'envoyer secrètement des artistes qui enlèveraient avec précaution les objets qu'un gouvernement despotique ne saurait leur donner : les œuvres d'art doivent resplendir dans les terres de liberté. »

C'était le 26 juin 1794 (8 Messidor An II), le jour même de la bataille de Fleurus ; c'est-à-dire que le Comité d'Instruction Publique ignorait encore la victoire qui allait nous donner toute la Belgique et la Hollande ; mais déjà il demandait à organiser légalement le rapt secret des œuvres d'art, soit, en termes plus juridiques : leur vol pur et simple.

Quelques jours après, le 15 juillet 1794 (25 Messidor An II), Carnot donnait l'ordre aux représentants du peuple présents aux armées de Sambre-et-Meuse « de faire passer les collections de tableaux dont ce pays abonde... ».

Aussi cette fois la récolte allait être particulièrement fructueuse !

Mais, à la décharge de nos ancêtres, il importe de

signaler que l'exemple de ces déménagements d'objets précieux venait de leur être donné par les Autrichiens, d'une manière particulièrement suggestive.

Joseph II ayant supprimé, en vertu d'un placard du 17 mars 1783, 162 couvents, abbayes ou prieurés des Pays-Bas autrichiens, avait fait vendre aux enchères, en 1785, ou envoyé au Musée de Vienne, un grand nombre de tableaux de maîtres, ce qui était un moyen économique d'enrichir à la fois l'Autriche et sa galerie de tableaux.

La suppression de ces couvents procura à Joseph II le nombre respectable de 22.000 tableaux et sculptures qui furent soit confisqués, soit vendus.

Pour le détail de ces œuvres et de cette expropriation, nous ne pouvons que renvoyer à la notice adressée par M. Piot à l'Académie Royale de Belgique (1).

Aussi, onze ans plus tard après leur défaite à Fleurus, 26 juin 1794 (8 Messidor An II), les Autrichiens s'empressèrent de renouveler l'opération et, avant de quitter définitivement la Belgique, ils essayèrent de la vider, cette fois, de tout ce qu'ils pouvaient emporter!

A la nouvelle du désastre de leur armée, les Autrichiens enlevèrent le trésor de l'Etat, les Archives, les objets précieux et même les deniers consignés par les particuliers aux greffes des tribunaux.

Au milieu d'un effroi indescriptible, tout était entassé dans les fourgons du gouvernement.

D'autre part, le souvenir du vol de leur argenterie et du pillage de leurs églises, en 1792, fit envisager avec terreur, presque à tous les Belges, le retour des Français victorieux.

(1) Ch. PIOT, *Les tableaux enlevés à la Belgique en 1785* (Bulletin de l'Académie Royale de Belgique, 1877, 2^e série, Tome 43, n^o 6), page 757.

Aussi « les chefs des établissements religieux et civils les plus riches usèrent largement, après la bataille de Fleurus, de la faculté accordée par les Autrichiens de faire transporter en Allemagne les objets précieux, archives, titres, numéraire, bijoux, objets ou métaux précieux; enfin tout ce qui pouvait être transporté facilement et enlevé avec précipitation prit le chemin du Rhin dans les voitures de l'Etat ». (1).

Mais avant qu'ils aient pu déménager tout le pays, dont pourtant ils avaient la garde, la République française prenait des mesures énergiques pour procéder à une expropriation judicieuse de toutes les richesses artistiques des Pays-Bas.

Le Comité de Salut Public, en date du 22 Thermidor An II (9 juillet 1794), chargea les représentants du peuple, Guyton de Morveau et Frécine, de « diriger les opérations et de faciliter les travaux des Commissaires de l'Instruction publique » pour l'enlèvement des objets d'art dans les pays conquis.

Pendant sept mois, c'est une Commission militaire qui opérera par simple voie de réquisition, comme si elle réquisitionnait des fourrages; c'est l'enlèvement « *manu militari* ».

Les deux officiers chargés, le 30 Messidor An II (18 juillet 1794), de faire la recherche des peintures et sculptures, sont Barbier, lieutenant au 5^e Hussards, et Léger, adjoint aux adjudants généraux.

Dès lors, c'est le déménagement méthodique et soigneux de tous les chefs-d'œuvre de Belgique et de Hollande, et l'abbé Grégoire, dans son fameux « *Rapport à la Convention sur les destructions opérées* ».

(1) Ch. PIOT, *Les objets précieux emportés de Belgique en Allemagne pendant l'année 1794* (Bulletin de l'Académie Royale de Belgique, 1876, 2^e série, Tome 42, n^o 7), page 644.

rées par le vandalisme et sur les moyens de le réparer » — rapport du 14 Fructidor An II (31 août 1794), imprimé et envoyé par la Convention à toutes les Administrations — applaudit en ces termes aux rafles opérées en Belgique :

« Nous recueillons des monuments, même dans les contrées où pénètrent nos armées victorieuses. Outre les planches de la fameuse carte de Ferrari, 22 caisses de livres et 5 voitures d'objets scientifiques sont arrivées de Belgique : on y trouve les manuscrits enlevés (par nous) à Bruxelles dans la guerre de 1742 et qui avaient dû être rendus par le traité de paix de 1769.

La République acquiert, par son courage, ce qu'avec des sommes immenses Louis XIV ne put jamais obtenir : de Crayer, Van Dyck et Rubens sont en route pour Paris, et l'Ecole flamande se lève en masse pour venir orner nos musées... » (1).

Et en effet, Barbier, le lieutenant de Hussards commissaire-preneur, qui escortait le premier convoi de tableaux enlevés à la Belgique, venait déclarer à la barre de la Convention que « trop longtemps ces chefs-d'œuvre avaient été souillés par l'aspect de la servitude... Ces ouvrages immortels ne sont plus en terre étrangère, ils sont aujourd'hui déposés dans la patrie des arts et du génie, dans la patrie de la liberté et de l'égalité sainte, de la République française... ».

Notons que, parmi ces objets scientifiques figurait la riche collection d'Histoire naturelle provenant du cabinet du stathouder de Hollande, à La Haye.

(1) DESPOIS, *Le Vandalisme révolutionnaire* (Paris, 1868), page 179.

Arrivée au Muséum en juin 1795, elle ne fut pas réclamée en 1815 et y figure encore aujourd'hui (1).

En même temps, la riche collection de tableaux du dit stathouder venait prendre sa place au Louvre.

L'année suivante, le 4 Ventôse An III (23 février 1795), les militaires sont remplacés par des civils : ce sont les citoyens Leblond (ex-abbé) et de Wailly, commissaires du Comité de l'Instruction publique, qui sont confirmés dans leur mission de « recueillir dans les édifices publics, monastères et maisons d'émigrés, dans le pays conquis, les livres, manuscrits, cartes, estampes, tableaux — tant originaux que copies — statues, bas-reliefs, meubles précieux et, généralement, les livres et objets d'art qu'ils jugent dignes de figurer dans les collections et Muséum de la République » (2).

Disons incidemment, ici, que Barbier (Jean-Luc), ancien élève de David, abandonna alors le sabre de cavalerie pour le pinceau, sa mission artistique accomplie.

D'autre part, à Leblond et de Wailly, qui ne pouvaient suffire à la tâche, furent adjoints plusieurs autres commissaires, qui furent chargés de recueillir toutes les richesses artistiques et scientifiques de Belgique.

C'était la curée.

Elle donna lieu à de tels abus que les représentants du peuple près les Armées du Nord et de Sambre-et-Meuse décidèrent, le 4 Germinal An III (24 mars 1795), que les Agents de la « Commission pour la

(1) SAUNIER, *Les conquêtes artistiques de la Révolution et de l'Empire. Reprises et abandons des Alliés en 1815*, avec illustrations (Paris, 1902), pages 25 et 26, note 1.

(2) PIOT, *Rapport au Ministre de l'Intérieur*, ..., op. cit., page 4.

recherche des objets de sciences et arts dans les pays conquis » seraient désormais tenus d'observer certaines règles.

C'est ainsi qu'il leur fut défendu de recueillir les objets d'art « sous quelque prétexte que ce fût, dans les monastères, congrégations ou corporations qui avaient conservé l'entière régie et administration de leurs biens, autrement que de *gré à gré*, ou *moyennant une juste indemnité* ».

Malheureusement, cette prescription resta, presque partout, lettre-morte, et, tout ce que l'Autriche avait laissé, la France le confisqua et le déménagea.

Le cadre de ce travail ne nous permet pas d'énumérer la liste de toutes les œuvres d'art qui quittèrent la Belgique et la Hollande pour prendre le chemin de la France : c'est par centaines que tableaux, statues, livres, manuscrits, etc... furent soigneusement expédiés à Paris, et répartis entre le Louvre et les musées de province en 1794 et 1795.

Pour le détail de ces enlèvement nous renvoyons au Rapport de M. Piot (1).

La LOI DU 9 VENDÉMAIRE AN IV (29 septembre 1795) réunit à la France les 9 Départements de la Belgique, et, à partir de cette époque, commence, au point de vue juridique, une nouvelle phase, puisque les lois françaises devenaient toutes applicables à ces provinces.

A partir de cette date, si les spoliations ne sont peut-être pas licites, elles deviennent en tout cas légales.

Nous aurons l'occasion d'en reparler ultérieurement.

(1) Ch. Piot, *Rapport au Ministre de l'Intérieur*, ..., op. cit.

B) *En Italie:*

Après la Belgique, ce fut le tour de l'Italie.

Mais ici le procédé diffère, car c'est le général Bonaparte qui est à la tête de l'Armée d'Italie.

Je m'en voudrais de ne pas citer ici à nouveau M. Munz :

« Il s'agissait, dans cette patrie classique des arts, de chefs-d'œuvre consacrés par une admiration séculaire et dont l'enlèvement devait avoir un retentissement immense. Et puis, un génie organisateur et dominateur tel que Bonaparte, ne pouvait se contenter d'un drainage plus ou moins occulte : peintures et statues étaient, à ses yeux, des trophées de victoire glorieux entre tous. Aux confiscations, aux déprédations, il opposa avec la netteté de vues qui lui était propre, les rançons formellement inscrites dans les conventions diplomatiques. » (1).

Et le même auteur signale que c'est à la CONVENTION DE CHERASCO (28 avril 1796) qu'on voit poindre pour la première fois, chez Bonaparte, l'idée de ces annexions d'œuvres d'art, consacrées par des contrats synallagmatiques.

D'après le propre témoignage du Commandant de l'Armée d'Italie, celui-ci eut envie de demander dans cette Convention la cession d'un tableau.

Avisant le Général de la Tour, avec qui il venait de signer l'armistice : « J'avais envie, lui dit Bonaparte, d'exiger dans le traité que nous venons de conclure, un fort beau tableau de Gérard Dow, que possède le roi de Sardaigne et qui passe pour le chef-d'œuvre de l'Ecole Flamande (« *La femme hydropique* »), mais je n'ai su comment placer ce tableau dans un armistice, et j'ai craint qu'il n'y parût une

(1) MUNZ, op cit (1895), page 384.

nouveauté bizarre, surtout ayant la forteresse de Coni pour pendant! » (1).

Mais l'idée germait et devait bientôt éclore.

Trois jours après, le 1^{er} mai 1796 (12 Floréal An IV), le jeune conquérant écrit à Faipoult de « surtout lui envoyer une note des tableaux, statues, cabinets et curiosités qui se trouvent à Milan, Parme, Plaisance, Modène et Bologne » (2).

Huit jours après, le 8 mai 1796 (19 Floréal An IV), le général Bonaparte accordait au duc de Parme une suspension d'armes, l'ARMISTICE DE PLAISANCE, stipulant (article 4) la livraison de « 20 tableaux au choix du général en chef » parmi ceux existant dans le Duché.

C'est, croyons-nous, la première fois dans l'Histoire, qu'un traité porte une clause de ce genre.

Dès le lendemain, 20 Floréal, il écrivait à Paris pour annoncer l'envoi de 20 toiles, parmi lesquelles des Michel Ange et des Corrège, en disant qu'il espérait qu'on leur accorderait les honneurs du Muséum.

Neuf jours plus tard, le 28 Floréal An IV (17 mai 1796), c'est le tour du duc de Modène. Acculé également à un armistice, il signa l'engagement de « livrer 20 tableaux à prendre dans sa galerie ou dans ses Etats, au choix des Commissaires qui seront commis à cet effet ».

Malheureusement ceux-ci exagérèrent : aux 20 tableaux, ils ajoutèrent 50 autres, plus des camées et une partie de la collection de dessins.

En outre, la Bibliothèque de Modène dut livrer 70 manuscrits.

(1) TROLARD, *De Montenotte au Pont d'Arcole* (Paris, 1893), in-8°, page 57.

(2) *Correspondance de Napoléon I^{er}* (Paris, 1858), 32 volumes, Tome I, page 252.

Bref, Modène fut livré à un véritable pillage artistique auquel l'arrivée de Bonaparte mit heureusement fin.

Cependant, en Italie, les victoires s'ajoutaient aux victoires et les tableaux aux tableaux!

Le 15 mai 1796 est le jour fameux de l'entrée des Français à Milan.

Nous ne parlerons pas ici des excès qui y furent commis par nos troupes, mais seulement de l'organisation qui y succéda pour présider à l'enlèvement des dépouilles.

Mais un point important à noter ici, c'est que Bonaparte, cette fois, n'a plus signé un accord avec le vaincu, et c'est de sa propre autorité et par droit de conquête qu'il prit les dispositions suivantes.

Quatre jours après la conquête de Milan, dès le 30 Floréal An IV (19 mai 1796), le général en chef de l'Armée d'Italie et le commissaire du Directoire exécutif près l'Armée d'Italie et des Alpes, ordonnèrent qu'il y aurait « un agent à la suite de l'Armée française, pour extraire et faire passer, sur le territoire de la République, les objets d'art, sciences, etc., qui se trouveraient dans les villes conquises, et dont le choix et le nombre aurait été soumis d'avance au général en chef et au commissaire du gouvernement, ou à l'un d'eux ».

Il était chargé de la même mission en ce qui concernait l'enlèvement et le transport des objets d'art et de sciences accordés par les puissances d'Italie, en vertu des suspensions d'armes et des traités conclus avec les Armées de la République.

Cet agent ne pouvait procéder à aucun enlèvement sans en avoir dressé procès-verbal, et sans être accompagné d'une autorité reconnue par l'Armée française.

De plus, il devait tenir un double registre : l'un, global, pour tous les objets indistinctement ; l'autre cataloguant séparément, d'une part les objets d'art, c'est-à-dire les « tableaux et les statues » ; d'autre part, les « objets des sciences, tels que manuscrits, machines, instruments de mathématiques, cartes, etc... ».

On le voit, c'était une véritable organisation pour le dépouillement méthodique des richesses artistiques de l'Italie.

Aussi, en vertu de cette décision, dès le lendemain, 1^{er} Prairial An IV (20 mai 1796), Tinet fut nommé « Agent des arts » et chargé de suivre le Quartier Général de l'Armée d'Italie, « de prendre les renseignements les plus étendus sur tous les objets d'art qui peuvent se trouver dans les pays conquis, comme tableaux, dessins, sculptures, manuscrits, etc. ; d'en rendre compte sur le champ au chef d'état-major qui fera passer ces renseignements au Commissaire du Gouvernement, pour qu'il ordonne l'enlèvement et l'envoi des objets jugés dignes d'être envoyés au Conservatoire du Muséum de la commune de Paris » (1).

Seulement, dans la pratique, cette belle organisation administrative, au lieu de s'appliquer aux seuls objets appartenant à l'Etat, étendit sa sollicitude également aux objets appartenant à des municipalités ou à des fondations particulières.

C'est ainsi que furent confisqués les objets confiés aux Monts de Piété, et que Bonaparte ratifiait la saisie de l'argenterie de toutes les églises de Milan.

C'est ainsi aussi qu'une fondation particulière : la célèbre Bibliothèque Ambrosienne de Milan, fut sévèrement mise à contribution.

(1) *Correspondance de Napoléon*, op. cit., pages 363, 365, 374.

Le 5 Prairial An IV (24 mai 1796), des toiles de Raphaël, Luini, Rubens, Breughel, un vase étrusque, de précieux manuscrits de Pétrarque, Galilée, Léonard de Vinci, etc..., furent enlevés à l'Ambrosienne et dirigés sur Paris.

On y joignit d'ailleurs 5 tableaux cueillis dans différentes églises de Milan.

De même, la Bibliothèque de Brera dut livrer 133 vieux ouvrages, dont plus de 100 antérieurs au xv^e siècle.

La Bibliothèque du Chapitre de Monza dut livrer 134 manuscrits et 84 incunables; en outre, sa basilique fut dépouillée de 2 couronnes d'or, ayant appartenu à Théodelinde et à son époux.

La Bibliothèque de l'Université de Pavie et celle du Collège germanique, à Pavie, durent abandonner 119 volumes; et l'herbier d'Haller, comportant 60 portefeuilles, fut expédié à Paris.

En outre la ville de Cento livra 12 tableaux; Crémone, 6; Pesaro et Fano, 10 tableaux, 5 manuscrits et 7 incunables.

Enfin, rien n'échappant au zèle de l'« agent des arts », la bibliothèque ducale de Massa fut fouillée et dut lâcher 1 manuscrit et 2 incunables.

Bologne aussi fut lourdement frappée d'une contribution artistique : 31 tableaux, des bronzes antiques, des vases et coupes étrusques, etc. Quant à sa bibliothèque, elle dut fournir 546 manuscrits et 115 incunables.

Enfin Vérone avait commencé par être simplement soumise à la rançon, devenue coutumière, des villes d'art envahies par les Armées françaises; elle s'en était tirée notamment avec 13 tableaux, 2 bustes antiques, 8 bas-reliefs en bronze, 3 vases étrusques, 29 manuscrits et 46 incunables.

Mais, après la sanglante émeute du lundi de

Pâques 1797, connue sous le nom de « Pâques véronaises », Bonaparte fit confisquer les collections de tableaux des familles nobles compromises dans l'émeute et la spoliation fut aggravée de véritables actes de vandalisme (1).

Quant à Mantoue, la pauvreté de ses richesses artistiques fit qu'elle s'en tira à bon compte, avec 4 tableaux, 3 bustes et 5 dessins, 14 manuscrits et 46 imprimés.

En outre, Pérouse dut se séparer de 27 tableaux, le 17 mars 1797, indépendamment des 3 livrés en vertu de l'armistice de Bologne.

Puis, le Palais Pontifical de Lorette dut donner 3 tableaux; son trésor fut dépouillé de 7 vases en agate ou en cristal de roche, et la célèbre statue : la Vierge de Lorette, fut confisquée le 27 Pluviôse An VI, et expédiée à Paris.

Quant à la Madone de Lorette, de Raphaël, réquisitionnée et exposée à l'Académie de France à Rome, elle disparut avant d'arriver à Paris (2).

Cependant, si Bonaparte, dans la plupart des villes où il entra, réquisitionnait maintenant les œuvres d'art comme il aurait réquisitionné des vivres, pour Rome, il tint à y mettre plus de formes.

L'ARMISTICE DE BOLOGNE, signé entre Bonaparte et le pape Pie VI le 5 Messidor An IV (23 juin 1796), contient de nouveau une clause précise et même détaillée quant à la livraison des œuvres d'art au vainqueur :

L'article 8 de cette suspension d'armes porte, en effet, que le Pape s'engage à livrer à la République

(1) TROLARD, *De Montenotte au Pont d'Arcole*, op. cit., page 373.

(2) MUNZ, op. cit. (1896), page 484.

française « 100 tableaux, bustes, vases ou statues, au choix des commissaires, qui seront envoyés à Rome, parmi lesquels objets seront notamment compris le buste en bronze de Junius Brutus et celui en marbre de Marcus Brutus, tous les deux placés au Capitole; et 500 manuscrits au choix des mêmes commissaires ».

Toutefois, cette clause ne fut pas tout de suite exécutée, et elle fut confirmée et ratifiée à nouveau, par Pie VI, dans le TRAITÉ DE TOLENTINO, le 1^{er} Ventôse An V (19 février 1797).

Cette fois il fut stipulé que les objets d'art et manuscrits, cédés à la France par l'armistice de Bologne, seraient sur le champ envoyés à Paris.

Et c'est ainsi que Bonaparte, le 10 mars 1797, pouvait s'écrier, dans une de ses fameuses proclamations aux soldats d'Italie : « Vous avez enrichi le Muséum de Paris de plus de 300 objets, chefs-d'œuvre de l'ancienne et nouvelle Italie et qu'il a fallu 3 siècles pour produire! »

Malheureusement, l'assassinat du général Duphot à Rome, un an plus tard (février 1798), fit traiter Rome, non plus conformément aux clauses de la Paix de Tolentino, mais en ville conquise.

En effet, par mesure de représailles, le 22 Pluviôse An VI, une proclamation du général Berthier au gouvernement de Rome déclare (article 14) :

« Il sera enlevé à la ville de Rome les tableaux, livres, manuscrits, statues et objets d'art qui seront jugés dignes d'être transportés en France d'après l'ordre du général en chef, sur l'avis d'une commission nommée *ad hoc*. »

C'était donner libre cours à la curée, sans limites, des trésors de la Ville Eternelle.

Aussi les collections particulières de Pie VI et de

plusieurs grandes familles furent confisquées également.

C'est alors qu'on songea, non pas seulement à déménager des tableaux, mais des monuments : les uns veulent démolir la colonne Trajane pour la réédifier à Paris ; les autres veulent envoyer à la Place de la Concorde les chevaux de Phidias et de Praxitèle, tandis que, entr'autres, Monge et Daunou étaient envoyés de Paris à Rome, pour venir y glaner les plus précieux ouvrages et manuscrits des bibliothèques confisquées et les chefs-d'œuvre des musées.

Le 22 mai 1798, Daunou parle de 400 à 500 caisses remplies d'œuvres d'art et de manuscrits, pesant ensemble 30.000 quintaux. Tous ces trésors furent envoyés à Livourne, d'où une frégate les transporta à Marseille, puis 10 bateaux les amenèrent à Paris par voie fluviale.

Les 27 et 28 juillet 1798 une grande fête célébra à Paris « l'entrée triomphante des objets de sciences et des arts recueillis en Italie » (1).

Cette étude n'étant ni une étude d'histoire de l'art, ni même une étude d'histoire, nous n'avons pas à entrer ici dans le détail de tous les tableaux, statues, tapisseries, camées, diamants, bijoux, manuscrits et œuvres d'art de toute espèce qui furent expédiés de Rome à Paris à cette époque.

Plusieurs auteurs, déjà cités par nous, ont depuis longtemps publié à cet égard des statistiques impressionnantes.

Signalons pourtant, avec tristesse, qu'en Italie les armées sans-culottes se sont livrées à de déplorables excès et ont détruit même des œuvres d'art qu'ils ne

(1) NYS, *Le Droit international* (Bruxelles, 1912, 3 vol, in-8°), page 278.

pouvaient enlever, ainsi que le relate, écœuré, Paul-Louis Courier, alors jeune officier sous le Directoire (1).

Mais, pour être complet, nous devons après le sort de Rome, signaler encore rétrospectivement le TRAITÉ DE MILAN signé le 27 Floréal An V (16 mai 1797) entre Bonaparte et la République de Venise.

L'article 5 de ce traité secret stipulait qu'elle livrerait 20 tableaux et 500 manuscrits, au choix du général en chef.

« Mais ici, comme ailleurs, — remarque très judicieusement M. Munz, — les cessions stipulées par les contrats synallagmatiques ne furent que le prélude d'annexions réglées uniquement par le caprice du vainqueur. » (2).

C'est ainsi que le fameux Quadriga de bronze de la Basilique de Saint-Marc — cet ancien trophée des Croisés — prit le chemin de Paris, ainsi que le Lion de la Place Saint-Marc, et plusieurs autres œuvres, dont il n'avait pas du tout été question, ni dans le TRAITÉ DE MILAN, ni dans le TRAITÉ DE CAMPO FORMIO.

Ce dernier traité, signé le 17 octobre 1797, attribuait Venise à l'Autriche. Or, avant la remise de la ville sérénissime entre les mains des Autrichiens, les Français en profitèrent pour enlever de l'Arsenal et des dépôts publics, tout ce qu'il était possible de ranger parmi les propriétés publiques (3).

Les Français avaient eu d'ailleurs le temps de les emballer soigneusement, car ils étaient entrés à

(1) PAUL-LOUIS COURRIER, *Lettre à M. Chlewaski*, du 8 janvier 1799, citée par ROUARD DE CARD, *La Guerre continentale dans ses rapports avec la Propriété* (Paris, 1877), in-8°, pages 202 et 213.

(2) MUNZ, op. cit. (1895), page 391.

(3) SCHOELL, op. cit., Tome V, page 60.

Venise le 16 mai 1797, et les Autrichiens ne pénétrèrent à leur tour dans la cité des Doges que le 18 janvier 1798. A cette date, il y avait longtemps que Quadriges, Lion, peintures, sculptures et manuscrits étaient partis pour la France et que Paris les avait accueillis sans esprit de retour!...

Enfin, longtemps neutre, la Toscane fut la dernière à nous payer son tribut artistique.

Mais en 1798, nos troupes renversèrent le Grand Duc et nos « commissaires d'art » choisirent au Palais Pitti, 63 tableaux et 25 mosaïques.

Par contre, à la Galerie des Offices, nos commissaires se heurtèrent à une résistance opiniâtre, et à la Bibliothèque Laurentienne, ils n'emportèrent qu'un manuscrit.

Il est à signaler qu'en Toscane, comme presque partout ailleurs, les Français, s'ils n'ont pas toujours fait preuve de respect pour la propriété, ont au moins témoigné du respect pour l'art.

C'est ainsi que le Trésor voulant battre monnaie avec les ornements destinés au culte, — comme il l'avait fait en France, en Belgique et partout où il l'avait pu, — le 18 Floréal An VII, un Décret du Commissaire du Gouvernement français ordonnait le transport à la *Monnaie de Florence* de toute l'argenterie des églises, temples et synagogues de Toscane. Mais il en exceptait toutes les *œuvres d'art* proprement dites, et tous les ouvrages, en argent ou autres matières précieuses, offrant un *intérêt artistique*.

Toutefois, en Toscane, il fut plus malaisé de mettre la main sur les œuvres de premier choix.

En effet, le Grand Duc Ferdinand-Joseph, se doutant du sort qui serait, tôt ou tard, réservé à ses trésors artistiques, avait dès 1797, fait emballer, de la Galerie de Florence, 74 grandes caisses d'objets

d'art qu'il avait mis en sûreté à Livourne, occupée alors par les Anglais et les Napolitains.

Ce dépôt contenait entre autres la fameuse Vénus de Médicis, que Bonaparte avait vue lors de son passage à Florence en 1796.

Or, le 5 octobre 1800, veille de l'entrée des Français à Livourne, les 74 caisses furent prudemment embarquées sur une frégate anglaise et conduites à Palerme, où elles restèrent en dépôt sous la sauvegarde du Roi de Naples.

En 1801 et 1802, Bonaparte fit tant et si bien auprès du Roi d'Etrurie et du Roi de Naples, qu'il finit par obtenir la livraison de la célèbre Vénus de Médicis, qu'il fit transporter à Paris « afin de la marier à l'Apollon du Belvédère » qui y était déjà installé (1).

Le TRAITÉ DE FLORENCE, du 28 mars 1801, entre la France et le Roi des Deux-Siciles est particulièrement symbolique et représentatif de la mentalité de l'époque.

En effet, le Roi s'engage à faire restituer à la République française, les statues, tableaux ou autres objets d'art qui ont été enlevés à Rome par les troupes napolitaines (article 8) (2).

Il s'agit ici des œuvres d'art qui appartenaient au Pape et qui avaient été pillées par les Napolitains, quand ils avaient fait le sac de Rome en 1799.

C'est-à-dire que ces objets sont, par un traité solennel, cédés en bonne et due forme, par un premier spoliateur à un deuxième spoliateur, lequel d'ailleurs sera forcé, un jour, de les restituer à son propriétaire légitime...

(1) ZOBİ, *Storia civile della Toscana*, Tome III, app., pages 92 et suivantes, cité MUNZ, op. cit. (1896), page 508.

(2) SCHOELL, *Histoire des Traités*, op. cit., Tome V, p. 334.

Enfin, disons, pour mémoire, que les troupes françaises, en quittant Naples, ont dépouillé le Musée Capo di Monte pour en vendre les tableaux à Rome.

Rappelons aussi que le Roi de Naples, en 1802, offrit à Joséphine de Beauharnais, femme du Premier Consul, tout un lot de peintures, bronzes, bijoux et vases, provenant tous de Campanie, c'est-à-dire ayant le butin comme origine.

Pour terminer l'histoire des captations en Italie, nous ne pouvons mieux faire que de reproduire quelques phrases du célèbre DENON, extrait de son *Discours sur les Monuments d'Antiquité arrivés d'Italie*, prononcé le 8 Vendémiaire An XII, à la séance publique de la classe des Beaux-Arts de l'Institut National :

« 100 caisses ont été ouvertes : pas un accident, pas une seule fracture n'a altéré notre bonheur dans l'acquisition de si rares trésors. Une étoile, qui est devenue la nôtre, a présidé à tous les événements relatifs à ces envois ! »

Puis, après avoir annoncé que d'autres envois sont encore en route, il s'écrie :

« Des milliers de manuscrits envoyés par ses ordres ont enrichi nos bibliothèques ; des tableaux sans nombre ; des bas-reliefs ; des portraits rares et précieux ; des vases, des colonnes, des tombeaux, des colosses, et jusqu'à des rochers façonnés, ont traversé des terres et des mers ennemies, ont franchi les montagnes, remonté nos fleuves et nos canaux, et sont arrivés jusque dans nos salles pour élever d'éternels monuments de dépouilles opimes. » (1).

Ce discours peut se passer de tout commentaire...

(1) DENON, *Discours sur les monuments d'antiquité arrivés d'Italie* (Paris, sans date), in-12°, pages 3, 4, 5.

C) *En Egypte:*

La nature même des ennemis que Bonaparte avait à combattre en Afrique, allait modifier complètement son mode d'acquisition des œuvres d'art.

En Egypte, il n'est plus question de conventions d'armistice, de clauses de traités ou d'application de textes de lois.

Le pays est traité en pays conquis et Bonaparte charge les membres de l'Institut, qu'il a attachés à sa Mission, de rapporter en France tout ce qui semble leur présenter un intérêt artistique, scientifique ou archéologique (1798-1799).

Ce n'est pas le moment de faire ici une nomenclature de tout ce que l'Antiquité égyptienne fournit aux Musées de Paris : statues, sarcophages, momies, etc...

Qu'il nous suffise de dire que les membres de l'Institut « revinrent chargés d'un immense butin » comme l'écrit l'un d'eux, l'illustre Denon dans la conclusion de l'ouvrage relatant son voyage en Egypte avec Bonaparte (1).

Ce livre, auquel est joint un Atlas avec de nombreuses planches, est une éloquente démonstration de la richesse et de l'abondance d'un butin, qu'il était d'ailleurs d'autant plus aisé de s'appropriier que les Arabes vaincus n'attachaient probablement guère d'importance à la conservation des monuments de l'art égyptien, qui leur était complètement étranger.

Bonaparte avait donc un champ libre offrant une abondante moisson.

Il ne manqua pas d'en faire la récolte.

(1) DENON, *Voyage dans la basse et haute Egypte pendant la campagne du Général Bonaparte* (Paris, 1829, 2 vol. et atlas), Tome II, page 82.

D) *En Allemagne, en Autriche, en Russie, en Espagne:*

En 1794, les Français disposèrent de la bibliothèque de Cologne en faveur du Grand Duché de Hesse (qui dut d'ailleurs la rendre à Cologne en vertu du traité de paix du 3 septembre 1866).

A l'instar, et probablement sur l'instigation de Bonaparte, le général Moreau imposa à l'Electeur de Bavière dans l'ARMISTICE DE PFAFFENHOFEN (7 septembre 1796), la clause suivante :

Article 15. — « L'Electeur de Bavière livrera 20 tableaux, à choisir dans les Galeries de Munich et de Dusseldorf. »

D'autre part, Napoléon, devenu Empereur, continua, bien entendu, à faire figurer les œuvres d'art comme rançon de ses multiples conquêtes.

En 1805, 1806 et 1807 les victoires de la Grande Armée en Autriche et en Allemagne lui fournirent une ample moisson, non seulement de lauriers, mais de manuscrits, de tableaux et d'objets d'art.

De plus, Napoléon fit transporter au Louvre 40 colonnes antiques de la cathédrale d'Aix-la-Chapelle, ainsi que le sarcophage avec l'enlèvement de Proserpine, dans lequel, dit-on, avait été déposé Charlemagne.

Ce sarcophage et les colonnes — sauf 8 — furent repris par les Alliés en 1815 (1).

C'est ainsi que, aux 1.500 manuscrits que lui avait livrés l'Italie, vinrent s'ajouter environ 3.500 autres fournis par les bibliothèques d'Allemagne et d'Autriche; de telle sorte qu'en 1814, le département des manuscrits de la Bibliothèque Nationale, à Paris, possédait, à lui seul, près de 4.000 manuscrits

(1) MUNZ, op. cit., page 485.

que les armées victorieuses lui avaient adressés (1).

Les châteaux de Berlin et Postdam, notamment, sont dépouillés de leurs collections artistiques; Napoléon envoie aux Invalides les souvenirs de Frédéric II : buste en marbre, chapeau, épée, etc.

Quant aux tableaux, Berlin en donne 54; Custrin, 56; Postdam et Sans Souci, 6, plus des marbres antiques; Cassel, 299; Schwerin, 209; Dantzig, 1; Varsovie, 6; Brunswick, 278 tableaux, 400 volumes, 243 gravures, plus des médailles, bustes, bronzes, ivoires; Vienne, 250 tableaux sans compter 23 objets d'art égyptiens, grecs ou romains, appartenant au cabinet des Antiquités.

En Allemagne et en Autriche le butin est donc de choix : des Véronèse, Rembrandt, Titien, Rubens, Van Dyck, Dürer, Holbein, Poussin, etc.

Puis, comme en Italie, à Moscou Napoléon fait fondre l'argenterie des églises du Kremlin et s'empare de divers trophées (croix du tombeau des Tsars, etc...) qui au cours de la retraite devaient être jetés dans un lac (2).

En Espagne, le même procédé est appliqué et des chefs-d'œuvre passent les Pyrénées pour entrer au Louvre.

Cependant, les chariots remplis d'œuvres d'art espagnoles, à destination de Paris, n'y seront pas encore tous arrivés que Napoléon sera détrôné (3).

(1) DELISLE, *Le Cabinet des Manuscrits de la Bibliothèque Nationale*, Tome II, 1874, page 35, cit., NYS, op. cit. page 278, Tome III.

(2) MOUGENOT, *Des pratiques de la guerre sous le Premier Empire* (Paris, 1903), in-8°, page 93.

(3) SAUNIER, op. cit., pages 69 et 70.

E) *En Amérique :*

C'est à la même époque, — mais cette fois Napoléon n'y est pour rien — que, pendant la guerre entre l'Angleterre et l'Amérique (1812-1815), nous devons signaler la destruction volontaire d'un remarquable monument public : le Capitole de Washington.

Sous le prétexte inadmissible de représailles, parce que les Américains avaient démoli quelques villages du Canada, les officiers anglais écrasèrent, avec leur artillerie, le Palais du Président et tous les autres édifices groupés sur le Capitole.

Ce fait fut tellement injustifié que, en pleine Chambre des Communes, sir James Mackintosh ne craignit pas de rappeler l'Angleterre au sentiment de ses devoirs (1).

F) *Appendice. — Les Archives :*

En ce qui concerne plus spécialement les Archives, il semble que Bonaparte ait commencé par avoir, à ce sujet, des principes logiques et équitables.

En effet, dans le TRAITÉ DE CAMPO-FORMIO (17 Octobre 1797), il stipule expressément la remise des archives entre les mains de chaque puissance qui aura la propriété de la terre correspondante.

Mais Napoléon était bien trop centralisateur pour continuer, à cet égard, les judicieux errements de Bonaparte.

Il voulut que Paris renfermât les archives générales du monde et qu'il ne restât partout ailleurs que des succursales placées sous la surveillance de l'archiviste impérial.

Dans ce but, il envoya, dans tous les pays annexés,

(1) ROUARD DE CARD, op. cit., page 203.

des chefs des archives générales chargés d'aller dépouiller les archives étrangères pour diriger sur Paris tous les documents présentant un intérêt général.

Aussi y eut-il, jusqu'à la fin de l'Empire, des envois considérables d'archives qui d'ailleurs, sous les Bourbons, prirent le chemin du retour (1).

2° RESTITUTIONS

Après la fulgurante épopée de Napoléon, qui avait médusé ses ennemis eux-mêmes, le TRAITÉ DE PARIS, du 30 Mai 1814, pouvait tout rétablir dans le *statu quo ante* et ordonner une restitution en masse des dépouilles aux dépouillés.

Cependant, il n'en fut rien ; l'article 31 porte seulement que « les archives, cartes, plans et documents quelconques appartenant aux pays cédés, seront fidèlement rendus ».

Réciproquement, les Alliés promirent de rendre les archives, planches et cartes enlevés par leurs troupes.

Ainsi qu'on le voit, il n'est question ni des œuvres d'art, ni des manuscrits, et il est certain que « les Alliés avaient laissé par prétérition à la France, en s'abstenant d'en parler, les chefs-d'œuvre qui ornaient les musées de sa capitale » (2).

C'est ainsi que Louis XVIII avait pu dire ouvertement, en pleine Chambre des Députés, le 4 Juin 1814 : « La gloire des armées françaises n'a reçu aucune atteinte : les monuments de leur valeur subsistent, et les chefs d'œuvre de l'art nous appartiennent ».

(1) NYS, op. cit., page 280.

(2) PRADIER-FODÉRÉ, *Traité de Droit International Public européen et américain* (Paris, 1885 à 1906), 8 vol. in-8°, Tome VII, page 987.

nent désormais par des droits plus stables que ceux de la victoire. »

Or, on sait que les captations faites par Napoléon comptaient la fine fleur des chefs-d'œuvre de l'Europe, notamment des Michel Ange, des Titien, Guerchin, Véronèse, Corrège, Raphaël, Léonard de Vinci, etc...

Cependant, bénévolement, la France rendit, aux anciens propriétaires qui les réclamaient, un certain nombre d'objets d'art qui n'étaient pas exposés au Louvre ou aux Tuileries.

Et c'est ainsi que plusieurs Etats, notamment les Pays-Bas, la Bavière, Bade et aussi les Grands d'Espagne — c'est-à-dire les dix premières familles de Madrid qui avaient dû fournir des œuvres d'art en tribut à Napoléon vainqueur — bénéficièrent de cette mesure, ainsi qu'un grand nombre de particuliers et d'anciens émigrés (1).

L'Autriche se borna à réclamer les livres et manuscrits, que la France restitua à la Bibliothèque impériale de Vienne.

La Prusse ne demanda que les objets d'art venant des châteaux de Berlin et de Postdam.

Enfin l'Empereur de Russie, qui aurait voulu retrouver les trésors du Kremlin, apprit qu'ils avaient été perdus pendant la retraite de Russie (2).

Quant aux toiles et statues de tous les musées de Paris et de province, et quant aux autres manuscrits et incunables de la Bibliothèque Nationale, la France pouvait les considérer comme définitivement acquis.

Mais le débarquement au Golfe Juan, les Cent Jours et Waterloo vinrent tout remettre en question.....

(1) SAUNIER, op. cit., page 86.

(2) SCHOELL, op. cit., Tome X, p. 497

La CONVENTION DE SAINT-CLOUD, du 3 Juillet 1815, établissait un armistice entre les armées alliées, commandées par Wellington et Blücher, et les débris de l'armée française, sous les murs de Paris.

Or, son article 11 porte simplement ces mots : « Les propriétés publiques, à l'exception de celles qui ont rapport à la guerre, soit qu'elles appartiennent au gouvernement, soit qu'elles dépendent de l'autorité municipale, seront respectées..... » (1).

Cet article semblait donc protéger ainsi toutes les œuvres d'art. Mais les Commissaires français estimèrent que la garantie serait plus certaine si elle était expressément stipulée; ils demandèrent donc qu'on insérât dans l'article que : « le Musée des Arts serait respecté comme propriété française ».

Blücher rejeta hautainement cette prétention, en déclarant qu'il se réservait, au contraire, de prendre au Musée tout ce qui avait été propriété prussienne, et ce d'autant plus que les restitutions, promises en 1814, n'avaient jamais été effectuées.

Wellington fit les mêmes réserves au nom du roi des Pays-Bas et des princes allemands qui se trouvaient dans son armée, mais dit aux commissaires français qu'ils pouvaient compter sur la bienveillance des souverains.

Bref, le texte de la Convention ne fut pas modifié, seulement les vainqueurs se chargèrent de lui donner une interprétation diamétralement opposée...

On sait comment la restitution s'opéra : Blücher employa la force! Malgré l'attitude désespérément énergique de Denon, conservateur du Musée du Louvre, le Musée fut occupé par les soldats prussiens qui décrochèrent eux-mêmes les tableaux.

(1) DE CLERCQ, *Recueil des Traités de la France* (Paris, 1886-1907), 22 vol. in-8°, Tome II, pages 623, 624.

Puis, ce fut le tour des soldats anglais, qui récupérèrent toutes les œuvres que réclamait le Roi des Pays-Bas.

Enfin, successivement, les Commissaires ou représentants des souverains de l'Autriche, Bavière, Brunswick, Espagne, Mecklembourg, Hesse, Sardaigne, Toscane, Modène, Parme, Etats de l'Eglise; et les représentants des villes de : Cassel, Crémone, Mantoue, Milan, Vérone et de la famille Albani, vinrent reprendre et réexpédier les statues, tableaux et œuvres d'art ayant appartenu à leurs collections respectives.

En Novembre 1815, le gros des restitutions était à peu près terminé et comprenait, d'après le rapport général rédigé par l'Administrateur du Louvre :

2065 tableaux,

130 statues,

150 bas-reliefs ou bustes,

289 bronzes,

471 camées,

1199 émaux et majoliques,

16 vases étrusques,

76 vases en matière précieuse,

105 vases en ivoire,

37 sculptures en bois,

271 dessins,

294 objets divers (1).

En outre, la plupart des manuscrits furent aussi rendus, dont 1519 rien que pour les Pays-Bas (2).

Parmi les manuscrits déménagés, nous avons cité ceux que Maximilien de Bavière avait pris, en 1622,

(1) SAUNIER, op. cit., page 161.

(2) *Catalogue des Manuscrits de la Bibliothèque Royale des Ducs de Bourgogne*, Tome I, Résumé historique, page CCXV, cité par NYS, page 283.

à la Bibliothèque d'Heidelberg pour les offrir au Pape Grégoire XV ; or, 39 de ces manuscrits (27 grecs, 12 latins) avaient été enlevés en 1797 de la Bibliothèque du Vatican et transportés à Paris. Sur la réclamation de l'Université d'Heidelberg, Pie VII, au lieu de les remettre dans la Bibliothèque du Vatican, les rendit à celle d'Heidelberg (1).

Il faut ajouter qu'un assez grand nombre de toiles avaient été expédiées dans les Musées de Province, et échappèrent ainsi à la réclamation des commissaires.

D'autre part, plusieurs œuvres d'art avaient été confiées, par la France, à des Musées de Belgique, œuvres d'art que la France réclama en vain.

Enfin, parmi ce pillage sans contrôle, les ennemis s'attribuèrent un certain nombre d'œuvres d'art qui avaient été acquises, ni par spoliation, ni par traité, mais régulièrement achetées et payées par les deniers français.

Il est assez piquant de consigner ici que ce vieux soudard de Blücher, si empressé de rendre les tableaux à leur propriétaire, n'avait pas hésité, en cette même année 1815, à décrocher à la Malmaison et à faire transporter chez lui, à Berlin, tous les portraits de la famille Bonaparte ; si bien que, lorsque le Chevalier de Cussy, quelques années plus tard, lui demandait comment il s'était procuré ce splendide portrait de Pauline Borghèse, Blücher répondit cyniquement : « Je l'ai volé à la Malmaison ! » (2).

Il est impartial de rapporter ici que c'est grâce à Wellington que furent sauvés le Pont d'Iéna, le Pont

(1) SCHOELL, op. cit., Tome XI, page 454.

(2) MERIGNHAC et LÉMONON, *Le Droit des Gens et la guerre de 1914-1918* (Paris, 1921), 2 vol. in-8°, Tome I, page 496.

d'Austerlitz et la Colonne Vendôme, que Blücher voulait à tout prix faire sauter; il prétendait que lui en donnait le droit *l'article 11 de la Convention de Saint-Cloud*, spécifiant que les propriétés seraient respectées « à l'exception de celles ayant rapport à la guerre ».

D'autre part, il convient de souligner le geste plein d'esprit de François-Joseph; celui-ci, au lieu de démolir l'Arc-de-Triomphe du Simplon, à Milan — où il était représenté acceptant la paix dictée par Napoléon, — fit ajouter au monument un deuxième bas-relief, représentant l'abdication de Napoléon à Fontainebleau...

PARAGRAPHE 3

De 1815 à 1914

Pendant cet espace de 100 ans, il n'y eut plus de trophées comparables à ceux qu'avaient accumulés Napoléon, au cours de sa fabuleuse aventure.

Il se produisit cependant, dès le commencement de ce laps de temps, un « déménagement » artistique qui eut un très grand retentissement, et dont l'émotion n'est pas encore définitivement calmée aujourd'hui.

En effet, en 1815, au moment même où les œuvres d'art et de sculpture antique rentraient dans leurs pays respectifs — après avoir reçu au Louvre une éphémère naturalisation française, qui n'avait duré que vingt ans — en cette même année 1815, la ville de Londres recevait les dépouilles célèbres de l'Acropole d'Athènes, vendues par le Grand Turc à Lord Elgin.

Le rapprochement est particulièrement digne d'être noté, au moment même où l'Angleterre proclamait, devant toutes les Nations, l'inadmissible

dépossession des œuvres d'art, hors de leur pays d'origine!

On sait comment les choses se passèrent.

Mais, avant de parler de « l'Elginisme », l'impartialité historique nous fait un devoir de rappeler les précédents.

Dès le XVII^e siècle, dans une dépêche datée d'Athènes le 17 Décembre 1674, le Marquis de Nointel, Ambassadeur de Louis XIV auprès de la Sublime Porte, suggéra au roi de prendre les marbres du Parthénon et de les mettre « dans ses cabinets ou galleries » pour les protéger des dégâts qui leur sont faits par les Turcs.

Louis XIV ne donna pas suite à cette proposition.

Mais il est peut-être permis de le regretter quand on relit l'histoire, et les avatars funestes qui attendaient ces marbres uniques au monde.

L'Acropole avait été convertie par les Turcs en un fort, et le Parthénon en une caserne.

Lors du siège d'Athènes par les Vénitiens et les Allemands, en 1687, les Turcs se retranchèrent dans le Parthénon comme dans un « réduit », et y installèrent même leur poudrière, qu'une bombe, adroitement dirigée par un officier allemand, fit exploser le 26 Septembre 1687.

Cette merveille qu'était le Parthénon fut coupée en deux, et les débris du temple furent projetés jusque sur le camp des assiégeants (1).

Quand les troupes victorieuses, sous le commandement de Morosini et de Kœnigsmark, montèrent à l'assaut de l'Acropole, les généraux, séduits par la

(1) DE LA SIZERANNE, *Doit-on rendre les marbres d'Elgin au Parthénon?*, Revue des Deux-Mondes, 15 février 1931, pages 840 et suivantes.

beauté des morceaux de marbre qui jonchaient le sol, se mirent en devoir de les emporter à Venise, notamment les chevaux du char d'Athènes et les lions de marbre qui ornaient le Pirée.

Un siècle plus tard, en 1787, le comte de Choiseul-Gouffier, ambassadeur de France à Constantinople, chargeait son vice-consul à Athènes, M. Fauvel, de tirer du Parthénon tout ce qu'il pourrait pour le mettre à l'abri en France.

C'est alors que furent détachées notamment les Panathénées, qui furent envoyées au Louvre.

Fauvel songeait, paraît-il, à de nouvelles mesures de « conservation » lorsque parut Lord Elgin, qu'on a appelé le « Lord ravisseur » et « Lord Verrès », et sur le nom duquel ont plu, depuis un siècle et demi, les malédictions de tous les archéologues et de tous les artistes !

Lord Elgin, d'origine écossaise, avait été nommé ambassadeur d'Angleterre à Constantinople ; à cette époque la Grèce appartenait à la Turquie.

En bon amateur, Lord Elgin fut séduit par les splendeurs architecturales de l'Ancienne Grèce ; mais, en bon insulaire, il trouva qu'elles feraient mieux au British Museum que sur l'Acropole.

Et c'est pourquoi il négocia avec les Turcs l'achat de ces richesses incomparables de sculptures et de décorations architecturales, connues sous le vocable de « Marbres d'Elgin » et arrachées, par lui, principalement au Parthénon.

Le premier envoi eut lieu en 1808, le dernier en 1814-1815.

On sait le concert d'énergiques protestations que souleva ce véritable vandalisme, même en Angleterre.

Nous ne pouvons nous faire l'écho de toutes ces vaillantes clameurs ; mais ne pouvons pas ne pas

rappeler celle de Lord Byron, qui s'écrie dans son *Child Harold* :

« Rougis, Calédonie (l'Ecosse) d'avoir un tel fils ! Angleterre, réjouis-toi de ne pas le compter au nombre de tes enfants ! »

Et le même illustre poète, visitant le Parthénon mutilé par Lord Elgin, grava, sur une de ses pierres dénudées, cette inscription qui sera pour l'Angleterre une flétrissure permanente :

« *Quod non fecerunt Gothi
Fecerunt Scoti.....* »

Mais, pour en revenir à notre sujet, ce qui ajoute au piquant de ce rapprochement entre deux faits, diamétralement opposés, se rencontrant à une même date : 1815, c'est le détail suivant :

L'Angleterre, trouvant bien trop exagérée la somme que son ambassadeur avait promise aux Turcs pour prix de son vandalisme (875.000 francs), ledit Lord Elgin réclama l'arbitrage de *Canova* pour justifier l'importance des dépouilles au regard du prix que l'Angleterre devait les payer. Or, *Canova* s'empressa, pour trancher le litige, de demander le concours de *Quatremère de Quincy*, qui accepta.

Seulement, *Quatremère de Quincy* est le fameux amateur qui fit paraître, en 1796, ses *Lettres au Général Miranda sur le préjudice qu'occasionneraient aux Arts et à la Science le déplacement des monuments de l'art... de l'Italie*, lettres dont nous aurons l'occasion de reparler ultérieurement.

Pourquoi ce qui était un préjudice pour l'Italie, quand la France en profitait, cessait-il tout à coup d'être un préjudice pour la Grèce quand c'est l'Angleterre qui devait en profiter ?

Certes, il ne s'agit ici, pour les marbres de Lord

Elgin, de captation ni par la violence, ni par des traités : il s'agit d'une *vente* volontaire.

Mais le principe reste absolument le même, c'est-à-dire « le préjudice qu'occasionne aux Arts le déplacement des monuments d'art », suivant le propre titre de l'auteur. De manière que Quatremère, après avoir écrit ses premières « lettres » pour protester contre l'enlèvement des antiquités romaines par la France, a écrit, vingt ans après, une deuxième série de « lettres » pour justifier l'enlèvement des antiquités grecques par l'Angleterre !

Et c'est en vain, d'ailleurs, qu'il essaie de justifier « quelque contradiction que certaines personnes ont cru trouver dans le suffrage public donné à l'enlèvement des sculptures d'Athènes, et les principes développés précédemment par moi..... » (1).

— Il y eut encore, au cours du XIX^e siècle, divers incidents que nous devons rapporter ici, encore que leur importance soit moins considérable.

— En 1849, lors du siège de Rome par les Français, le Général Oudinot donna des ordres très précis à son artillerie pour que le tir de celle-ci n'endommage, en aucune façon, les œuvres d'art et les monuments historiques de la Ville Eternelle.

Rare et bel exemple, donné par un général français, et que nous soulignons ici avec une légitime satisfaction.

— De même, en 1855, lors du siège de Sébastopol, les artilleries alliées, française et anglaise, ne bombardèrent que les seules fortifications, et aucun dommage ne fut fait à la ville proprement dite.

(1) QUATREMÈRE DE QUINCY, *Lettres sur l'enlèvement des ouvrages de l'art antique à Athènes et à Rome, écrites les unes au célèbre Canova, les autres au Général Miranda* (Paris, 1836), page VIII.

— D'autre part, en octobre 1860, le général Cousin Montauban autorisa ce qu'on a appelé « le déménagement du Palais d'Été » de l'Empereur de Chine.

Ce palais contenait les trésors les plus précieux de l'Art chinois et d'étonnantes richesses : armes damasquinées, coupes de jade, châsses incrustées de diamants contenant des idoles d'or massif, soieries et étoffes précieuses, etc., etc...

Un partage fut effectué : des cadeaux de choix furent offerts à Napoléon III, à l'Impératrice Eugénie et à la Reine Victoria ; le reste fut vendu, et chaque soldat en retira environ 100 francs (1).

Quant au Palais d'Été, après l'avoir pillé, on y mit le feu.

— Par contre, dans le TRAITÉ DE PAIX du 3 Septembre 1866, qui mit fin à la guerre austro-prussienne, la Prusse a exigé, comme nous l'avons déjà signalé incidemment, que le Grand Duc de Hesse restitue à la ville de Cologne la bibliothèque enlevée en 1794 au Chapitre de cette ville (2).

De même, l'article 18 du TRAITÉ DE VIENNE du 3 Octobre 1866 stipule que : « les archives des territoires cédés, ainsi que les documents politiques et historiques de l'ancienne République de Venise seront remis dans leur intégrité aux Commissaires, auxquels seront également consignés les objets d'art et de science spécialement affectés au territoire cédé. »

— En 1870, le Grand Etat-Major allemand inaugura le « bombardement par intimidation », qui consiste à écraser de projectiles le centre de la ville,

(1) PRADIER FODÉRÉ, op. cit., Tome VI, pages 1107 et suiv.

(2) PRADIER FODÉRÉ, op. cit., Tome VII, page 985.

de manière à ce que la population civile demande au plus tôt la reddition (1).

Ceci consacre la négation absolue de tout respect pour les monuments d'art.

C'est ainsi que les Prussiens n'ont pas hésité à bombarder le centre de Strasbourg, et incendièrent sa bibliothèque avec 200.000 volumes, son musée et sa galerie de tableaux, vandalisme qui provoqua une énergique protestation du Gouvernement de la Défense Nationale le 9 Janvier 1871 (2).

En outre, ils ont incendié le château de Saint-Cloud, si plein de souvenirs historiques et d'œuvres d'art, et bombardé des monuments sans aucune utilité militaire et par pur esprit de destruction, notamment, pendant le siège de Paris : l'Eglise Saint-Sulpice, la Sorbonne, l'Ecole de Droit, l'Hôpital du Val-de-Grâce, — pourtant reconnaissable de très loin par son admirable dôme — enfin, la basilique de Saint-Denis, située même en dehors des fortifications, et qui reçut plus de 200 obus prussiens, sans compter un nombre encore plus grand tombé dans un périmètre très rapproché.

Ce fait brutal prouve que la vieille et célèbre basilique, — monument éminemment historique, — a servi délibérément de point de mire aux batteries prussiennes (3).

Par contre, les Allemands ont respecté, en 1870-1871, les musées du Louvre, Saint-Germain, Sèvres et Fontainebleau.

(1) DUCKACINSKI, *Les Règlements militaires des grandes puissances considérées au point de vue du droit international* (Bordeaux, 1912), in-8°.

(2) Lieutenant BRETET, *La Campagne de 1870-71 au point de vue du Droit des Gens* (Paris, 1902), in-8°.

(3) ROUARD DE CARD, *op. cit.*, page 199.

Mais, s'ils n'ont pas osé toucher à ces œuvres, appartenant pourtant au domaine public, chacun sait qu'ils se sont rattrapés sur les propriétés particulières : ils ont fait main basse sur tous les bijoux, bronzes, pendules et objets d'art qui ont fait l'objet d'une véritable razzia, partout où ils ont passé.

Le pillage et l'envoi chez eux de nos objets d'art et objets mobiliers de toute espèce a été évalué approximativement à 264 millions (1).

En outre, accomplissant une œuvre de dévastation systématique, ils ont incendié des maisons et même des villages entiers, comme Saint-Cloud, par intimidation, par dépit, ou par pur sadisme, comme Néron.

— En 1876, pendant la guerre turco-bulgare, les Turcs incendièrent, sans aucune utilité militaire, 40 églises bulgares, par haine antichrétienne, suivant le rapport tout à fait impartial de M. Schuler, consul général des Etats-Unis, rapport qu'il adressa à son Gouvernement le 10 Août 1876 (2).

— En 1879-1882, lors de la guerre, dite du Pacifique, entre le Chili, la Bolivie et le Pérou, les Chiliens vainqueurs transportèrent à Santiago, comme butin de guerre, la splendide bibliothèque de Lima, les statues de marbre ou de bronze des promenades publiques, tous les tableaux des musées, et presque toutes les collections appartenant, non à l'Etat, mais à des collectivisés ou à des particuliers (3).

— D'autre part, en Janvier 1893, une tentative de restitution, née près de 100 ans après les enlèvements, émane des Cercles artistiques de Venise.

Ceux-ci ont voulu adresser une requête au Ministre des Cultes pour obtenir, par voie diplomatique,

(1) MÉRIGNHAC et LÉMONON, op. cit., Tome I, page 482.

(2) ROUARD DE CARD, op. cit., page 200.

(3) PRADIER FODÉRÉ, op. cit., Tome VI, page 1111.

la rétrocession de 6000 tableaux enlevés à Venise de 1806 à 1810, et qui étaient disséminés en Europe.

En outre, Venise prétendait réclamer 135 tableaux expédiés de cette ville à l'Autriche, en 1838, à la demande de l'Empereur d'Autriche (1).

A notre connaissance, il n'a été donné aucune suite à cette tentative de restitution; mais cet exemple démontre, une fois de plus, le vice indélébile inhérent à la dépossession des œuvres d'art des mains de leurs possesseurs originaires.

— En 1900, lors de la révolte des Boxers, des faits d'incendie et de pillage, analogues à ceux de 1860, ont été commis en Chine par les forces européennes d'intervention.

A la suite de ces événements, le Gouvernement français ne voulut pas profiter d'un butin qu'il estimait indûment acquis, et renvoya en Chine les objets d'art qui lui avaient été adressés.

Or, tandis que la France avait ce beau geste de probité, les Allemands et les Anglais gardaient soigneusement leur part de butin, notamment de splendides bronzes, remontant à Louis XIV et d'une grande valeur artistique.

Bien plus, par suite d'interpellations à la Chambre, le Gouvernement français prit le Décret du 26 Juin 1901, abrogeant l'article 109 du Décret du 28 Mai 1895, portant *Règlement sur le Service des armées en campagne*.

Cet article admettait le partage du butin.

Seulement, lors de son abrogation, donnant au nouveau Décret un effet rétroactif, on fit restituer aux officiers et aux hommes les chèques ou primes

(1) CLUNET, *Journal de Droit International Privé*, 1893, page 263.

qu'ils avaient reçus en échange du butin.... (1), ce qui nous semble un véritable excès de probité.

— En 1904, pendant la guerre russo-japonaise, le Japon résuma, en des règles très nettes, les principes en matière de respect de la propriété mobilière ou immobilière de l'ennemi (2), et l'on ne signale aucun excès commis par ses troupes.

— Par contre, en 1911-1913, pendant les guerres balkaniques, le rapport de la Commission d'enquête Carnegie signale que quantité d'églises et mosquées furent détruites par les belligérants (3).

PARAGRAPHE 4

Pendant la Grande Guerre (1914-1918)

Il semble qu'il ait fallu arriver au XX^e siècle, c'est-à-dire avoir atteint l'apogée de la civilisation, pour atteindre aussi l'apogée de la barbarie.

Les Allemands et leurs Alliés ont tenu à battre le record, non seulement de la cruauté, mais aussi du vandalisme.

Les souvenirs de cette rage de destruction sont encore trop vivants à la mémoire de tous, pour que nous ayons besoin de nous étendre longuement sur ce sujet.

A) Rappelons donc simplement ici l'acharnement sauvage avec lequel les Allemands ont détruit, par

(1) MÉRIGNHAC, *Traité de Droit public international*, III^e Partie, *Le Droit de la Guerre* (Paris, 1912), page 470.

(2) ARIGA, *La Guerre russo-japonaise*, page 354, cité par FAUCHILLE, op. cit., page 250.

(3) FAUCHILLE, *Traité de Droit international public* (Paris, 1921), 3 vol. in-8°, Tome II, *Guerre et Neutralité*, page 250.

pur esprit de destruction et sans aucune justification d'ordre militaire, des *monuments* célèbres, entr'autres : la cathédrale de Reims, l'Hôtel de Ville d'Arras, le Château historique de Coucy, les Halles d'Ypres, l'Université de Louvain, etc.

Comme le dit si justement M. Le Fur :

« Certains chefs d'œuvre font partie du patrimoine de l'humanité. C'est s'en exclure soi-même que de travailler à les détruire...

C'est par centaines qu'ont été détruites, à la honte ineffaçable de nos ennemis, églises et hôtels de ville anciens, purs joyaux de l'art gothique, sans aucune utilité militaire, pour l'unique joie de détruire des chefs-d'œuvre qui n'étaient pas dus à la culture allemande, et dont certains avaient, de plus, le tort de rappeler un long passé de gloire. » (1).

Voilà pour les monuments.

B) Quant aux *œuvres d'art*, il faut distinguer :

a) Pour celles *appartenant au domaine public*, les Allemands firent semblant de vouloir les « protéger ». Comme si, bien plus et bien mieux que ces Vandales, nous ne pouvions prendre soin nous-mêmes de nos trésors artistiques !

C'est ainsi qu'ils envoyèrent exprès à Lille, dès septembre 1914, le Docteur Dammler, conservateur du Musée de Berlin, qui déménagea les célèbres dessins de Raphaël et des œuvres d'art estimées à 20 millions.

C'est à Metz, d'autre part, qu'ils formèrent un dépôt de concentration, pendant la guerre, des chefs-d'œuvre provenant des localités françaises pillées.

C'est Maubeuge cependant qui eut l'honneur

(1) LE FUR, *Des Représailles en temps de Guerre — Représailles et Réparations* (Paris, 1919), in-8°, pages 113 et 114.

d'abriter les célèbres pastels de Latour, que les Allemands déroberent à Saint-Quentin.

Le lieutenant baron von Hadeln, critique d'art, délégué au Grand-Quartier Général allemand et cambrioleur en chef de Saint-Quentin, publia le catalogue des objets « sauvés » dont se composait le musée improvisé de Maubeuge. C'est un catalogue illustré d'une collection de nos œuvres d'art provenant des Musées de Lille, Cambrai, Douai, Laon et Valenciennes, et portant ce titre insolent : « Œuvres d'art *sauvées* provenant des provinces occupées de la France septentrionale » (1) — sauvées malgré les protestations énergiques de leurs légitimes possesseurs !

L'auteur du catalogue, avec la lourde ironie germanique, y disait que l'Allemagne les rendrait à la France, quand la France aurait rendu ce que Napoléon avait pris à l'Allemagne (1).

Il faudrait tout un livre pour raconter les exploits de ces pillards, et nous devons nous borner à quelques exemples.

A Compiègne, où ils ne firent que passer, ils eurent le temps de voler, au château, les grands joyaux, en lave et corail, constituant les pièces du jeu d'échecs de Napoléon ; ils y joignirent des flambeaux de bronze, des panoplies, etc...

C'est Bruxelles qui reçut en partage les Watteau et les Carpeaux de Valenciennes.

Mais c'est à Bruxelles que, par un juste retour des choses, les Alliés ont retrouvé, en 1918, en d'énormes caisses que les Allemands n'avaient pas eu le temps d'emporter, les trésors volés dans les Musées de Lille,

(1) MÉRIGNHAC et LÉMONON, op. cit., pages 502 et suivantes et 557.

Douai, Cambrai, Valenciennes, etc... (1) — tableaux, manuscrits, incunables, tout était soigneusement emballé par des reîtres qui volaient ce qu'ils n'avaient pas détruit.

Pour le détail des violations des lois de la guerre par l'Allemagne, nous renvoyons aux *Rapports et Procès-Verbaux* de la Commission d'enquête instituée dès les premiers mois de la guerre, ainsi qu'aux différents volumes publiés par les soins du Ministère des Affaires étrangères français, sous le titre de : *Les Violations des Lois de la guerre par l'Allemagne* (2) ; enfin, à l'ouvrage de MM. Merignhac et Lémonon, auquel nous nous sommes déjà référés plusieurs fois : *Le Droit des Gens et la Guerre de 1914-1918*.

Ils agirent d'ailleurs de même sur les autres théâtres de la guerre.

C'est ainsi que, dès 1916, le trésor du Saint-Sépulcre à Jérusalem, estimé à plusieurs millions, fut volé et envoyé à Berlin.

C'est ainsi aussi qu'à Berlin, en 1917, eut lieu une Exposition des objets d'art volés dans les églises, palais et villes d'Italie.

Tout cela, bien entendu, sous prétexte de conservation artistique et pour mettre un masque de « Kultur » sur leur inqualifiable vandalisme.

b) Pour les œuvres d'art *appartenant à des particuliers*.

Ici, il semblait, que plus encore que les propriétés de l'Etat ou des collectivités, ces objets eussent dû être respectés.

(1) MÉRIGNHAC et LÉMONON, op. cit., page 516.

(2) *Journal officiel* du 23 novembre 1918.

Mais c'est le contraire qui arriva, et la horde de bandits qui formait l'armée du Kaiser a eu bien moins de respect encore pour la propriété privée que pour celle du domaine public!

Contrairement à toutes les règles admises par le Droit des Gens pour la protection des œuvres d'art, les Allemands réquisitionnèrent en Belgique tous les objets de cuivre, nickel, étain ou bronze, sans distinguer entre ceux d'un caractère artistique ou non (1).

D'autre part, — et cette fois sans réglementation aucune et sans réquisition, — partout où ils passèrent, les Allemands, du haut en bas de l'échelle galonnée, organisèrent le pillage systématique de toutes les maisons inoccupées, sans compter le pillage partiel d'innombrables maisons encore occupées par leurs habitants.

Nous n'en citerons que deux exemples entre mille.

Le prince Henri XXXV de Reuss, capitaine au 8^e Dragons prussiens, ayant découvert, à Machault, des caisses d'argenterie qui avaient été cachées par les propriétaires en fuite, les envoya en Allemagne par les soins de la Kommandantur... (2).

D'autre part, à Bruxelles, en Décembre 1918, on a trouvé 33 caisses, étiquetées au nom du Prince Rupprecht de Bavière, et contenant des œuvres d'art provenant de collections privées pillées en France!

Certes, la plupart des œuvres d'art ont pu nous faire retour, grâce aux circonstances de la victoire; mais on peut affirmer que, si nous avions été vaincus, la France n'aurait revu aucune de ses œuvres volées.

Ce droit absolu de conquête sur tous les objets publics et privés de l'ennemi semblait même telle-

(1) MÉRIGNHAC et LÉMONON, op. cit., p. 536.

(2) MÉRIGNHAC et LÉMONON, op. cit., page 496.

ment naturel que les *Neutres* eux-mêmes n'hésitèrent pas à s'en rendre complices.

C'est ainsi qu'on put lire dans le journal danois « *Politiken* », du 6 Avril 1915 : « 6 wagons de meubles provenant de Belgique, France, etc., sont à vendre : meubles antiques, vases, statues, etc... » (1).

Nous verrons, dans la deuxième partie de cette étude, comment il faut apprécier cette neutralité...

C) *Archives* :

Quant aux archives, de même qu'ils les avaient pillées en 1870-71, ils les pillèrent, volèrent ou incendièrent à Douai, Cambrai, Saint-Quentin, Termonde, Arschoot, Louvain, Lierre, Dinant etc...

Bref, pendant la Grande Guerre, les crimes et délits commis par les Allemands en violation du Droit des Gens sont tellement nombreux que la liste des inculpations, dressée par la Conférence de la Paix en 1919, ne contient pas moins de 32 chefs différents, notamment — ce qui nous concerne tout spécialement — :

20° « Destruction, sans raison, des monuments historiques ».

— Leurs Alliés ne se conduisirent guère mieux quand ils le purent.

L'Autriche n'en eut pas l'occasion, pas plus que les Turcs ; quant aux Bulgares, ils enlevèrent et transportèrent, dans leur pays, des œuvres d'art grecques de l'époque byzantine appartenant à 72 églises et couvents, pillage organisé sous la direction du général Rousseff.

Après quoi, il mit le feu aux églises et aux couvents.

(1) MÉRIGNHAC et LÉMONON, op. cit., page 557.

En outre, les Bulgares détruisirent ou emportèrent toutes les archives serbes.

En regard de cette conduite des Alliés du Kaiser, signalons au contraire l'attitude de notre alliée l'Italie qui, sans se contenter d'observer le texte de la Convention de la Haye, le renforça par son Ordonnance du 21 Septembre 1916 proclamant « l'inaliénabilité des biens meubles et immeubles des territoires occupés qui offrent un intérêt artistique, historique ou archéologique » (1).

— Le TRAITÉ DE VERSAILLES, signé le 28 Juin 1919 entre les Alliés et l'Allemagne, stipule de si intéressantes restitution^s ou réparations, en matière d'objets artistiques ou historiques, que nous croyons nécessaire de reproduire ici intégralement certains de ces articles (2) :

L'article 245 porte :

« Dans les six mois qui suivront la mise en vigueur du présent Traité, le Gouvernement allemand devra restituer au Gouvernement français, les trophées, archives, souvenirs historiques ou œuvres d'art enlevés de France par les autorités allemandes au cours de la guerre 1870-71 et de la dernière guerre, suivant la liste qui lui en sera adressée par le Gouvernement français, et notamment des drapeaux français pris au cours de la guerre de 1870-71, ainsi que l'ensemble des papiers politiques pris par les autorités allemandes le 10 Octobre 1870 au château de Cerçay, près Brunoy (Seine-et-Oise), appartenant alors à M. Rouher, ancien Ministre d'Etat. »

(1) FAUCHILLE, *Traité de Droit international*, op. cit., Tome II, pages 252 et 253.

(2) LE FUR et CHKLAVER, *Recueil de textes de Droit International public* (Paris, 1928), in-8°, pages 253 et suivantes.

L'article 246 porte obligation par l'Allemagne :

1° de restituer au Roi du Hedjaz, le Coran original ayant appartenu au Calife Osman et enlevé de Médine par les Turcs pour être offert à Guillaume II ;

2° de remettre à l'Angleterre le crâne du sultan Makaoua, enlevé de l'Afrique orientale allemande et transporté en Allemagne.

L'article 247 stipule :

§ 1 « L'Allemagne s'engage à fournir à l'Université de Louvain..... les manuscrits, incunables, livres, imprimés, cartes et objets de collection correspondant au nombre et en valeur aux objets semblables détruits dans l'incendie mis par l'Allemagne à la Bibliothèque de Louvain..... »

§ 2 « L'Allemagne s'engage à remettre à la Belgique..... afin de lui permettre de reconstituer deux grandes œuvres d'art :

1° Les volets du tryptique de *l'Agneau mystique* peint par les frères Van Eyck, autrefois dans l'église de Saint-Bavon à Gand, et actuellement au Musée de Berlin ;

2° Les volets du tryptique de *la Cène*, peint par Dierick Bouts, autrefois dans l'église de Saint-Pierre, à Louvain, et dont deux sont maintenant au Musée de Berlin et deux à l'ancienne Pinacothèque de Munich. »

On sait comment les Allemands, avec leur bonne foi habituelle, exécutèrent la clause relative à la restitution des drapeaux de 1870-71.

Ils déclarèrent qu'un incendie — vraiment providentiel — les avait tous détruits le 23 Juin 1919, et qu'ils étaient donc dans l'impossibilité de les rendre !

Il est vrai que la France les obligea alors, en compensation, à livrer des drapeaux du 1^{er} Empire et

d'autres trophées pris en 1870, et même sous Louis XIV (1).

Quant aux objets d'art appartenant aux particuliers, et qu'ils avaient également l'obligation de restituer, ils y mirent une telle mauvaise volonté que se créa à Paris, 25, quai Voltaire, sous la présidence du comte Jean d'Andigné, l' « *Association franco-belge des victimes des pillages allemands* ».

Ceci s'est passé, non du temps des Huns, mais en plein XX^e siècle, en Décembre 1921 (2).

Le TRAITÉ DE SAINT-GERMAIN, signé entre les Alliés et l'Autriche le 10 Septembre 1919, contient également des articles intéressant la restitution d'objets d'art et d'archives.

Par l'article 191, l'Autriche s'engage à rendre « à chacune des Puissances alliées et associées, tous les actes, documents, objets d'antiquité et d'art, et tout matériel scientifique et bibliographique enlevés des territoires envahis, qu'ils appartiennent à l'Etat ou aux administrations provinciales, communales, hospitalières ou ecclésiastiques, ou à d'autres institutions publiques ou privées ».

L'article 192 stipule que l'Autriche restituera les mêmes choses que ci-dessus qui auront été enlevées des territoires *cédés* depuis le 1^{er} Juin 1914, exception faite des choses achetées à des propriétaires privés.

L'article 193 porte que l'Autriche rendra aux Alliés toutes les Archives se rapportant directement aux territoires *cédés*.

(1) CLUNET, *Journal de Droit International privé* (1921), pages 122 et 368.

(2) CLUNET, *Journal de Droit International privé* (1921), page 1066.

Il est à remarquer que ces trois articles figureront également dans le Traité de Trianon, avec la Hongrie.

L'article 194 confirme l'exécution des obligations contenues dans trois traités antérieurs et relatifs à la remise à l'Italie des archives, notamment, de Venise.

L'article 195 est particulièrement intéressant pour nous.

Il institue un Comité de trois juristes à nommer par la Commission des Réparations, qui examineront les conditions dans lesquelles ont été emportés, par la Maison de Habsbourg et autres anciennes familles, les objets ou manuscrits en possession de l'Autriche et dont la nomenclature est énumérée dans une Annexe au Traité.

L'Italie, la Belgique, la Pologne et la Tchéco-Slovaquie seront admises à réclamer ces objets s'ils ont été emportés en violation du droit de ces pays.

La nomenclature annexée comporte des tableaux de Rubens, du Corrège, etc., des bijoux, mobilier et vaisselle d'argent des Médicis, des bronzes, plus de 100 manuscrits, des archives, le Trésor de la Toison d'Or enlevé en 1794 dans 90 chariots par les Autrichiens fuyant devant Dumouriez, la coupe en or de Ladislas IV, roi de Pologne, objets d'art du château royal de Prague, etc...

— Le Trésor de la Toison d'Or resta à l'Autriche, les juristes l'ayant déclaré propriété personnelle des souverains autrichiens (1).

(1) CLUNET, *Journal de Droit International privé* (1922), page 253.

Le TRAITÉ DE NEUILLY, signé entre les Alliés et la Bulgarie le 25 Novembre 1919, est le moins explicite en ce qui concerne le sujet qui nous intéresse.

Un seul article s'y réfère :

L'article 126 oblige la Bulgarie à « rechercher et à restituer sans délai et respectivement à la Grèce, à la Roumanie et à l'Etat serbe-croate-slovène (aujourd'hui Yougoslavie) tous documents ou archives et tous objets, présentant un intérêt archéologique, historique ou artistique, qui ont été enlevés des territoires de ces pays, au cours de la guerre ».

En outre, le même article décide que tout conflit à ce sujet sera déféré à un arbitre désigné par la Commission interalliée et dont la décision sera définitive.

Le TRAITÉ DE TRIANON, signé entre les Alliés et la Hongrie le 4 Juin 1920, contient également des articles relatifs à la restitution d'objets d'art ou d'archives.

Par *l'article 175*, la Hongrie s'engage à rendre à chacun des Alliés « tous les actes, documents, objets d'antiquité et d'art, et tout matériel scientifique et bibliographique enlevés des territoires envahis, qu'ils appartiennent à l'Etat ou aux administrations provinciales, communales, hospitalières ou ecclésiastiques ou à d'autres institutions publiques ou privées ».

L'article 176 oblige la Hongrie à restituer les mêmes objets que ci-dessus, qui auraient été enlevés depuis le 1^{er} Juin 1914 des territoires *cédés*, sauf ceux achetés à des propriétaires privés.

L'article 177 stipule que la Hongrie rendra aux Alliés *toutes les archives relatives aux territoires cédés*.

Ces 3 articles sont la reproduction des articles 191, 192 et 193 du Traité de Saint-Germain.

En outre, il stipule le principe que « tous objets et documents ayant un caractère artistique, archéologique, scientifique ou historique » faisant partie des collections ayant appartenu à l'ancienne Autriche-Hongrie, mais « qui devraient appartenir au patrimoine intellectuel d'autres Etats, pourront, à titre de réciprocité, être rapatriés dans leur pays d'origine ».

Le TRAITÉ DE SÈVRES, signé le 10 août 1920 entre les Alliés et la Turquie, porte également, à l'article 420, obligation pour le Gouvernement ottoman de « restituer aux Gouvernements des Puissances alliées, les trophées, archives, souvenirs historiques ou œuvres d'art enlevés aux dites Puissances ou à leurs ressortissants, depuis le 29 Octobre 1914 ».

En outre, ce traité, en son article 421, consacre une curieuse innovation : il impose au Gouvernement ottoman l'obligation « d'abroger, dans les 12 mois, sa législation actuelle concernant les antiquités » et l'oblige à édicter une nouvelle législation basée sur des règles qui sont annexées au dit article 421.

Ces règles concernent les fouilles, la rémunération proportionnée à la découverte, la détérioration, l'aliénation, l'interdiction d'exportation sans licence, etc.

L'article 422 oblige le Gouvernement ottoman à restituer « tous objets présentant un caractère religieux, archéologique, historique ou artistique » qui, postérieurement au 1^{er} août 1914, aurait été enlevé d'un territoire cessant aujourd'hui d'être turc.

Une autre disposition fort intéressante est celle de l'article 423, qui charge la Turquie de conserver les manuscrits et documents de la Bibliothèque de l'Institut archéologique russe de Constantinople, pour sauvegarder les droits de la Russie, en attendant

qu'elle en fasse la remise à telle autorité que les Alliés se réservent de désigner.

L'article 424, enfin, oblige à la remise des archives des territoires transférés aux Gouvernements intéressés.

On le voit, la modération de tous nos traités de paix est extrême.

Les clauses de ceux-ci démontrent le souci de ne stipuler aucune dépossession arbitraire, afin de ne créer aucune friction, aucune rancœur capable d'amener ultérieurement les fâcheuses représailles des restitutions.

Mais, en regard de ces prétentions si modestes et de ces clauses si sages, on peut se demander avec une légitime appréhension, quelles n'eussent pas été les clauses du Traité de Paix que les Allemands nous auraient imposé, s'ils avaient été vainqueurs.

Sans parler des territoires qu'ils s'étaient d'avance attribués (1), on peut affirmer, sans exagération, qu'ils auraient d'abord conservé, par devers eux, toutes les œuvres d'art dont ils avaient, soi-disant, opéré le sauvetage; en outre, ils auraient exigé la cession de nombreux autres trésors artistiques se trouvant dans les parties de la France non envahie. Avec leur esprit prévoyant et méthodique, ils auraient même, paraît-il, dressé déjà une liste de nos principales œuvres d'art, notamment des tableaux, des émaux de Limoges, des reliquaires du Centre de la France et autres objets d'art de premier choix.

(1) Cf., à ce sujet : S. GRUMBACH, *Das annexionistische Deutschland. Eine Sammlung von Dokumenten die seit dem 4 August 1914 in Deutschland öffentlich oder geheim verbreitet wurden. Mit einem anhang antiannexionistische Kundgebungen* (Verlag, Payot et Cie, Lausanne, 1917).

CHAPITRE II

LES MOYENS DE PROTECTION

La protection des œuvres d'art et des monuments est complètement inexistante, en droit écrit, depuis les temps les plus reculés jusque dans la deuxième moitié du XIX^e siècle.

Certes, cela ne veut pas dire que tous les excès étaient permis ou approuvés : le droit coutumier n'est pas un vain mot, et la conscience universelle n'avait pas besoin de disposition législative pour se soulever de tout temps contre les exactions, les spoliations et les destructions d'œuvres d'art.

Mais les mesures de protection écrites, c'est-à-dire officiellement proclamées, sont toutes récentes dans l'Histoire du monde, puisque leurs premiers vagissements datent de 70 ans à peine.

Nous allons examiner en détail les efforts réalisés depuis jadis jusqu'à nos jours, dans ce domaine si nouveau et pourtant si hautement digne de sollicitude : la protection de la Beauté !

PARAGRAPHE 1

La Doctrine

Ce serait une erreur de croire qu'aucune voix ne se soit jamais élevée, même dans les premiers siècles, pour protester contre le rapt et la destruction des œuvres d'art et des monuments.

Dès l'Antiquité, ces spoliations ne se faisaient pas sans provoquer, de la part des bons esprits, de vives protestations.

C'est ainsi que Platon, qui vivait au v^e siècle avant Jésus-Christ, défendait déjà que, pendant la guerre, les maisons — et, à plus forte raison, les monuments — fussent incendiés (1).

Au iv^e siècle avant notre ère, un exemple concret nous est donné de la sauvegarde des œuvres d'art en temps de guerre.

Pendant le siège de Rhodes par Démétrios I, Poliorcète, les assiégés, ayant appris qu'il avait l'intention de saccager et incendier un édifice renfermant un tableau célèbre, lui firent poser la question suivante : « Quel motif te porte à ensevelir ce tableau sous des ruines fumantes ? (il s'agissait du fameux tableau d'*Ialysus*, dû au pinceau du célèbre Protogène, tableau qui faisait l'envie et la colère de Démétrios). Si tu triomphes, toute la ville sera à toi, et avec elle le tableau intact ; mais si tes efforts sont vains, prends garde qu'on ne dise, à ta honte, que n'ayant pu vaincre les Rhodiens, tu as fait la guerre aux mânes de Protogène ! »

Et, convaincu par la justesse de ce discours, Démétrios, dit-on, leva le siège de Rhodes, épargnant à la fois la ville et le tableau (2).

Peut-être cet exemple de splendide respect pour une œuvre d'art, est-il, de la part d'un conquérant, — surtout à cette époque, — trop beau pour être vrai...

Mais il est déjà symptomatique que la tradition nous l'ait rapporté.

(1) PLATON, *République*, Livre V, cité par GROTIUS, *Le Droit de la Guerre et de la Paix*, traduction Pradier-Fodéré (Paris, 1865), 3 vol. in-8°, Tome III, page 275.

(2) AULU-GELLE, *Les Nuits attiques*, traduction de Chaumont, 1863, page 269, cité par PRADIER-FODÉRÉ, op. cit., Tome 6, page 997.

En tous cas, Polybe, qui vivait au III^e siècle avant Jésus-Christ, et qui, Grec allié des Romains, avait pu voir de près les conquêtes de ceux-ci, fait, dans son *Histoire Générale* une remarque frappée au coin de la plus grande sagesse.

S'il trouve légitime que les Romains aient amassé, dans leurs conquêtes, de l'or et de l'argent, il estime que « pour toutes les autres richesses, il serait beaucoup plus glorieux pour eux de les laisser où elles étaient, avec l'envie qu'elles attirent, et de mettre la gloire de leur patrie, non dans l'abondance et la beauté des tableaux et des statues, mais dans la noblesse des sentiments » (1).

Polybe exprime même un vœu — qui, hélas, ne devait pas être exaucé — en souhaitant « que les conquérants à venir apprennent, par ces réflexions, à ne pas dépouiller les villes conquises de leurs richesses artistiques, de manière à ne pas faire des malheurs des autres peuples l'ornement de leur patrie » (2).

Plutarque, à son tour, deux siècles plus tard, reprocha à Marcellus d'avoir fait de Rome un objet de haine, en traînant triomphalement à travers les rues, non seulement des hommes captifs, mais des dieux, dont il avait rapporté de nombreuses statues (3).

C'est Cicéron, ensuite, qui flétrit ce vandalisme sans nom que fut la destruction complète de Corin-

(1) POLYBE, *Histoire Générale*, Livre IX, chapitre III, cité par MUNZ, op. cit., page 484.

(2) POLYBE, op. cit., *ibid.*

(3) PLUTARQUE, *Vie des Hommes Illustres*, Vie de Marcellus, Tome II, page 73, traduction Pierron, 1861, cité par PRADIER-FODÉRÉ, op. cit., page 976.

the, en qualifiant d'abominable la guerre faite aux colonnes, aux statues et aux tableaux! (1).

C'est encore Cicéron, qui, dans une de ses « Verriines » (2), cite un exemple de restitution, ou plutôt de récupération d'œuvres d'art.

Quand Scipion l'Africain eut pris Carthage, se souvenant de toutes les œuvres d'art que celle-ci avait capturées en Sicile, il fit faire des recherches par tous les soldats siciliens de son armée, et rendit à chaque ville de Sicile, les différentes statues dont elles avaient été dépouillées, notamment le Taureau de Phalaris, à Agrigente; Mercure à Tyndare; et la célèbre statue de Diane, à Ségeste.

Sur le piédestal de cette dernière statue on grava, en gros caractères, l'inscription suivante :

« Scipion, après la prise de Carthage, a rendu cette statue aux Ségestains. » (3).

Après Jésus-Christ, c'est au moment de l'invasion des Barbares (VI^e siècle), Bélisaire qui représente à Totila, roi des Ostrogoths, tout l'intérêt qu'aurait celui-ci, vainqueur, à ne pas détruire Rome.

La lettre de Bélisaire a été conservée par Procope (*Histoire*, Livre III), et est rapportée par Grotius (4).

En voici un extrait :

« On a cru jusqu'ici que c'était un effet de la sagesse et du génie des grands politiques d'élever de beaux édifices, mais qu'il n'appartient qu'à des *insensés* de détruire de tels monuments et de n'avoir pas honte de laisser à leur postérité cette marque de leur folie... »

N'est-il pas remarquable de constater qu'au VI^e siè-

(1) CICÉRON, *Pro domo sua*.

(2) CICÉRON, *In Verrem*, Actio secunda, Livre IV, § 4.

(3) QUATREMÈRE DE QUINCY, op. cit., pages 81 et 82.

(4) GROTIUS, op. cit., Tome III, pages 275 et 276, note 3.

cle après Jésus-Christ, se manifestait déjà le noble souci de la préservation des monuments historiques et que, d'avance, sans savoir si Rome serait victorieuse ou vaincue, Bélisaire demandait prudemment à son adversaire de l'épargner !

Mais nous avons cité, jusqu'à présent, des voix individuelles non spécialement autorisées.

Ce qui devient plus appréciable, au point de vue juridique, c'est l'opinion des spécialistes du droit sur la question de la sauvegarde des objets et monuments d'art.

Ce n'est même que maintenant que l'on peut, à proprement parler, qualifier de *doctrine* la manière de voir des différents auteurs sur la matière.

Celui qu'on peut appeler le père du Droit international, le célèbre Hollandais Grotius, fit paraître en 1625 son ouvrage mémorable : « *De jure belli ac pacis* ».

C'était la première fois, dans l'histoire des siècles, que paraissait un ouvrage de droit, d'une érudition considérable, destiné à tracer des règles juridiques aux conflits internationaux.

Bien que cet ouvrage soit animé des plus nobles sentiments d'humanité, on a cependant pu reprocher à son auteur d'être encore trop imbu des idées du Droit romain, en ce qui concerne la légitimité du droit de conquête.

Mais, quant au point de vue qui nous intéresse particulièrement, Grotius est nettement adversaire des dépredations artistiques.

Nous venons de voir que c'est lui qui a exhumé le texte de Procope relatif à la lettre de Bélisaire.

Cette manière de voir, il la fait sienne : « Certaines choses sont de telle nature qu'elles ne sont d'aucun usage pour faire la guerre ou pour la prolonger.

La raison veut qu'on épargne ces choses pendant la durée de la guerre..... Cela doit être observé à l'égard de toutes les choses d'embellissement..... » (1)

Un siècle plus tard, en 1758, l'illustre Vattel fait paraître son « *Droit des Gens* » dans lequel, à son tour, il se prononce nettement pour la protection des œuvres d'art :

« On doit épargner, dit-il, les édifices qui font honneur à l'humanité et qui ne contribuent pas à rendre l'ennemi plus puissant : les temples, les tombeaux, les bâtiments publics, tous les ouvrages respectables *par leur beauté*..... Que gagne-t-on à les détruire? C'est se déclarer ennemi du genre humain que de le priver, de gaieté de cœur, de ces monuments des arts, de ces modèles de goût, comme Bélisaire le représentait à Totila, roi des Goths. » (2).

On le voit, Vattel, comme Grotius, fait siennes les idées de Bélisaire concernant le respect dû aux œuvres d'art.

Nous croyons superflu, après ces auteurs, de citer les très nombreux juristes qui ont, au XIX^e siècle, approfondi le Droit des Gens, un peu dans tous les pays civilisés.

On peut affirmer que, d'une manière générale, la doctrine est d'accord pour déclarer que les œuvres d'art doivent être respectées par le vainqueur.

Nous tenons cependant à citer l'opinion d'un Suisse allemand, juriste de grande autorité en la matière, à son époque.

Bluntschli estime que ni les œuvres d'art, ni les archives ne doivent être enlevées à l'Etat envahi, « parce qu'elles ne servent ni de près, ni de loin à

(1) GROTIUS, op. cit., Tome III, pages 280 et 282.

(2) VATTEL, *Le Droit des Gens* ou *Principes de la Loi naturelle*, annoté par PRADIER-FODÉRÉ (Paris, 1863), Tome III, page 45.

faire la guerre et qu'en s'en emparant on ne contraint pas l'ennemi à demander plus vite la paix.

Les vendre, pour employer le produit de la vente à faire la guerre, est également contraire aux idées civilisées. » (1)

Pour résumer, l'opinion de la Doctrine, à la fin du XIX^e siècle, est quasi-unanime pour limiter comme suit les effets de l'occupation du vainqueur en pays ennemi :

I. — *Propriétés de l'Etat*

A) *Immeubles* : doivent être absolument respectés quand ils ne sont pas affectés à un service militaire, ou que leur destruction n'est pas impérieusement nécessitée par des opérations militaires.

Dans ces deux derniers cas, la destruction des biens immobiliers appartenant au domaine public, est légitime en vertu du droit de la guerre : il sera donc permis de faire sauter les ouvrages fortifiés, les arsenaux, les ponts, les voies de communications, etc.

Mais, par contre, les églises, hôpitaux, hospices, musées, bibliothèques, archives, en un mot tous les autres monuments publics devront être rigoureusement respectés.

— Ceci sauvegarde donc, en principe, tous les monuments historiques.

B) *Meubles* : leur confiscation n'est autorisée que si elle est justifiée par les nécessités de la guerre (armes, vivres, chevaux, etc...).

D'autre part, l'Etat a seul droit au butin de guerre fait par les troupes : drapeaux, canons, armes, munitions, matériel, numéraire, etc., doivent être livrés à l'administration militaire.

(1) BLUNTSCHLI, *Le Droit International codifié*, traduction LARDY (Paris, 1895), pages 365 et 366.

Le butin portera donc sur le seul matériel de guerre.

— Ceci sauvegarde, en principe, toutes les œuvres d'art, les livres, archives, manuscrits, etc., appartenant à l'Etat.

II. — *Propriétés privées*

A) *Immeubles* : sont absolument inviolables.

B) *Meubles* : également inviolables, sauf ce qui peut servir à la guerre, notamment les armes, qu'on peut séquestrer, ou réquisitionner, mais à condition de les restituer après la guerre.

— Ceci sauvegarde, en principe, tous les objets d'art des particuliers, et même toutes les armes de collections, en général particulièrement tentantes pour les vainqueurs!

PARAGRAPHE 2

La Jurisprudence

Certes, il est téméraire de parler de *jurisprudence* lorsqu'il n'existe aucune législation positive.

Et cependant nous en avons noté de rares exemples si curieux que nous n'hésitons pas à les rapporter ici.

Un navire américain se rendait, pendant la guerre de 1812, d'Italie aux Etats-Unis. Il transportait toute une cargaison de tableaux, de gravures et d'objets d'art italiens. Capturé en route par un navire anglais, la cargaison fut saisie comme étant de bonne prise et l'affaire portée devant le tribunal d'Halifax (Angleterre). Or, le juge, faisant preuve d'une rare indépendance et d'un esprit juridique très éclairé, fit rendre la cargaison à son destinataire: l'Académie des Arts de Philadelphie. Il motiva son jugement en

disant que « les arts et les sciences font exception au droit rigoureux de la guerre chez tous les peuples civilisés, et que leur restitution est conforme au droit des gens tel qu'il est pratiqué par tous les pays civilisés. » (1)

Pour être complet, nous devons ajouter que ce cas est cité aussi par TRAVERS TWISS dans son ouvrage sur le *Droit des Gens ou des Nations considérées comme communautés politiques indépendantes* (2) et que cet auteur cite ce fait à l'appui de sa thèse à propos de la restitution des tableaux du Louvre en 1815.

— Un deuxième cas, analogue au précédent, nous a été fourni par la Cour des Etats-Unis, qui dans un arrêt de 1861, a ordonné de restituer des caisses de livres à une Université de l'Etat rebelle de la Caroline du Nord. Il s'agissait, ici, aussi d'une prise maritime (3).

— Un autre exemple, plus récent, nous est donné par la décision intervenue dans le litige au sujet du Musée chinois de Fontainebleau.

Nous avons rapporté, dans notre partie historique, le pillage du Palais d'Eté de l'Empereur de Chine, et la distribution, par le général Cousin-Montauban, de trophées offerts en cadeaux, notamment à l'impératrice Eugénie.

Or, après la chute de l'Empire, en 1874, celle-ci demanda la restitution des objets d'art constituant le Musée chinois de Fontainebleau, c'est-à-dire juste-

(1) PRADIER-FODÉRÉ, op. cit., page 996, note 1.

(2) TRAVERS TWISS, II^e partie de cet ouvrage : *Des Droits et Devoirs des Nations en temps de Guerre* (Paris, 1889), 3 vol. in-8°, page 123.

(3) WESTLAKE, *Traité de Droit International*, traduction de LA PRADELE (Oxford, 1924), page 557, note 2 « *The Amélia* » 4 Philadelphia 417.

ment la partie du butin du Palais d'Été qui lui avait été gracieusement offerte.

Mais la République française lui répondit que le dit Musée était propriété de l'État et non propriété privée de l'Impératrice; le Ministre invoquait que le butin, fait par l'armée, appartient à l'État et non au commandant des troupes; qu'en conséquence, le général Montauban, n'ayant jamais été propriétaire de ces œuvres d'art, n'avait jamais pu en transmettre la propriété.

Il citait Vattel à l'appui de sa manière de voir.

Mais les défenseurs de l'Impératrice invoquèrent à leur tour, non seulement d'autres textes de Vattel, mais encore un texte de Platon, qui met le pillage au nombre des voies naturelles d'acquisition personnelle de propriété...

Cependant l'État l'emporta en exhumant un texte de l'Ordonnance du 3 Mai 1832, vieille ordonnance interdisant le pillage aux armées; mais, par mesure de conciliation, on transigea (1).

Cette décision en faveur de l'État est tout à fait boîteuse à notre avis, car, s'il était vrai que le pillage était interdit, c'était à la Chine, et non à la France, que devait faire retour le Musée chinois de Fontainebleau!

D'ailleurs, ladite décision a été rendue, non par un tribunal, mais par une Commission spéciale, dite « *Commission de Liste Civile* », nommée pour examiner et trancher les réclamations de Napoléon III et de sa famille.

Toutefois, le cas rentrait si bien dans le cadre de cette étude que nous avons cru intéressant de le signaler ici.

(1) AUZILLION (C.), *La Propriété privée et la guerre continentale* (Paris, 1897), in-8°, pages 45 et suivantes.

Nous n'avons pu trouver d'autre trace de la Jurisprudence en la matière.

Les violations flagrantes et constantes du Droit international par les Allemands, de 1914 à 1918, ont été flétries par le jugement du monde civilisé tout entier, mais aucun Tribunal n'a, croyons-nous, eu à se prononcer par un jugement sur la violation des règles de la Conférence de La Haye en matière de captations et destructions d'objets d'art ou de monuments historiques.

PARAGRAPHE 3

La Législation

Jusqu'au milieu du XIX^e siècle, pour réglementer les droits et devoirs de la guerre, il y avait simplement les règles édictées par les Règlements militaires de chaque pays, ou du moins des pays qui en avaient.

Or, c'est d'Amérique que nous vint la première disposition relative à la protection des œuvres d'art en temps de guerre.

A l'occasion de la Guerre de Sécession, le Docteur Lieber édicta, en 1863, des « *Instructions pour les Armées en campagne des Etats-Unis d'Amérique* ». Ces instructions sont très détaillées (158 articles) et tout à fait remarquables par les sentiments de haute civilisation qui s'en dégagent.

Elles ont une grande importance, non seulement à cause de leur si opportune nouveauté, mais encore parce qu'elles ont servi de base à toutes les tentatives qui ont suivi.

Voici quelles étaient les dispositions de ce Règlement militaire américain, en ce qui concerne l'objet spécial de notre étude :

Article 31. — « L'armée victorieuse s'empare de toutes les valeurs mobilières publiques... »

Article 34. — « Les biens appartenant aux fondations pour les progrès des connaissances humaines, tels que... musées des beaux-arts... ne sauraient être considérés comme propriétés publiques dans le sens de l'article 31... »

Article 35. — « Les œuvres d'art, les bibliothèques, etc..., doivent être préservés... de tout dommage qui n'est pas inévitable, même quand ils sont compris dans les places fortifiées qui subissent un siège ou un bombardement. »

Article 36. — « Si ces œuvres d'art, ces bibliothèques, etc..., appartenant à une nation ou à un gouvernement ennemi, peuvent être déplacés, sans crainte de dommage, le chef de l'Etat conquérant peut ordonner qu'ils soient saisis et déplacés au profit de cet Etat ou de cette Nation.

La question de savoir auquel des deux pays ils appartiendront définitivement sera décidée par le Traité de Paix.

Dans aucun cas ils ne seront vendus ou donnés en présent s'ils ont été pris par les armées des Etats-Unis; ils ne pourront jamais devenir une propriété privée, ou être volontairement détruits ou endommagés. »

Enfin l'*Article 47* stipule que les crimes commis par un soldat américain sur territoire ennemi... « ne sont pas seulement punissables des mêmes peines qu'aux Etats-Unis : dans tous les cas où ils n'entraînent pas la peine de mort, le maximum de la peine sera appliqué ».

On le voit, c'est là, tout à coup, un progrès considérable en la matière, et il semble qu'on ait tout

spécialement voulu profiter de l'expérience des capitations et restitutions du I^{er} Empire, pour en éviter à jamais la possibilité de renouvellement.

Malheureusement, quelque'intéressant que soit ce premier effort vers une réglementation du respect des objets d'art en temps de guerre, il était d'un intérêt plus théorique que pratique, car il y manquait un élément essentiel : la réciprocité.

Il fallait, pour que pareille mesure fût efficace, qu'elle fît l'objet d'une *convention internationale*, sinon il est évident que le belligérant, qui respecterait les propriétés artistiques de l'adversaire, ne serait véritablement que sa dupe si celui-ci n'observait pas, de son côté, le même respect, par mesure de réciprocité préalablement acceptée.

La première tentative de porter de pareilles stipulations dans un code de droit international revient à la Russie.

Après la guerre de 1870, de vives polémiques s'étaient engagées au sujet de la conduite des Allemands pendant les hostilités.

Dans le but d'éviter le retour de semblables excès en fixant, dans une délibération internationale, les droits et devoirs des belligérants, le Tzar de Russie Alexandre II envoya, en 1874, une invitation à tous les Etats européens. Tous envoyèrent à Bruxelles des délégués, qui formèrent ainsi une Conférence de 27 membres, en grande majorité militaires.

La CONFÉRENCE INTERNATIONALE DE BRUXELLES rédigea et publia, avant de se séparer, en 58 articles, un « *Projet de Déclaration internationale concernant les lois et les coutumes de la guerre* (Juillet-Août 1874) », dont nous extrayons les articles qui nous concernent :

Article 6. — « L'armée qui occupe un territoire ne pourra saisir... que toute propriété mobilière de l'Etat, de nature à servir aux opérations de guerre. »

Article 8. — « Les biens des communes, ceux des établissements consacrés aux cultes, à la charité et à l'instruction, *aux arts* et aux sciences, *même appartenant à l'Etat*, seront traités comme la propriété privée.

Toute saisie, destruction ou dégradation intentionnelle de semblables établissements, de *monuments historiques, d'œuvres d'art* ou de science, doit être poursuivie par les autorités compétentes ».

C'était là une magnifique proclamation, qui eut l'assentiment de tous les délégués présents à la Conférence, c'est-à-dire des représentants de l'Europe entière.

Mais elle n'eut qu'un défaut, malheureusement capital, elle ne fut jamais ratifiée par les Etats, dont les délégués n'étaient, bien entendu, que des mandataires sans pouvoirs plénipotentiaires!...

L'élan était donné, et désormais les groupements de droit international tinrent à honneur d'approfondir la question.

C'est ainsi que l'INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL, dans sa session d'Oxford, en 1880, élaborait un « *Manuel des Lois de la Guerre sur terre* », qui est un véritable Code sur la matière, en 86 articles.

Ce Manuel des Lois de la Guerre avait un autre défaut que la Conférence de Bruxelles, c'est de n'être que l'œuvre d'une initiative privée.

Certes, l'Institut de Droit International comprend, parmi ses membres, l'élite des spécialistes du Droit des Gens, appartenant à tous les pays civilisés; mais leur mission n'étant pas officielle, leur Manuel ne pouvait en aucune façon avoir force de loi.

Quoi qu'il en soit, il contenait des dispositions fort intéressantes, notamment son *article 53*, que nous reproduisons ci-dessous, et qui reprend, en les complétant et en les renforçant, les dispositions de l'*article 8* de la Déclaration de Bruxelles en 1874.

Voici le texte d'Oxford :

Article 53. — « Les biens des communes et ceux des établissements consacrés au culte, à la charité, à l'instruction, *aux arts* ou aux sciences, sont *insaisissables*.

Toute destruction ou dégradation intentionnelle de semblables établissements, de monuments historiques, d'archives, d'œuvres d'art ou de science est formellement interdite, si elle n'est pas impérieusement commandée par les nécessités de la guerre. »

Désormais, l'idée est en route et, périodiquement, on peut marquer une étape.

Après une session de l'Institut de Droit International, voici une EXPOSITION UNIVERSELLE INTERNATIONALE qui posera un nouveau jalon.

En effet, à l'occasion de l'Exposition de 1889, s'est tenu à Paris le premier « *Congrès officiel International pour la Protection des Œuvres d'Art et des Monuments* », du 24 au 29 Juin 1889.

Or, parmi les vœux votés par les sommités artistiques du monde entier, présentes à ce congrès, figure celui-ci :

Vœu VI. — *Protection des Monuments et Œuvres d'art en temps de guerre.*

« Sur la proposition de M. Charles Normand, le Congrès, établissant que les monuments d'art appartiennent à l'humanité tout entière, demande que les différents Gouvernements désignent des représentants chargés de rechercher et d'indiquer les monu-

ments de chaque pays, dont la sauvegarde devrait être assurée en temps de guerre par une convention internationale. » (1)

On le voit, l'idée prenait corps de plus en plus, mais, quoique patronné par le Gouvernement français, ce Congrès ne revêtait, bien entendu, qu'un caractère artistique, et non diplomatique.

Il faut arriver à l'extrême limite du XIX^e siècle pour voir élaborer, officiellement, un texte solennellement approuvé par la presque totalité des nations civilisées.

La I^{re} CONFÉRENCE DE LA HAYE (1898-1899) fut provoquée par Nicolas II, c'est-à-dire de nouveau par le Tzar de Russie.

On sait que son but était de mettre fin à la folie croissante des armements et d'assurer à l'humanité une paix durable. Entre autres points, son programme portait :

« 7^o Révision de la Déclaration concernant les lois et coutumes de la guerre, élaborée en 1874 par la Conférence de Bruxelles, et restée non ratifiée jusqu'à ce jour. »

Et c'est ainsi que la « Conférence de la Paix » reprit à son actif la protection des œuvres d'art. Elle ne fit d'ailleurs que reproduire intégralement le texte de la Conférence de Bruxelles de 1874, dont l'article 8 devient l'article 56 du *Règlement* annexé à la *Convention concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre*, avec cette seule modification que l'interdiction est expressément stipulée :

(1) MINISTÈRE DU COMMERCE, *Exposition Universelle Internationale de 1889, Congrès International pour la Protection des Monuments et Œuvres d'art en temps de guerre*. — Procès-verbaux sommaires par Ch. NORMAND (Paris, 1889), p. 25.

Article 56 (i. f.). — « Toute saisie, destruction, etc..., est *interdite* et doit être poursuivie. »

D'autres articles du même *Règlement* annexé à la Convention, se rapportent à la mise en application de ce principe proclamé à l'article 56, notamment :

Article 27. — « Dans les sièges et bombardements, toutes les mesures nécessaires doivent être prises pour épargner, autant que possible, les édifices consacrés... aux arts.

Le devoir des assiégés est de désigner ces édifices par des signes visibles spéciaux qui seront notifiés d'avance à l'assiégeant. »

Article 28. — « Il est interdit de livrer au pillage même une ville prise d'assaut. »

Article 47. — « Le pillage est formellement interdit. »

Article 56. — « Les biens des établissements consacrés... aux cultes, aux arts, même appartenant à l'Etat, seront traités comme la propriété privée.

Toute saisie, destruction ou dégradation intentionnelle de semblables établissements, de monuments historiques, d'œuvres d'art et de science est interdite et doit être poursuivie. »

Nous nous trouvons, cette fois, non plus devant une *Déclaration* plus ou moins platonique, comme en 1874, ni devant un *Manuel* purement privé comme en 1880, mais devant une véritable *Convention internationale* liant toutes les Nations signataires de la Convention, c'est-à-dire 26 Etats, représentés par une centaine de délégués (seules, la Suisse et la Chine ne voulurent pas signer la convention sur les lois de la guerre).

Aussi est-ce à juste titre, que le professeur Pillet

a écrit : « la négociation et la signature des Conventions de La Haye ont été, sans contestation, le plus grand événement de l'histoire du droit international moderne » (1).

Entre les deux Conférences de La Haye, nous tenons à signaler ici en passant, une initiative, ou plutôt un simple vœu, émis en 1904 par un amateur passionné d'œuvres d'art, le Russe DE SANCEVO.

Celui-ci publia un article pour demander que « l'idée des organisations internationales se faisant de plus en plus jour, les Gouvernements prennent des obligations réciproques » pour rendre plus efficace la protection des œuvres d'art en temps de guerre.

Il propose notamment :

1° que les commandants en chef aient « le devoir moral de ménager et sauvegarder autant que possible les monuments et les collections d'art ».

2° « chaque gouvernement sera responsable de la perte d'une œuvre d'art » causée par méchanceté ou par négligence.

3° une procédure sera établie pour rechercher les causes de ces destructions.

4° « une liste des monuments et œuvres d'art placés sous la protection internationale sera spécialement établie ».

5° on ne devra jamais « disloquer une collection artistique à la suite d'une guerre : jamais les œuvres d'art conservées dans les collections publiques ne pourront être prises comme butin » (2).

(1) PILLET, *Les Conventions de La Haye de 1899 et 1907* (Paris, 1918), in-8°, Introd., page v.

(2) DE SANCEVO, *De la protection des Œuvres d'art en temps de guerre* (« Les Arts », gr. in-fol., n° 28, avril 1904, page 45.)

Les trois premiers vœux sont implicitement contenus déjà dans le texte de la première Conférence de La Haye.

Le quatrième : « dresser une liste de monuments à placer sous protection internationale » est une idée neuve et fort intéressante, dont malheureusement on n'a pas tenu compte jusqu'à présent.

Le cinquième est aussi une idée fort heureuse, à la condition que l'auteur ait voulu dire que pareille dislocation devrait être interdite même par traité, donation, ou d'une manière quelconque.

S'il n'a visé que le « butin de guerre » par la violence, il n'a fait qu'enfoncer une porte depuis longtemps ouverte, les œuvres d'art comme butin étant condamnées formellement déjà par le texte de la Convention de La Haye de 1899.

Mais l'auteur est un artiste, et non un juriste. Aussi faut-il interpréter ses paroles plutôt que de s'arrêter à leur lettre même.

Malheureusement ce fut une « *vox clamans in deserto* », et la deuxième Conférence de La Haye ne devait rien ajouter à la première quant à la protection des œuvres d'art.

En effet, bientôt les dispositions prises par la première Conférence de la Paix demandaient à être complétées et justifèrent la réunion de la DEUXIÈME CONFÉRENCE INTERNATIONALE DE LA HAYE, en 1907. Provoquée de nouveau par la Russie, elle fut beaucoup plus importante encore que la première par le nombre des Etats adhérents : sur 48 Nations invitées, 44 envoyèrent des délégués.

Aux 14 Conventions qui en furent le résultat fut annexé le *Règlement du 18 Octobre 1907*, qui reprend — en ce qui concerne le pillage et la conservation des œuvres d'art — exactement les mêmes articles

que ceux du Règlement annexé à la Convention de 1899.

Cette Conférence était un nouveau pas, résolument esquissé par l'ensemble des Nations civilisées, dans la direction d'une paix durable, sinon perpétuelle.

C'est ce qui permit de dire à M. de La Pradelle, l'un de nos plus éminents professeurs de Droit international, au lendemain de la 2^e Conférence de La Haye :

« Lentement, la vie juridique du monde s'organise : sans cesser d'être un idéal, la justice et la paix cessent enfin d'être un rêve.

Les souverainetés demeurent intactes ; mais librement, elles commencent à comprendre que se soumettre au droit, ce n'est pas se diminuer, mais se grandir.

La guerre qui n'avait, sauf exception, que des usages, commence à connaître des lois... » (1)

Hélas, chose à la fois piquante et navrante, en se séparant, la 2^e Conférence de la Paix se donnait rendez-vous pour une 3^e session qui devait se tenir à La Haye huit ans après, soit en 1915. Mais, avant sept ans, la déflagration de 1914 allait jeter les uns contre les autres la plupart des signataires de la Conférence dite de la Paix!...

Signalons pourtant que, dès après la 1^{re} Conférence, et à la suite des résolutions adoptées par l'ensemble des nations civilisées, la France avait fait entrer en vigueur dans le *Règlement du service en campagne de l'armée française* les dispositions du Congrès de La Haye, par un Décret du Président de la République en date du 28 Novembre 1900, notifié par le Ministre de la Guerre le 16 Juillet 1901.

(1) DE LA PRADELLE, *La 2^e Conférence de la Paix* (Revue générale de Droit International public, 1909), page 385.

L'année suivante, le Grand Etat-Major allemand fit paraître, en 1902, une publication destinée à l'armée allemande et intitulée: « *Kriegsbrauch im Landkriege* » (Les usages de la Guerre dans la guerre continentale) (1).

Ces mêmes dispositions ont été insérées dans les Règlements de service en campagne de la Russie, de l'Angleterre et de la Suisse en 1904 (2), ainsi que de l'Italie, l'Espagne, la Belgique, le Japon, etc. (3). — En outre, en France, toutes les dispositions réglementaires en la matière avaient fait l'objet d'une étude spéciale du Lieutenant Jacomet (4).

Ces publications étaient destinées à faire connaître aux officiers et soldats l'application pratique des nouvelles réglementations internationales.

Aussi en France, comme en Allemagne et très certainement dans tous les pays signataires de la Convention de La Haye, les stipulations de celles-ci étaient-elles enseignées dans les Ecoles Militaires à tous les futurs officiers.

On peut donc affirmer que, lors de la déclaration de guerre, tout le corps des officiers des nations bellicérantes connaissait ou devait connaître leurs droits et devoirs en matière de protection d'œuvres d'art et de monuments historiques.

Quant aux soldats, c'était à leurs chefs à leur inculquer ces obligations, et, dans l'armée française au moins, le moindre troupier savait que le vol était

(1) CARPENTIER, *Les Lois de la Guerre Continentale*; traduction et annotation du Manuel allemand (Paris, 1904), in-8°.

(2) BILLARD DE SAINT-LAUMER, *Du droit de la guerre sur terre, d'après la Conférence de La Haye* (Paris, 1910, p. 123).

(3) DUKACINSKI, op. cit., pages 7 à 40.

(4) Lieutenant JACOMET, *Les Lois de la Guerre Continentale*, Préface de LOUIS RENAULT (Paris, 1913).

formellement interdit, ainsi que la destruction de toute propriété pour une cause autre qu'un but exclusivement militaire.

Tels étaient les lois et règlements en vigueur hier, et encore en vigueur aujourd'hui.

Nous avons vu, dans le premier chapitre de cet aperçu historique, quelle fut leur efficacité négative; nous verrons dans la deuxième partie de cette étude les remèdes qu'il y a lieu d'y apporter.

DEUXIÈME PARTIE

Etude Critique

Dans la Première Partie de notre étude, nous venons de faire défiler, chronologiquement, une série de faits ayant eu pour résultat, soit de détruire les monuments et objets d'art, soit de faire changer ces derniers de propriétaire.

Nous avons maintenant à faire passer tous ces faits au crible du Droit.

Conquêtes, traités, donations, législation, restitutions, tout cela est-il compatible à la fois avec le droit et avec la conservation de ces mêmes œuvres d'art?

Certes, cette étude doit être avant tout une étude juridique. Mais ce but principal ne doit pas nous faire perdre de vue un but secondaire.

Or, si nous nous préoccupons de donner à la protection des œuvres artistiques la solide armature du droit, c'est que nous estimons que lesdites œuvres sont très intéressantes à conserver et qu'il est hautement important de leur assurer cette conservation avec le maximum de garanties possible.

Quoi qu'il en soit, nous croyons que le meilleur moyen de faire, de la question, une étude à la fois juridique et pratique, c'est d'examiner quelle a été la *légitimité* des différents procédés, employés au cours des siècles, pour s'approprier ou détruire les œuvres artistiques et archéologiques.

Les *moyens* mis en œuvre par les hommes dans ce but me paraissent pouvoir être groupés en 4 classes :

- 1° par la violence, ou la ruse ;
- 2° par l'application de la loi ;
- 3° par les traités d'annexion ou de restitution ;
- 4° par donation, vente, legs, etc.

Nous examinerons donc séparément ces différents procédés, en nous plaçant, non seulement au point de vue du droit, mais encore du droit à l'époque même où les faits se sont produits.

Car, au cours des siècles, non seulement le droit écrit, mais le droit coutumier évolue lentement, mais sûrement, à tel point que tel acte qui nous paraît aujourd'hui comme absolument interdit, était parfaitement licite il y a quelques siècles. Nous aurons l'occasion d'en rencontrer plusieurs exemples au cours de cet examen.

CHAPITRE PREMIER

LES MOYENS D'ACQUISITION

PARAGRAPHE PREMIER

Par la Violence ou la Ruse

I. Dans les Spoliations

A) La Violence :

Qu'on l'appelle « conquête », « butin », « trophée », c'est toujours la violence qui en est l'origine.

Il y a par conséquent, *rapt*, puisqu'il y a défaut de consentement des deux parties.

Etant donné que le Droit des Gens ne commence

guère, en fait, qu'au Traité de Westphalie, nous ne nous appesantirons pas sur toute l'époque comprise depuis les temps les plus reculés jusqu'à la période moderne.

Tous les auteurs sont d'accord pour reconnaître, pendant cette longue suite de siècles, le droit de conquête comme un véritable *droit*: ce n'était pas la force primant le droit, c'était le droit issu de la force, suivant la conception romaine.

Dans l'Antiquité, nous l'avons vu, le Digeste proclamait « *res nullius* », c'est-à-dire bien sans maître les propriétés, tant mobilières qu'immobilières, de l'ennemi.

Dix-sept siècles plus tard, dans son « *De Jure belli ac pacis* » (1625), Grotius écrit encore que « selon le Droit des Gens, non seulement celui qui fait la guerre en vertu d'une cause légitime, mais encore tout individu, dans une guerre solennelle, devient sans limites ni mesure, propriétaire des choses qu'il a enlevées à l'ennemi » (1).

On peut dire que cette conception a été admise quasi-unanimement jusqu'à la fin du XVIII^e siècle : la propriété de l'ennemi n'était pas plus respectée que sa personne, et la conquête conférait une légitime propriété.

C'est ainsi, comme nous l'avons dit plus haut, que nous avons pu voir un Pape même — le pape Grégoire XV — accepter sans scrupule, en 1622, la Bibliothèque Palatine que lui offrit Maximilien de Bavière, après la prise d'Heidelberg par Tilly.

Et personne, dans la chrétienté, ne contesta au Pape la légitimité de cette acceptation, en dépit de

(1) GROTIUS, op. cit., Tome. III, page 127.

son origine, qui n'était autre que la violence la plus nettement caractérisée!

Il faut arriver au XIX^e siècle pour voir s'infiltrer, dans les esprits, le principe en vertu duquel la guerre est faite d'Etat à Etat, et doit donc respecter les biens nationaux ennemis, qu'ils soient propriété privée ou publique.

De très nombreux juristes se sont occupés à discuter cette question du droit de conquête et ses limitations, notamment DE MARTENS, KLUBER, ROUARD DE CARD, WHEATON, DUDLEY FIELD, CALVO, PASQUALE FIORE, BLUNTSCHLI, TRAVERS TWISS, PRADIER-FODÉRÉ, etc...

Nous croyons superflu d'exposer ici la manière de voir de chacun de ces auteurs, parce qu'ils aboutissent tous, pratiquement, à la condamnation du droit de conquête, par la violence, des objets et monuments d'art.

Cependant, en cette matière comme en toutes autres, l'unanimité n'existe pas dans la doctrine, même sur la condamnation du droit de rapt des œuvres d'art.

Notre étude ne serait pas complète, si nous omettions de signaler ces exceptions.

Tout d'abord l'Allemand KLUBER, après avoir affirmé la légitimité du butin, signale bien l'exception faite pour les monuments ou objets d'art, mais il l'indique comme une simple habitude prise avec un caractère tout facultatif.

Voici en effet ses propres termes, écrits en 1819 :

« Le butin appartient, d'après le droit des gens naturel, au gouvernement qui fait la guerre, mais aujourd'hui on l'abandonne généralement aux soldats qui l'ont conquis. On respecte aussi, aujourd'hui, les monuments publics, les objets littéraires et des beaux-arts, le mobilier des châteaux, édifices et jar-

dins appartenant au souverain ou à sa famille... et on s'abstient *ordinairement* de les détruire ou de les enlever » (1).

Ensuite, l'Allemand DAHN, professeur de Droit international à l'Université de Würzburg, écrit, au lendemain de la guerre de 1870, la phrase suivante : « Toutefois, le droit de la guerre autorise le vainqueur à emporter comme trophée de la victoire, *les collections et œuvres d'art appartenant à l'Etat rival*; il est cependant bien plus honorable pour lui de ne pas user de ce privilège. » (2).

Enfin, l'Allemand HEFFTER, en 1873, va plus loin encore. Il admet le butin de guerre sur les « biens, meubles, même *appartenant aux particuliers*, dans des circonstances exceptionnelles, par exemple lors de la prise d'une ville à la suite d'une défense opiniâtre, et ce comme une espèce de récompense accordée aux troupes pour leurs efforts extraordinaires » (3).

Heffter ne fait, en somme, que reproduire l'opinion de l'Américain Wheaton, qui, avant lui, avait écrit : « La propriété privée sur terre est aussi exempte de confiscation, à l'exception de celle qui peut se convertir en butin dans certains cas, quand elle est enlevée à l'ennemi dans les camps ou dans les villes assiégées. » (4).

(1) KLÜBER, *Droit des Gens modernes de l'Europe*, annoté par OTT (Paris, 1874), in-8°, § 253, page 361.

(2) DAHN, *Le Droit de la guerre exposé succinctement et mis à la portée des masses*, traduction du Lieutenant PRIM (Anvers, 1871), in-16°, page 24.

(3) HEFFTER, *Le Droit International de l'Europe*, traduction BERGSON (Paris et Berlin, 1873), in-8°, page 258.

(4) WHEATON, *Eléments du Droit International* (Leipzig, 1852), in-8°, Tome II, page 5.

Par contre, nous avons vu que BLUNTSCHLI y est formellement opposé (1), de même que l'Italien PASQUALE FIORE, qui dit très justement: « Il n'est rien de plus absurde que de rendre les habitants responsables de la conduite de la garnison qui a rempli son devoir. » (2).

Quant à l'Anglais sir TRAVERS TWISS, il fait des distinctions subtiles :

Il pose le principe que « l'exercice du *droit naturel* du belligérant de ravager le territoire ennemi, sauf les cas (quels cas?) où la conduite de l'ennemi a mérité un châtiement spécial, est régi par la maxime: qu'il n'y a de permis contre un ennemi que ce qui est nécessaire, et rien n'est nécessaire qui ne tend point à procurer la victoire et à procurer la fin de la guerre.

Aussi, tout dommage causé à l'ennemi sans que le belligérant en retire un avantage correspondant, est un abus que ce belligérant fait de son droit naturel » (3).

C'est là un principe extrêmement dangereux, parce que, en raisonnant *a contrario*, on en arrive à légitimer tous les excès, pourvu qu'ils puissent hâter la fin de la guerre!

Ceci amène à justifier les destructions, non seulement des propriétés publiques, mais aussi des propriétés privées de l'ennemi.

(1) BLUNTSCHLI, op. cit., n° 661.

(2) FIORE (Pasquale), *Nouveau Droit International public*, traduction PRADIER-FODÉRÉ (Paris, 1869), 3 vol. in-8°, Tome II, page 306.

(3) TRAVERS TWISS, *Le Droit des Gens ou des Nations considérées comme communautés politiques indépendantes* (Paris, 1889), 3 vol. in-8°, Tome II: *Des Droits et Devoirs des Nations en temps de guerre*, pages 117 et suivantes.

C'est-à-dire qu'en appliquant la thèse de l'auteur dans toute sa logique implacable, le désir d'arriver à la paix le plus tôt possible légitime, par ce motif seul, *tous les moyens*, propres à amener l'ennemi à composition et à faire cesser la guerre.

Sous des dehors pacifiques et philanthropiques, cette dangereuse théorie nous ramène simplement à toute la barbarie primitive : c'est le pillage réhabilité, en plein XIX^e siècle, et érigé à la hauteur d'une institution pacificatrice !

Certes, sous ses dehors paternes, la théorie est séduisante pour les vainqueurs ! Elle l'est même tellement que les Allemands ont eu soin de la faire leur, dès les premiers mois de la guerre ; toutes leurs atrocités, tous leurs meurtres, tous leurs incendies n'avaient, d'après eux, qu'un but suprêmement humanitaire : rendre la guerre plus horrible et plus odieuse afin de la faire cesser au plus tôt...

Mais est-il besoin de dire que ce pieux motif n'était qu'une malice cousue de fil blanc, et que ces barbares réfugiaient leurs atrocités derrière ce paravent, pour essayer de les justifier aux yeux du monde civilisé, qui stigmatisait unanimement leur inégalable barbarie !

D'ailleurs, déplorables psychologues, les Allemands se sont aperçus trop tard que leur manière de faire la guerre, loin de faire cesser celle-ci, n'a fait que multiplier à l'infini le nombre de leurs ennemis.

C'est le martyre de la Belgique, qui a dressé contre eux l'Angleterre ; c'est le torpillage du « Lusitania » qui a déclenché contre eux l'Amérique ; c'est leur inqualifiable cruauté qui a soulevé contre eux la réprobation et la coalition de presque tous les pays civilisés et qui, par un juste retour de la justice immanente, les a acculés à la débâcle finale.

L'impartialité pourtant nous oblige à dire que sir

TRAVERS TWISS, s'il pose ce dangereux principe au début de son étude, ne semble pas en appliquer les conséquences dans les paragraphes qui suivent.

C'est ainsi qu'il distingue :

1° pour les *récoltes*, fourrages, provisions, etc., il permet leur destruction, incendie, etc., si l'armée de l'occupant ne peut les emporter. Mais il défend de couper le pied des arbres ou de les arracher, car c'est désoler un pays pour plusieurs années, sans influence immédiate sur l'issue de la guerre ;

2° pour les *archives*, il en exclut d'une manière absolue la confiscation, comme contraire à la « pratique moderne de la guerre entre nations » ;

3° quant aux *œuvres d'art* (statues, tableaux) ou de sciences (bibliothèques), etc., il constate que les publicistes ne sont pas du même avis.

D'après lui la « pratique des nations » :

a) interdit à l'unanimité leur *destruction* ;

b) pour leur *captation* cependant, il constate le désaccord entre les juristes.

Les uns trouvent leur cession légitime par traités, les autres pas.

TRAVERS TWISS estime, avec le juge d'Halifax et Wellington, que l'art est la propriété du genre humain tout entier « et qu'il faut restituer ce genre de propriété à ceux qui le réclament légitimement, parce que cela est conforme au droit des gens tel qu'il est pratiqué dans tous les pays civilisés ».

Nous reparlerons de ce point à propos de l'acquisition des œuvres d'art par *traités*.

— Pour être complet, nous voulons citer enfin le mot du jurisconsulte français Pillet, qui a écrit, à

propos de la captation des objets et monuments d'art, qu'il trouvait « plus légitime de s'annexer des trophées que d'annexer des provinces » (1).

Certains auteurs lui reprochent cette phrase. Nous ne sommes pas de cet avis.

D'abord, parce que, dans tout le contexte, Pillet se déclare nettement adversaire de la captation des œuvres d'art.

Ensuite, parce qu'il avait, somme toute, parfaitement raison, à l'époque où il écrivait ces lignes (1898).

En effet, il y a 36 ans, le droit d'annexer des provinces était à l'ordre du jour de toutes les diplomaties et faisait partie du programme, avoué ou non, de bien des Etats.

Mais si ce droit a existé, hélas! depuis le commencement du monde, il est complètement méconnu aujourd'hui, et a fait place au droit des peuples de disposer d'eux-mêmes.

Il est vrai que ce dernier droit a été proclamé dès la Révolution française, mais il était resté à l'état d'une déclaration éminemment platonique.

Ce n'est que depuis la terrible conflagration mondiale de 1914-1918 que les peuples ont, grâce à la solennelle proclamation du Président Wilson, effectivement réalisé ce rêve si longtemps poursuivi: la reconnaissance et l'indépendance des nationalités.

— Quoi qu'il en soit, on peut dire que, depuis l'aurore du ^{xx}e siècle, c'est-à-dire depuis les Conférences de La Haye, la justification du droit de conquête, du pillage et du butin a reçu un coup mortel.

Les opinions divergentes de quelques auteurs, jus-

(1) PILLET, *Les Lois actuelles de la Guerre* (Paris, 1898), in-8°, page 339.

que dans les dernières années du XIX^e siècle, ne forment plus que des querelles d'une doctrine périmée, que nous n'avons signalées qu'à titre purement documentaire.

Plus aucun auteur, à notre connaissance, ne tâche aujourd'hui de légitimer le droit de conquête en général, et, plus spécialement, le droit de conquête des œuvres et monuments d'art : le texte formel des Conférences de La Haye, qui condamne solennellement le pillage et proclame le respect absolu des œuvres d'art a, espérons-le, tranché définitivement la question.

B) *La Ruse*:

Il faut mettre la *ruse* sur le même pied que la violence, car, dans un cas comme dans l'autre, la prise de possession résulte d'un consentement unilatéral.

Si nous croyons utile de dire un mot de ces moyens frauduleux, c'est que l'Histoire nous en donne plusieurs exemples, que nous avons cités dans notre première partie, notamment l'escamotage, par Bonaparte, du Quadrigé de la basilique Saint-Marc, et celui de la Vénus de Médicis, donnée à Bonaparte par celui même qui en avait la garde.

Egalement doit être assimilée à la violence, la main-mise sur des objets dans un but, soi-disant de *conservation*.

C'est sous cette étiquette, à l'allure si artistique, qu'ont été opérées plusieurs spoliations en règle.

Nous avons cité, plus haut, le *Décret du 15 Décembre 1792* enjoignant aux Généraux de « mettre sous la sauvegarde et la protection de la République » toutes les œuvres d'art de Belgique.

Mais, ce qui est caractéristique, c'est que ledit décret a été pris sur le rapport de Cambon qui

entendait spécifier que ce n'était pas là une mesure de confiscation, mais une mesure *conservatrice*, prise pour la sauvegarde des droits du peuple habitant le pays occupé, sur ces biens considérés comme nationaux : « Il faut conserver au peuple souverain les biens que nous appelons « nationaux », et qui, dans toute l'Europe, ont été usurpés par des privilégiés. »

Et en effet, les Républicains estimaient que « trop longtemps les œuvres des grands artistes avaient été souillées par la présence de la tyrannie » et qu'il était temps de les « faire entrer dans le pays de la liberté ».

Malheureusement, le raisonnement tenu par l'orgueil républicain est exactement le même que tiendra, un siècle plus tard, l'orgueil germanique!

Lorsque les Allemands, pendant la Grande Guerre, pillèrent tous les musées des villes conquises, c'était soi-disant, parce que seuls représentants et seuls protecteurs de la « Kultur », ils étaient seuls à même de pouvoir sauvegarder nos chefs-d'œuvre!...

Mais, chez les Républicains de 1792, comme chez les Allemands de 1914, ce sont là d'orgueilleux et vains sophismes, car nul n'est plus qualifié pour la « sauvegarde et la conservation des œuvres d'art », que ceux-là mêmes qui en sont les légitimes propriétaires et dans le pays même qui se glorifie de les posséder.

Toute mesure de « sauvegarde » prise à l'encontre de la volonté du propriétaire, doit donc être considérée comme l'équivalent de la violence.

Or, la violence est antijuridique : elle ne peut fonder la mutation de propriété, qui, par essence même, suppose la liberté des contractants.

Nous devons donc conclure, au point de vue spé-

cial qui nous occupe, que toute transmission ou destruction d'œuvres d'art fondées sur la violence, doit être condamnée en droit international comme en droit interne.

II. — *La Violence dans les Restitutions*

Tout ce que nous venons de dire sur la violence employée comme procédé de spoliation, peut s'appliquer à la violence employée comme procédé de restitution.

L'exemple le plus célèbre en est le pillage du Louvre, en 1815, après la deuxième abdication de Napoléon.

Nous avons vu que la CONVENTION DE SAINT-CLOUD, du 3 juillet 1815, stipulait en termes formels : « Les propriétés publiques, à l'exception de celles qui ont rapport à la guerre seront respectées » (*article 11*).

Ce texte, accepté et signé par les Alliés, leur interdisait donc, juridiquement, une reprise quelconque des objets d'art accumulés par la France pendant la Révolution et l'Empire.

Or, nous avons vu que Blücher et Wellington, en dépit de cette convention, ont repris par la violence tout ce que bon leur semblait.

On a dit qu'il aurait fallu distinguer entre les œuvres captées par droit de conquête, et celles reçues à la suite de traités régulièrement consentis.

Ce n'est pas tout à fait exact, selon nous : les Alliés n'avaient droit à *aucune* reprise, puisque la Convention d'armistice, loin d'en stipuler une, garantissait au contraire le respect de toutes les propriétés publiques.

Il est illicite de répondre à la violence par la violence :

a) pour les œuvres acquises par simple droit de conquête, leur reprise de possession était aussi parfaitement illégale que leur prise, puisque fondée uniquement sur la violence;

b) pour les œuvres acquises par des traités, cette récupération constituait un véritable vol, puisque l'origine de leur possession était régulière au point de vue diplomatique et constituait même un progrès sur les usages de l'époque.

Seule une convention, dûment signée par les deux parties, pouvait justifier une reprise de ces œuvres, *quelle qu'ait été l'origine de leur possession*.

Juridiquement, la reprise par la violence est aussi illégale que la dépossession par la violence : celle-ci peut être au service du droit, mais jamais à la base du droit.

Telle est notre manière de voir.

Mais il est de notre devoir de signaler que telle n'est pas l'opinion de tous les auteurs, bien loin de là !

Cette question de la récupération par la violence en 1815, des acquisitions artistiques de la République et de l'Empire, a fait couler des flots de paroles et des flots d'encre...

Certains — et nous sommes de ceux-là — estiment que, en présence du texte formel de la Convention de Saint-Cloud, aucune œuvre d'art ne devait, en droit, être restituée.

D'autres auteurs, à l'opposé des précédents, trouvent que les œuvres d'art doivent *toujours* être restituées au pays qui les a produits, quelles que soient les causes de leur changement de propriété; d'après eux, la récupération violente était donc légitime. C'est l'opinion notamment de l'Italien PASQUALE

FIGLIORE (1), de l'Argentin CALVO, et du Suisse-Allemand BLUNTSCHLI.

Avec un manque complet de sens juridique, Bluntschli considère comme « un progrès humanitaire » la décision « peut-être égoïste », prise en 1815, d'obliger la France à restituer les chefs-d'œuvre acquis, « bien que le changement de propriété eût été sanctionné par les traités » ! (2). C'est le particularisme qui aveugle le juriste !

Quant à Calvo, sans citer nommément le cas des traités, il est absolument catégorique : « Nous considérons la restitution au pays dépouillé comme une obligation stricte et impérative dans tous les cas. » (3).

D'autres, enfin, estiment qu'il fallait faire une distinction entre les œuvres d'art acquises à la suite de traités, et celles acquises par simple spoliation.

C'était la thèse de Talleyrand.

On sait que Blücher ne voulut rien entendre.

Parmi les auteurs, c'est la thèse de ROUARD DE CARD qui nie la légitimité du droit de conquête pour les œuvres d'art par captation, mais proclame leur légitime acquisition par traité (4).

En tout cas, il est très intéressant de signaler que, même parmi nos ennemis de l'époque, il y eut des protestations contre l'illégalité de cette reprise individuelle par la violence, au mépris des traités conclus et contrairement aux conditions formelles de l'Armistice de Saint-Cloud.

C'est ainsi que la conduite des Alliés fut blâmée,

(1) FIGLIORE (Pasquale), op. cit., Tome II, page 308.

(2) BLUNTSCHLI, op. cit., page 366.

(3) CALVO, *Droit International théorique et pratique* (Paris, 1888), in-8°, p. 176.

(4) ROUARD DE CARD, op. cit., page 211.

dès le 10 février 1816, à la Chambre des Communes d'Angleterre, au cours des débats au sujet de la paix avec la France.

Sir Samuel ROMILLY blâma énergiquement, comme contraire au droit et à l'équité, le pillage de 1815 (1).

De même, le juriste anglais HALLECK (2) le réprouve comme contraire au droit des gens, dans son *Traité de Droit International*, et sa thèse est également approuvée par sir TRAVERS TWISS (3).

Cette discussion n'offre plus aujourd'hui qu'un intérêt théorique, mais réjouissons-nous de ce que ce procédé ait porté en lui-même son châtement.

Si un traité régulier avait stipulé la restitution intégrale de toutes les œuvres acquises pendant la Révolution et l'Empire, nous aurions été dans l'obligation de tout restituer. Au contraire, en employant la force, l'ennemi n'a pu faire main basse que sur ce qui lui tombait « sous la main ».

Et c'est ainsi que toutes les œuvres qui avaient été envoyées en province aux quatre coins de la France, ont échappé à la brutale récupération de l'ennemi.

En droit, la Convention de Saint-Cloud, nous en fait d'ailleurs les légitimes possesseurs, car les vaincus, devenus vainqueurs, avaient, en toute liberté, donné leur consentement au maintien de notre possession de toutes les œuvres dont nous avons pu irrégulièrement nous emparer.

Malheureusement, par une singulière ironie du destin, c'était au moment où nous en étions devenus les possesseurs légitimes qu'on nous a illégalement dépossédés de la plus grande partie d'entre elles.

(1) PRADIER-FODÉRÉ, *op. cit.*, Tome VII, page 992 et suiv.

(2) HALLECK, *International Law* (London, 1893), 2 vol. in-8°.

(3) TRAVERS TWISS, *Le Droit des Gens*, *op. cit.*, 2^e partie, pages 123 et 124.

PARAGRAPHE 2

Par la Loi

Les exemples de captation d'objets d'art par application de la loi, ne sont pas fort nombreux dans l'Histoire, mais il s'en est trouvé pourtant lors des conquêtes napoléoniennes.

Les lois françaises sur l'enlèvement des œuvres d'art ont été, en effet, applicables après l'annexion, à l'Empire français, de certains pays étrangers : la Belgique entière (formant 9 départements français) (1795), ainsi qu'une partie de l'Allemagne (4 départements) (1798), une partie de la Suisse (2 départements) (1798), une partie de l'Italie (6 départements) (1802), sans compter la Savoie (1 département) et le comté de Nice (1 département), qui devaient plus tard revenir définitivement à la France.

Enfin, Rome elle-même fut annexée par le Décret du 17 Mai 1809, daté de Schœnbrunn, qui proclama sans ambages :

Article premier. — « Les Etats du Pape sont réunis à l'Empire Français. »

— Bien que le plus grand nombre d'œuvres d'art aient été captées avant l'annexion officielle, il y en est pourtant plusieurs qui ont été saisies en vertu de l'application même des lois françaises.

Au point de vue strictement juridique, on a soutenu que cet enlèvement était légal, et par conséquent régulier.

Est-ce bien certain? Nous ne sommes pas tout à fait de cet avis.

En effet, qui oserait soutenir que les lois sur ces enlèvements avaient l'agrément des pays annexés?

Il est incontestable que la loi doit s'appliquer à

tous les sujets, même si elle n'a pas leur approbation.

Mais au moins, faut-il que les citoyens aient eu l'occasion de participer au vote de cette loi, soit comme législateurs, soit comme électeurs.

Or, dans l'espèce, ces lois avaient été votées avant l'annexion, et les malheureux annexés étaient donc liés par une législation à laquelle ils n'avaient pu prendre aucune part.

Ces annexions étaient le résultat de la conquête, c'est-à-dire de la violence, et celle-ci, d'après nous, ne peut fonder aucune espèce de droit.

En tout cas, si le droit de conquête pouvait être considéré comme légitime à cette époque — ce qui est très discutable — il est certain qu'il ne l'est plus aujourd'hui.

Depuis la Grande Guerre et les nobles théories du Président Wilson, les peuples ont désormais le droit de disposer d'eux-mêmes, et les conquêtes, en droit international, ont perdu toute espèce de légitimité : les annexions violentes sont la source d'éternels conflits et le germe même de nouvelles guerres.

Le plébiscite étant aujourd'hui à la base même de tout changement de nationalité, la question — théoriquement au moins — ne doit plus se poser pour l'avenir : les peuples auront la souveraineté, et par conséquent les lois, qu'ils se seront choisis eux-mêmes.

D'ailleurs, était-il de bonne politique, en incorporant à la France ces nouveaux pays, de leur appliquer intégralement les lois françaises?...

Assurément non, et Napoléon a contribué par là à détacher de lui ses nouveaux sujets, au lieu de se les attacher.

Bien plus prudents ont été nos gouvernements du ^{xx}e siècle, qui, après le retour à la France de l'Alsace

et de la Lorraine, y ont sagement maintenu certaines lois différentes de celles de la France, notamment l'application du Concordat, le maintien des congrégations religieuses, etc...

Certes, l'application des lois françaises, sur la centralisation des œuvres d'art a permis la création, par exemple à Bruxelles, Genève et Mayence, de « dépôts » qui ont été les embryons des grands musées actuels de ces villes.

Mais, en ce domaine comme en tous autres, la fin ne justifie pas les moyens.

Nous concluons donc que la confiscation des œuvres d'art, en vertu de la loi, fut très discutable au point de vue juridique, et très maladroite au point de vue politique : d'abord parce qu'elle fut une expropriation forcée sans indemnité, ce qui constitue un abus ; ensuite parce qu'elle atteignit l'amour-propre des populations qui étaient fières de contempler, dans leurs églises, leurs couvents ou leurs établissements, des chefs-d'œuvre qu'elles possédaient depuis plusieurs siècles.

Le patrimoine artistique fait partie du patrimoine spirituel d'une nation.

En priver celle-ci est plus qu'une spoliation : c'est une faute...

PARAGRAPHE 3

Par un Traité

Nous avons vu que l'acquisition des œuvres d'art par la violence, ou même par la loi du pays conquérant, ne pouvait fonder, en droit, une mutation de propriété, parce que le consentement réciproque des deux parties faisait défaut.

Un traité, au contraire, est une convention synal-

lagmatique, dûment signée par les deux contractants, et semble donc, à première vue, un mode d'acquisition irréprochable, parfaitement légitime et strictement juridique.

Bonaparte, nous l'avons vu, y a eu recours plusieurs fois, notamment en Italie; et l'existence même de ces traités à la base des acquisitions d'un grand nombre d'œuvres, a rendu d'autant plus vives les énergiques protestations des Français, lors de la reprise de ces œuvres par les Alliés en 1815.

Mais, si on examine la conclusion de ces traités à la lueur des événements historiques, on est bien forcé de reconnaître que leur autorité juridique est singulièrement chancelante.

En effet, quelle est une des qualités essentielles d'une convention? La liberté des parties.

Or, les signataires de ces traités les ont conclus contraints et forcés sous le fer des baïonnettes!

S'il est un cas où la violence morale peut être invoquée, c'est bien celui-ci, car elle est presque doublée de violence physique!

Ce n'est jamais spontanément, c'est toujours à la suite de sanglantes défaites que le Pape ou les princes italiens ont apposé leur signature sur ces armistices, préférant la perte d'œuvres d'art à la perte de milliers de vies humaines.

Mais qui oserait soutenir que, dans ces circonstances, il s'agisse là d'un abandon bénévolement et librement consenti?

En réalité, que les acquisitions aient eu lieu par violence physique ou par violence morale, c'est toujours la violence qui était à la base du changement de possession, et par conséquent, celle-ci est entachée d'un vice qui en diminue singulièrement la légitimité.

En vain, nous objectera-t-on que tous les traités

de paix, en ce cas, doivent être considérés comme des « chiffons de papier ».

Nous répondrons que tous sont des cas d'espèce, qu'il faut examiner séparément.

Et c'est ici qu'il faut faire la distinction, si éminemment importante, entre les guerres de conquête et les guerres purement défensives.

Plein d'admiration pour le génie de Napoléon, nous sommes cependant obligé de la considérer comme un être néfaste, quand il a donné libre cours à sa soif de conquêtes et à son ambition démesurée.

La guerre de conquêtes est condamnable et sa légitimité viciée à la base : la guerre, odieuse en elle-même, n'est licite que lorsque sa cause l'est. Aussi, considérons-nous comme illicites toutes les conséquences des guerres de conquêtes et, notamment, dans l'espèce, la spoliation des œuvres d'art.

C'est ainsi, que si nous blâmons énergiquement Blücher et Wellington pour la manière dont ils ont récupéré les acquisitions de Napoléon, nous sommes tout à fait d'accord avec eux pour la légitimité de leur revendication.

S'en suit-il pourtant que, dans une guerre défensive comme le fut la Grande Guerre, toute stipulation des traités de paix soit nécessairement légitime ?

La réponse est obvie : il faut que le vainqueur respecte les coutumes et les lois internationales.

Et c'est ainsi, comme nous le verrons plus loin, que les vainqueurs de 1918, en matière d'œuvres d'art, ne se sont inspirés que du respect de la propriété ou du seul intérêt de l'Art : ils se sont bien gardés d'exiger la livraison de tous les chefs-d'œuvre des musées de l'Allemagne (clause que les vaincus, aux abois, auraient signée) ; ils se sont contentés de faire rendre à la portion principale de certains tableaux, les parties qui en étaient séparées, ou de restituer à

leurs possesseurs légitimes les œuvres dont ils avaient été spoliés!

Toute différente est donc la valeur juridique d'un traité d'*annexion* et celle d'un traité de *restitution*.

Nous ne pouvons que désapprouver pleinement les traités stipulant livraison d'œuvres d'art et en déposant leurs légitimes propriétaires; nous ne pouvons qu'approuver hautement les traités stipulant restitution d'œuvres d'art pour les remettre en possession de leurs légitimes propriétaires.

D'ailleurs, en ce domaine également, ce ne sont pas seulement des arguments de *droit* qu'on peut faire valoir, mais aussi des arguments de *sentiment*.

C'est ainsi que, dès 1796, c'est-à-dire en pleine période où Bonaparte dépouillait l'Italie à la pointe de son sabre, Quatremère de Quincy, proscrit par les événements de Vendémiaire, adressa de son exil, au général Miranda, des lettres intitulées : « *Lettres sur le préjudice qu'occasionneraient aux Arts et à la Science, le déplacement des monuments de l'Art de l'Italie, le démembrement de ses Ecoles, et la spoliation de ses Collections, Galeries, Musées, etc.,* » Le titre seul nous dispense de tout commentaire.

Les lettres furent publiées dans un journal : « Le Rédacteur », et l'auteur les envoya, sous forme de brochure, au général Bonaparte, qui, bien entendu, n'en tint aucun compte (1).

Et il est encore plus caractéristique de signaler l'énergique protestation des artistes français eux-mêmes, lorsqu'ils apprirent les acquisitions de Bonaparte en Italie par les différents traités que nous avons signalés.

En 1796, 50 artistes de Paris ont adressé, au

(1) QUATREMÈRE DE QUINCY, op. cit., page XIII.

Directoire, une pétition pour tâcher d'empêcher, *dans l'intérêt des arts et des artistes*, le déménagement des monuments de l'Antiquité et des chefs-d'œuvre de l'Art, et leur accumulation à Paris.

Cette pétition, signée par les plus grands noms de l'époque : Denon, David, Girodot, etc., nous semble tellement symptomatique, et vient tellement à l'appui de notre manière de voir, que nous ne pouvons nous empêcher d'en reproduire ici des extraits :

« L'amour des arts, le désir de conserver leurs chefs-d'œuvre à l'admiration de tous les peuples, un intérêt commun à cette grande famille d'artistes répandus sur tous les points du globe, sont les motifs de notre démarche auprès de vous. »

« Nous craignons que cet enthousiasme qui nous passionne pour les productions de génie, n'égare sur leurs véritables intérêts, même leurs amis les plus ardents, et nous venons vous prier de *peser avec maturité* cette importante question de savoir *s'il est utile à la France*, s'il est avantageux aux arts et aux artistes en général, de déplacer de Rome les monuments d'antiquité et les chefs-d'œuvre de peinture et de sculpture qui composent les galeries et les musées de cette capitale des arts. »

Les artistes concluaient en demandant aux Citoyens Directeurs qu' « avant de rien déplacer de Rome, une Commission, formée d'artistes et de gens de lettres, soit chargée de faire un rapport général sur cet objet ».

Mais les « Citoyens Directeurs » ne leur firent même pas l'honneur d'une réponse.

Pour être impartial, nous devons ajouter qu'une contre-pétition fut aussitôt rédigée et signée également par de grands artistes, comme Isabey, Vernet, Lenoir, etc.

« Nous aussi, nous sommes artistes ! et si nous

demandons qu'on transporte ici ces chefs-d'œuvre, c'est pour l'honneur, la gloire du nom français et l'amour que nous portons à ces mêmes chefs-d'œuvre.. »

« Les Romains, jadis grossiers, sont parvenus à civiliser leur Nation en transplantant chez eux les productions de la Grèce vaincue. A leur exemple, profitons de nos conquêtes et faisons passer d'Italie en France tout ce qui peut agrandir l'imagination... »

Cette contre-pétition, conforme aux vues du Directoire, eut plus de succès que la première : elle eut les honneurs du « Moniteur » du 12 Vendémiaire An V (3 octobre 1796) (1).

Mais si, après avoir donné l'avis de nos compatriotes, nous donnons aussi celui de nos ennemis, nous verrons à quel point cet argument de « *sentiment* » joue un grand rôle dans la dépossession des œuvres d'art, même par traité.

Écoutons ce qu'écrivit Schoell, à propos de la SUSPENSION D'ARMES DE PLAISANCE (8 mai 1796) :

« Ce fut la première fois, dans les siècles civilisés, qu'une armée victorieuse se permit de dépouiller les vaincus de ces objets d'art auxquels les peuples attachent un si grand prix qu'on ne peut les en priver sans exciter des haines nationales qui se perpétuent de génération en génération.

Si l'accumulation des tableaux et des chefs-d'œuvre de l'art, dans le Musée de Paris, a contribué au développement des arts en France, elle a, d'un autre côté, étouffé dans la nation tout sentiment de justice, lui a inspiré une vanité qui n'est pas favorable au développement du génie, et a donné aux généraux cet esprit de rapine qui a fait exécrer les Français dans

(1) SAUNIER, op. cit., page 51.

tous les pays où leurs troupes sont entrées... » (1).

Nous ne ferons à cette citation qu'un commentaire : Schoell était, au moment où il écrivait ces lignes (1817), Conseiller d'Ambassade de S. M. le Roi de Prusse près la Cour du Roi de France.

Mais, cette réserve faite, il est certain qu'il y a dans ces lignes une incontestable part de vérité. — Ajoutons que l'acquisition des œuvres d'art par des traités n'est favorable ni aux populations, ni aux œuvres d'art.

La nation dépouillée a l'humiliation de s'en séparer, et la nation conquérante aura, tôt ou tard, l'humiliation de devoir les restituer.

On voit combien était fragile la couche de droit dont Bonaparte avait cru devoir recouvrir ses spoliations sous la couleur de Traités : aucun de ces traités n'a empêché la restitution de la plupart de ces œuvres d'art, qui n'ont effectué à Paris qu'un voyage aller et retour !

Quant aux œuvres d'art elles-mêmes, il est inutile d'insister sur le grand dommage qu'elles sont toutes exposées à subir au cours de ces promenades diplomatiques. La sagesse des nations n'a-t-elle pas proclamé, à juste titre, que « trois déménagements valent un incendie ! »

Nous sommes ainsi amenés à conclure que, ni en droit ni en fait, l'acquisition d'œuvres d'art par traité n'est à souhaiter, car elle est peu justifiable en droit et peu recommandable en fait.

Actuellement aucune règle de Droit International ne défend l'acquisition des œuvres d'art à la suite d'un Traité de Paix.

(1) SCHOELL, *op. cit.*, Tome IV, page 348.

Nous estimons que c'est une lacune ; seules les restitutions devraient être autorisées.

Quant aux acquisitions, elles devraient être formellement interdites : le droit du vainqueur sur les richesses artistiques d'une nation constitue un abus qui amènera tôt ou tard de funestes représailles, car, suivant une expression fort juste d'un juriste français : « les plaies d'argent ne sont pas inguérissables, mais les blessures de l'âme ne se cicatrisent jamais » (1).

PARAGRAPHE 4

Par une Donation ou une Vente

Le cas de la donation est plutôt rare.

Si nous croyons nécessaire de le mentionner ici, c'est qu'il y en a un exemple caractéristique dans l'Histoire : le don de la Municipalité de Tournai de l'aigle en bronze de son beffroi aux révolutionnaires français, en 1792.

Mais le fait, tout à fait exceptionnel, s'explique par des considérations historiques : la Belgique était, depuis de longues années, sous la domination autrichienne et l'aigle était l'aigle impérial d'Autriche ! Quant aux Français, ils arrivaient, apportant dans le drapeau tricolore le grand mot de LIBERTÉ. Il n'en fallait pas plus pour électriser les nations opprimées, et les Français furent reçus, en 1792, en Belgique, non comme des conquérants, mais comme des libérateurs.

— Citons aussi, pour mémoire, les donations d'an-

(1) PRADIER-FODÉRÉ, op. cit., page 980.

tiquités égyptiennes faites à Champollion en 1828 et 1829.

— Un autre exemple, plus connu de tous, est l'obélisque de Louqsor, qui se dresse sur la place de la Concorde, à Paris.

Cet obélisque a été offert à la France, en 1831, par Mahomet Ali, sultan d'Egypte; celui-ci en avait offert également un à l'Angleterre, qui déclina l'offre.

Le but du Sultan était de se concilier, au milieu de toutes ses difficultés politiques, l'amitié de la France; il s'était vraisemblablement dit que les gros cadeaux, plus encore que les petits, entretiennent l'amitié...

Artistement parlant, nous estimons que c'est une lourde erreur, que l'obélisque est complètement dépaycé sur la Place de la Concorde, et que sa vraie et seule place est à Louqsor.

D'ailleurs, les exemples ne sont guère nombreux de nations se dépouillant spontanément d'œuvres d'art en faveur d'autres nations. Mais, à titre de reconnaissance pour services rendus, il est évident que pareille mutation peut éventuellement se présenter et être parfaitement légitime.

— Il faut mettre sur le même pied les acquisitions à titre onéreux, par exemple la vente, au Musée de Berlin, de deux volets de l'*Adoration de l'Agneau*, de Van Eyck, par les chanoines de Saint-Bavon, à Gand; ainsi que la vente, à Lord Elgin, par la Turquie, des merveilles de l'Acropole, exilées au British Museum, et dont la Grèce, à juste titre, demande la rétrocession.

Le fait est profondément regrettable au point de vue artistique, mais est-il régulier au point de vue juridique?

M. SÉFÉRIADÈS, dans un article remarquable, démontre que, au point de vue du droit des gens, le

maintien des marbres de l'Acropole en Angleterre est absolument indéfendable.

Par une argumentation très documentée et très serrée, il prouve :

1° que le droit naturel, c'est-à-dire la morale générale, aussi bien que l'intérêt universel du respect dû au patrimoine artistique d'autrui, condamnent l'extorsion des œuvres d'art appartenant au domaine public d'un Etat étranger ;

2° que la coutume internationale, qui constitue la loi internationale la plus étendue, et est la base même du droit des gens, impose le rapatriement en Grèce des marbres d'Elgin.

L'auteur estime que, depuis 1915, il s'est établi, en droit international, une coutume précise, « coutume d'après laquelle tous objets d'art ou historiques, appartenant au domaine public d'un pays, et directement ou indirectement extorqués par un autre, doivent être restitués au premier » (1).

M. Séfériadès cite, à l'appui de sa thèse, de nombreux exemples que nous avons déjà rapportés dans notre partie historique.

Nous tenons pourtant à citer ici la restitution, à la Roumanie, en avril 1917, du drapeau d'Etienne le Grand, détenu depuis le XVI^e siècle dans le monastère du Mont Athos, sous la souveraineté grecque.

La France, qui occupait avec un détachement le Mont Athos, a remis ledit drapeau à la Roumanie sans aucune protestation de la Grèce.

Le fait est d'autant plus digne de foi qu'il a été

(1) SÉFÉRIADÈS (S.), *La question du rapatriement des Marbres d'Elgin considérée plus spécialement au point de vue du droit des gens* (Revue de Droit International, 1932, Tome X, 2^e semestre), page 69.

rapporté à l'auteur par M. Gidel, alors capitaine d'Etat-Major, et aujourd'hui professeur à la Faculté de Droit de Paris.

M. Séfériadès termine son très intéressant exposé en faisant remarquer que, si les marbres de l'Acropole avaient été cédés, non à l'Angleterre, mais à l'Autriche ou à la Prusse, le Traité de Versailles en aurait exigé la restitution. En effet, l'Angleterre, pays de droit coutumier par excellence, a appliqué cette coutume du rapatriement des objets d'art, aussi bien en 1815 contre la France, qu'en 1919 contre l'Allemagne, l'Autriche et la Hongrie.

Pour conclure, M. Séfériadès demande que le cas soit soumis à la Cour permanente de Justice Internationale.

Sa revendication nous paraît complètement justifiée, tant au point de vue artistique qu'au point de vue juridique.

Mais, hélas! quand l'Angleterre tient quelque chose, elle sait le garder.

— Aujourd'hui d'ailleurs, pareilles acquisitions sont rendues presque impossibles, la plupart des pays ayant voté une législation qui empêche l'exportation des œuvres d'art et tari ainsi, dès son origine, une source d'interminables et légitimes protestations et réclamations de la part des nations spoliées.

Mais ici nous confinons à un domaine qui n'est plus le nôtre, car il relève du droit interne, et non plus du droit international.

CHAPITRE II

LES MOYENS DE PROTECTION

PARAGRAPHE PREMIER

Avant et pendant la Grande Guerre

Au lendemain de la première Conférence de La Haye, c'est-à-dire en 1899, M. de La Pradelle écrivait les paroles suivantes comme conclusion à son article « *La Conférence de la Paix* » :

« M. Desjardins annonce que si la Conférence n'a pas écrit le livre de la Paix, elle en a du moins écrit la préface. Il serait peut-être plus juste de dire que la Conférence... n'en est encore qu'au titre, à la couverture, et non à la préface... »

Un vigoureux penseur, A. Schaeffle, a eu sur la Conférence de La Haye, un mot sévère : *Parturiunt montes*... On sait le reste!

Si dur que soit ce jugement, c'est peut-être le plus près de la vérité. » (1).

Combien, M. de La Pradelle et M. Schaeffle ont été bons prophètes!

Lorsqu'on lit aujourd'hui ces lignes, écrites il y a trente-cinq ans, on est saisi de leur douloureuse et criante vérité...

Nous avons vu que la Conférence de La Haye

(1) DE LA PRADELLE, *La Conférence de la Paix*, Revue Générale de Droit International Public (1899), page 846.

avait édicté des règles formelles interdisant la destruction ou la spoliation des œuvres d'art et des monuments historiques, et que ces règles avaient été solennellement acceptées, notamment par l'Allemagne.

La dernière guerre nous a montré à quel point ces moyens de protection étaient inefficaces : ces règles ont été violées par les Allemands comme si elles n'avaient jamais existé. C'est donc la faillite complète du seul système de protection actuellement organisé en droit international.

Il est vrai que les Allemands ont soutenu que les règles de la Conférence de La Haye ne s'appliquaient pas à l'Allemagne ni à ses alliés dans la dernière guerre, et ils se basent sur un argument de droit strict.

En effet, l'article 2 de la CONVENTION DE 1907 sur les lois et usages de la guerre, proclame qu'une Convention relative à la conduite des hostilités n'a de force obligatoire, au cours d'une guerre, que si *tous* l'ont signée et ratifiée.

Ce principe était déjà consacré formellement par les Conventions de 1899.

Or, la Bulgarie et la Turquie, du côté allemand ; l'Italie, le Monténégro et la Serbie, du côté français, n'avaient pas ratifié les Conventions de 1907.

Donc, celles-ci n'étaient pas obligatoires !

Les auteurs sont en désaccord, même nos plus distingués juristes :

PILLET est très formel : il estime qu'« on ne peut reprocher à un Etat une convention qui n'est pas obligatoire pour lui » (1).

(1) PILLET, *Les Conventions de la Haye de 1899 et 1907* (Paris, 1918), in-8°, page 81.

FAUCHILLE, au contraire, est d'un avis opposé, et fait justice du subtil faux-fuyant germanique (1).

En effet, cet auteur fait très judicieusement remarquer que, s'il est exact que la Convention de 1907 ne liait pas tous les contractants, tous avaient adhéré à la Convention de 1899, qui contenait déjà tous les principes généraux des lois de la guerre, notamment ceux qui nous intéressent.

Mais, même si la Convention de 1899 n'existait pas, l'accord, signé par tous les délégués en 1907, stipule dans le préambule de la Convention IV de 1907, que *l'autorité pleine et entière du Droit des Gens subsistait pour les cas où la Convention serait inapplicable*.

Voici cette déclaration formelle :

« En attendant qu'un Code plus complet des lois de la guerre puisse être édicté, les Hautes Parties Contractantes jugent opportun de constater que, dans les cas non compris dans les dispositions réglementaires adoptées par elles, les populations et les belligérants restent *sous la sauvegarde et sous l'empire* des principes du droit des gens tels qu'ils résultent des usages établis entre nations civilisées, des lois de l'Humanité et des exigences de la conscience publique. »

Donc, que la Convention de La Haye s'applique ou non à l'Allemagne pendant la guerre 1914-1918, cela n'a aucune importance, car, même si le texte ne s'en appliquait pas, au sens tout à fait strict de la lettre,

(1) FAUCHILLE, *Les Allemands en territoire occupé. Le droit et le fait: simple comparaison*, Revue générale de Droit International Public (1917), pages 319 et suivantes.

l'esprit s'en appliquait sans aucune contestation possible.

Le pillage est, en effet, interdit rigoureusement :

a) par le Droit des Gens *coutumier* de tous les pays civilisés ;

b) par le texte du « *Manuel officiel du Grand Etat-Major allemand* » publié en 1902, c'est-à-dire bien longtemps avant la guerre, qui contient la condamnation formelle et expresse du pillage (1).

On est donc obligé de conclure, sans aucun parti-pris, que c'est sciemment et volontairement que l'Allemagne a violé ces règles.

D'ailleurs, la violation du Droit des Gens par l'Empire allemand n'a-t-elle pas été expressément reconnue par von Bethmann-Hollweg, en plein Reichstag, lors de l'invasion de la Belgique en 1914 ?

Celui-ci, tout en traitant de « chiffon de papier » le traité par lequel l'Allemagne garantissait la neutralité de la Belgique, a cependant avoué publiquement, en parlant de la violation du territoire belge : « *Cet acte est contraire au Droit des Gens.* »

Pourquoi aurait-il respecté une cathédrale ou un tableau, le peuple qui n'hésitait pas à saccager tout un pays ?

Cette reconnaissance par l'Allemagne de sa violation volontaire du Droit des Gens est la preuve que, dans l'état actuel de la législation et de la civilisation, si le droit des gens est encore respecté en temps

(1) *Kriegsbrauch im Landkriege, Les Lois de la Guerre Continentale*, traduction et annotation du Manuel allemand (Paris, 1904), in-8°, par CARPENTIER.

de paix, il est violé en temps de guerre, c'est-à-dire justement à l'époque pour laquelle il est établi.

Cependant, du fait qu'un droit est violé, on ne peut conclure à son inefficacité.

Il arrive tous les jours, que des lois soient volontairement transgressées, et cependant leur utilité et leur efficacité même ne sont pas mises en doute.

Aussi, n'est-ce pas de sa violation, mais des causes et des conséquences de sa violation, qu'il faut conclure à la lamentable faillite du Droit des Gens, et plus spécialement, des Conventions de La Haye, au cours de la dernière guerre.

Il est du plus haut intérêt, pour la présente étude, d'examiner de près ces causes et ces conséquences.

Les Conventions de La Haye, dans les stipulations relatives au pillage et à la destruction des œuvres et monuments d'art, édictaient une interdiction formelle, en même temps qu'une punition en cas de violation. En outre, ces Conventions étaient signées et ratifiées par tous les peuples civilisés.

On ne pouvait rien souhaiter de plus, ni de mieux, semble-t-il.

Pourquoi donc n'ont-elles eu aucun effet?

Pour plusieurs motifs :

1° parce que, il est une vérité trop oubliée par tous les politiciens faiseurs de lois, une vérité éternelle et que proclamait déjà l'Antiquité avec une sagesse remarquable : « *Quid leges sine moribus?* »

On peut accumuler les textes de lois, on peut aligner des signatures au bas de conventions et de traités, on peut enseigner les préceptes de droit national et international et même les répandre dans les masses.

Tout cela ne servira à rien, si à cette législation,

à cette instruction, ne vient s'ajouter un élément essentiel : l'éducation des mœurs.

En droit interne, tous les Codes pénaux du monde n'arrêteront jamais le bras de l'assassin, ni les doigts du voleur, ni le mensonge du séducteur, si l'enseignement de la loi morale ne vient étayer et couronner l'enseignement de la loi humaine.

Ainsi en est-il en Droit International : *seule l'éducation des peuples* peut donner une efficacité réelle aux Conventions ou même aux simples coutumes du Droit des Gens.

A) Or, une des idées les plus essentielles à faire pénétrer dans l'esprit des peuples est la condamnation absolue de la guerre : il y avait à faire l'éducation *psychologique* des masses.

La guerre est, par définition, le triomphe de la force sur le droit : elle déchaîne immédiatement les appétits et les instincts les plus brutaux, et, quel qu'il soit, le soldat en guerre a tendance à faire litière de tout espèce de contrainte et de tout respect tant pour les individus que pour les propriétés.

Ce n'est pas ici le moment de faire une longue dissertation sur la guerre et ses horreurs.

Cependant, cette question est si capitale, tout spécialement au regard du sujet qui nous occupe, que nous tenons à citer ici, à l'appui de notre manière de voir, quelques lignes remarquables, écrites en pleine guerre, par un de nos plus distingués jurisconsultes du Droit des Gens, M. PILLET, sur « le problème de la guerre » :

« Cela, c'est le problème éternel, le perpétuel défi porté à la raison par l'histoire du monde. Pourquoi l'humanité ne peut-elle pas vivre en paix, alors que tout homme, pris en particulier, est un pacifique, alors que la paix est profitable à tous ? et pourquoi

faut-il que les rapports que les nations ont entre elles déchaînent, à intervalles trop fréquents, ces ouragans de dévastation et de mort?

A quoi peut servir une guerre, sinon à en préparer une autre?

Quelle est la signification de la victoire et quel est ce simulacre de justice, qui expose les droits les mieux établis, les causes les plus justes, à succomber sous le poids écrasant de la défaite?

Pourquoi les nations ne prendraient-elles pas, une fois pour toutes, le parti de faire prononcer, par la voix de la justice, le mot qui tranchera leurs différends?

Pourquoi? Personne n'en sait rien... Pour les simples, la guerre existe parce qu'elle existe; elle constitue un phénomène constant dans l'histoire de l'humanité, et il est probable qu'elle existera aussi longtemps que l'humanité elle-même. Si la guerre venait à disparaître, on le saurait quand elle aurait, en fait, disparu des annales de l'humanité, et l'on ne comprendrait pas plus pourquoi elle ne se produit plus, que l'on ne comprend actuellement pourquoi elle existe.

A la vérité, tout n'est pas ténèbres dans ce domaine, et l'on peut apercevoir plus d'une ressemblance entre les mobiles qui guident les conducteurs de peuples et les passions inhérentes à la nature humaine.

La cupidité est pareille de part et d'autre, et il n'y a pas une distance énorme de l'ambition d'un Roi à l'état d'âme d'un vieux paysan qui brûle du désir d'agrandir son héritage; pareille l'avarice, qui ne permet pas de se dépouiller, même des biens mal acquis; pareilles encore les haines, les jalousies, les habitudes de tromperie.

La Société Internationale est proche de ce que

serait une Société civile sans juges, ni gendarmes, ni morale.

Seulement, ce qui entre individus est réprimé comme un vice, paraît souvent, pour un Etat, l'accomplissement d'un devoir... » (1).

Nous n'ajouterons qu'un mot à ces profondes considérations, d'une si lumineuse psychologie, c'est la primordiale nécessité de répandre autour de nous cette vérité évidente que la guerre n'est pas fatale, ni inéluctable, qu'elle dépend exclusivement des hommes et que, à la différence des tremblements de terre ou des éruptions volcaniques, c'est un fléau *qu'il ne dépend que de nous* de rayer de l'histoire de l'humanité futuré.

C'est en croyant à la possibilité de supprimer la guerre qu'on arrivera effectivement à la supprimer.

C'est en la considérant comme impossible à éviter, qu'on en perpétuera la stupide et effroyable périodicité.

L'éducation des peuples doit donc être faite tout d'abord au point de vue psychologique : il faut persuader les masses que la guerre n'est pas un fléau *fatal*, mais un fléau librement accepté et même voulu par les hommes, de propos délibéré.

Cette idée a-t-elle été suffisamment répandue, diffusée, inculquée dans les différentes Nations et spécialement en Allemagne? Nous sommes malheureusement trop certain du contraire : l'Enseignement, à tous les degrés, et probablement chez tous les peuples, a été sous ce rapport, avant la guerre, et peut-être même depuis, complètement faussé.

Or, la première des conditions pour rendre efficace

(1) PILLET, *La Guerre actuelle et le droit des gens*, Revue générale de Droit International Public, janvier 1916, page 6.

le Congrès de la Paix, était de mettre tout en œuvre pour extirper des esprits l'idée même qu'on pût encore avoir recours à la guerre.

C'est ce qui n'a pas été fait.

B) L'éducation des peuples doit ensuite être profondément cultivée au point de vue *moral*.

a) Le commandement : « *Tu ne tueras pas* », et le précepte évangélique : « *Aimez-vous les uns les autres* » resteront toujours les premiers et les plus sûrs garants de la paix entre les peuples comme entre les individus, pourvu qu'on le leur ait inculqué.

Est-ce à dire que nous prendrions ici la défense des « objecteurs de conscience » ?

Loin de nous cette pensée, car autant la guerre est satanique, lorsqu'elle est une injuste agression, autant elle revêt un caractère sacré lorsqu'elle forme l'ultime moyen de légitime défense pour la cause du bon droit, c'est-à-dire de la Justice, qui est d'essence divine.

L'Eglise a toujours fait cette distinction capitale, et les objecteurs de conscience, s'ils n'étaient des illuminés, devraient commencer par mettre au ban de l'humanité, les policiers, les gendarmes, et le bourreau, bref, tous ceux qu'arme la Loi pour combattre l'armée du crime !

Tant qu'il y aura des détrousseurs de grand chemin, il faudra des gendarmes ; tant qu'il y aura des détrousseurs de pays, il faudra des armées.

— Et c'est le moment de rencontrer ici cette objection si spécieuse que l'armée est une des grandes causes de la guerre.

On se rappelle la fameuse boutade de Proudhon, dans son livre *La Guerre et la Paix*.

L'amour de la gloire militaire, l'irrésistible attrait

du danger sont, d'après lui, la caractéristique du soldat : la guerre est sa raison d'être.

Or, bien que le militaire incarne en lui ce fléau et ses horreurs, Proud'hon constate que c'est à lui, plus qu'à tout autre, que vont les sympathies et les succès.

Il écrit : « La femme peut aimer l'homme de travail et d'industrie comme un serviteur ; le poète et l'artiste comme un bijou ; le savant comme une rareté ; le juste elle le respecte ; le riche obtiendra ses préférences ; son cœur est au militaire!... » (1).

Nous ne pouvons laisser passer cette plaisante observation sans la réfuter par une phrase lapidaire, datant de l'Antiquité :

« *Bella matribus detestata!* »

Ce que toutes les femmes aiment et admirent dans le militaire, c'est sa prestance, sa bravoure, son assouplissement à tous les exercices du corps, et, très généralement, sa loyauté et sa franchise. C'est l'homme brave et le brave homme qu'elles aiment, et pas du tout le pourfendeur de son semblable.

Si la guerre ne dépendait que des femmes, l'humanité ne l'aurait jamais connue et son nom même n'existerait pas.

La vérité est que le militaire ne souhaite pas plus la guerre que le pompier ne souhaite l'incendie.

Mais tant que le feu existera il faudra des pompiers, et tant que des causes de guerre existeront il faudra des militaires.

Est-ce à dire que nous sommes adversaires d'un désarmement?

Bien loin de là, pas plus que nous ne sommes adversaires de la suppression de la peine de mort.

Seulement, c'est le cas de répéter la spirituelle

(1) PROUDHON, *La Guerre et la Paix* (1863), cité par AUZILLION, op. cit., page 19.

boutade d'Alphonse Karr : « Que messieurs les assassins commencent ! »

Nous croyons donc que l'enseignement de la morale évangélique aux peuples eût été un adjuvant de première grandeur comme remède préventif contre la guerre.

Or, il n'est malheureusement que trop vrai de constater que les Etats ont eu pour premier objectif bien plus de déchristianiser que de christianiser le peuple : la laïcité, en supprimant tout frein, constitue un levain de toutes les passions humaines, y compris la guerre.

b) Cependant, les Conférences de la Paix n'ayant pu empêcher la guerre, pourquoi les stipulations édictées par les Conventions de La Haye pour le cas de guerre, n'ont-elles pas été mieux respectées ?

Ici encore nous croyons à l'influence efficace qu'eût pu exercer la morale individuelle, car elle est encore le plus sûr garant du respect, par les belligérants, de toutes les règles du Droit des Gens.

L'abominable cri allemand : « *Krieg ist Krieg* » est la justification, par avance, de tous les désordres et de toutes les violences.

Au contraire, les principes de la morale chrétienne sont identiques pour tous les peuples comme pour tous les temps ; il n'y a pas deux décalogues : un du temps de paix et un autre du temps de guerre.

Le soldat chrétien, respectueux de la loi du Christ, saura se borner à jouer un rôle exclusivement militaire et, sa conscience étant aussi droite que la lame de son sabre, sa bravoure rivalisera avec sa grandeur d'âme vis-à-vis des personnes et des biens des vaincus.

Le soldat chrétien ne pillera pas, ne détruira pas, ne violera pas, parce que sa *conscience* le lui interdit, et il tiendra d'autant plus à vivre en paix avec elle

qu'il est plus exposé, chaque jour, à la mort, c'est-à-dire à devoir répondre, devant Dieu, de tous les actes de sa vie.

Ici même nous tenons à citer la conclusion du remarquable article de M. Pillet :

« La guerre présente nous montre que le culte exclusif de la force... ne va pas sans un retour de l'humanité à la barbarie.

Le droit des gens, qui modère la force et répand la parole de la raison, est donc bien un élément nécessaire à la civilisation du monde.

Mais le droit a aussi ses faiblesses : il ne tire pas de lui-même son autorité, et risque de rester méconnu si quelque doctrine plus haute n'inspire pas ses préceptes.

Nous sommes convaincu que seules la connaissance et la pratique de la morale chrétienne peuvent donner, au droit de la guerre, l'appui dont il a besoin et que c'est pour avoir oublié cette vérité élémentaire que les nations assistent avec stupeur à ce réveil imprévu de la barbarie. » (1).

— La première cause de l'échec si retentissant des Conférences de la Paix réside donc, d'après nous, dans l'absence d'éducation de la conscience des peuples, dans le manque d' « esprit de justice internationale » selon l'heureuse expression de M. Séfériadès (2).

2° La deuxième cause de son échec est *l'absence de sanction*.

« *Timor Domini initium sapientiæ* », dit l'Écriture.

(1) PILLET, *La Guerre actuelle et le Droit des Gens*, Revue Générale de Droit International Public, 1916, page 471.

(2) SÉFÉRIADÈS, *Principes généraux du Droit International de la Paix*, Académie de Droit International, Recueil des Cours, Tome 34, Paris, 1930, page 487.

Ce qui est vrai pour l'homme est vrai pour les nations : la crainte du châtement est le commencement de la sagesse.

Or, quelle crainte pouvait avoir l'armée allemande victorieuse — ou qui comptait bien l'être?

Un article de la Convention de La Haye dit bien : que « toute destruction... est interdite et doit être poursuivie par les autorités compétentes ».

Mais elle n'oublie qu'une chose, c'est de dire quelle sera l'autorité compétente et quel sera le châtement...

C'est-à-dire qu'elle brandissait un sabre de fer blanc!

L'Allemagne, qui n'a déclanché la grande guerre que parce qu'elle se croyait sûre de la victoire, n'a pas été arrêtée un instant par l'idée qu'un Tribunal anonyme et imaginaire pourrait la punir un jour de ses destructions barbares.

L'événement lui a, d'ailleurs, donné entièrement raison!

Après les innombrables violations du droit des gens par les Allemands, où en est la *poursuite* et la *punition* par « les autorités compétentes? »

En nous plaçant plus spécialement sur le terrain qui fait l'objet de cette étude, ce qui prouve la faillite du système de protection actuel des œuvres d'art, c'est la parfaite et complète impunité de tous les vandalismes allemands.

On attend encore et on attendra toujours le verdict solennel d'un Tribunal international qui condamne l'Allemagne à des millions de dommages et intérêts et à la reconstruction, à *ses frais*, de la cathédrale de Reims, de la bibliothèque de Louvain, des halles d'Ypres, du château de Coucy, et de centaines d'autres monuments incendiés, dynamités ou bombardés sans aucune utilité militaire.

Nous aurions pu, il est vrai, pendant la guerre, user de représailles, et, en réponse aux destructions allemandes chez nous, aller détruire, à notre tour, sous nos bombes d'avions, les plus belles cathédrales allemandes.

Mais, comme le dit fort justement M. LE FUR, pareilles représailles sont inadmissibles; d'abord parce que ces destructions ne nous auraient pas restitué nos monuments; ensuite, parce qu'elles nous auraient rendus coupables du même crime qu'eux « contre l'une des plus hautes manifestations du génie de l'homme » (1).

M. Le Fur — qui écrivait ces lignes avant le Traité de Paix — estimait cependant que si les représailles étaient interdites, des réparations étaient nécessaires : d'après lui, les plus belles toiles de leurs musées devaient nous revenir pour répondre de nos églises saccagées, leurs plus beaux vitraux devaient remplacer les nôtres, et leurs livres les plus rares, venir enrichir la bibliothèque de Louvain.

Nous verrons plus loin, qu'hélas! il n'en a rien été.

D'ailleurs, comment pouvait-on songer à une répression sérieuse par le Traité de Paix ou le Tribunal de la Société des Nations, des faits de spoliation et de destruction d'œuvres artistiques, alors que le « Seigneur de la guerre », l'Empereur Guillaume II, était tranquillement laissé en paix?

Or, non seulement les Conventions de La Haye autorisaient sa mise en accusation comme chef responsable de son armée, mais encore une stipulation formelle du Traité de Versailles!

Comment se plaindre de l'inefficacité du Droit des

(1) LE FUR, *Des Représailles en temps de guerre, Représailles et Réparations* (Paris, 1919), in-8°, page 116.

Gens, en temps de guerre, alors que, la paix signée, ce même Droit des Gens a été foulé aux pieds, et les sanctions qu'on pouvait prendre, jetées aux oubliettes?...

Il est vrai que la Société des Nations a créé solennellement, le 16 décembre 1920, la COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE.

Mais le premier devoir de cette Cour n'était-il pas de faire appliquer et les Conventions de La Haye, et le Traité de Versailles, en punissant les coupables et même les nations coupables par un jugement répressif d'autant plus solennel qu'il eût été, pour la première fois, international?

Il fallait un châtiment exemplaire, qui eût frappé l'imagination des générations futures. Au lieu de cela, Guillaume II jouit d'une retraite paisible et d'une vieillesse pleine de douceur et de sérénité, et l'Allemagne, non pas divisée (*divide ut imperes*), mais reconstituée en Reich, est plus insolente et plus menaçante que jamais!

Nous avons tout fait pour que le Droit des Gens soit demain plus violé encore, si possible, qu'il ne l'a été hier.

Aussi, peut-on ajouter aux Conventions de La Haye, tous les articles imaginables : ils ne serviront à rien, à notre avis, si d'autres sanctions, autrement efficaces, ne sont prévues pour l'avenir.

Nous avons eu l'occasion, après la guerre, de rendre aux Déclarations de La Haye toute leur force, en en appliquant rigoureusement les dispositions.

Nous n'en avons rien fait et, comme on ne l'a, hélas! que trop répété, après avoir gagné la guerre, nous avons perdu la paix!...

3° Une troisième cause de la faillite des Conventions de La Haye est *l'attitude inqualifiable des pays neutres*.

A) Théoriquement, ceux-ci sont tout à fait dans la situation de quelqu'un qui verrait un assassin se précipiter sur un passant et qui regarderait, tranquillement, en se croisant les bras, les phases du drame, en attendant, avec curiosité, quelle serait son issue et se demandant lequel des deux l'emportera : de l'agresseur ou de sa victime?

Une guerre n'est jamais légitime de part et d'autre.

Dans toute guerre, il y a toujours le peuple qui a déclanché la guerre et le peuple qui la subit; comme dans tout assassinat il y a un agresseur et une victime; et dans tout vol, un voleur et un volé.

La neutralité doit donc être condamnée par le monde international, car elle se rend, par omission, complice de l'agresseur coupable.

Que dire de l'attitude de la Hollande et des Pays scandinaves pendant la violation et l'égorgement de la Belgique?

Devant cette agression (que l'Allemagne elle-même reconnaissait comme violant le Droit des Gens), il fallait que les neutres répondent par une sanction immédiate : fermeture complète des frontières empêchant tout ravitaillement de l'Allemagne.

Cette sanction d'ordre économique était la moindre qu'on fût en droit d'espérer des pays neutres.

Or, on sait que c'est le contraire qui arriva!

B) D'ailleurs, lorsqu'on parle de neutralité, on emploie un mot qui sonne complètement faux, car il recouvre une chose *inexistante* en fait. « Celui qui n'est pas pour moi est contre moi », a dit le Christ.

Cette parole s'applique admirablement à la politique des Etats neutres.

Pratiquement, la neutralité n'existe pas et n'a jamais existé pendant la guerre.

Ne rien faire contre l'Allemagne, c'était encore travailler pour elle : la Hollande, en continuant à ravitailler les Allemands en charbon, blé, vivres et produits de toute sorte, ne lui fournissait-elle pas ainsi les moyens indispensables qui lui permettaient de continuer leur guerre atroce ? Était-elle donc complice ou non ?

L'Espagne, qui donnait asile aux sous-marins allemands et les ravitaillait en vivres et en essence, ne se rendait-elle pas également complice de l'inqualifiable guerre sous-marine allemande ?

Le Danemark, qui laissait publier par ses journaux — nous l'avons vu — la vente d'objets d'art et de meubles volés en France et en Belgique, ne se rendait-il pas complice de ces vols en patronnant leur mise en vente et en favorisant l'écoulement des objets volés ?

Non, la neutralité n'est qu'un mot qui devrait disparaître de notre dictionnaire international.

D'ailleurs, certains ressortissants neutres ont tellement senti la carence de leurs gouvernements respectifs qu'ils sont venus s'engager en foule dans notre Légion étrangère, pour servir la cause du bon droit, et beaucoup ont payé de leur vie la défense de cet idéal.

PARAGRAPHE 2

Depuis la Grande Guerre

Nous venons d'examiner les causes pour lesquelles les moyens de protection, en matière d'objets et monuments d'art, s'étaient révélés inexistants au cours de la grande conflagration de 1914-1918.

Si les désastres de la guerre, au point de vue

artistique, n'ont pas été plus considérables encore, c'est incontestablement parce que l'Allemagne, vaincue et en révolution, n'a pas eu l'occasion de détruire davantage et n'a pas eu le temps de faire main basse sur un butin de choix. D'ailleurs, les Allemands n'avaient pas hésité à miner certains de nos édifices, et seule l'arrivée de nos troupes victorieuses les a empêchés de mettre leurs projets à exécution.

En étudiant les causes de carence des dispositions actuelles du Droit des Gens en temps de guerre, nous avons, par là même, esquissé déjà certains remèdes que nous estimons y devoir être apportés et sur lesquels nous reviendrons.

Mais ce qu'il importe d'abord de passer en revue rapidement, ce sont les efforts qui ont été faits, depuis l'hallucinant cauchemar de la dernière guerre, pour en empêcher désormais le retour avec son cortège de désastres.

Tant l'initiative de certains groupements d'archéologues ou d'artistes, que le projet de Règlement élaboré par une Commission de Juristes, enfin et surtout que la Société des Nations elle-même, ont essayé de lutter pour protéger, plus efficacement que par le passé, l'humanité des horreurs de la guerre, et les arts des destructions qu'elle entraîne.

1° *Les Archéologues*

Une tentative remarquablement intéressante a été faite par la Société Néerlandaise d'Archéologie de La Haye, dès avril 1918, c'est dire alors que la guerre sévissait encore dans toute son horreur.

Devant la carence absolue des moyens de protection des œuvres d'art en temps de guerre, cette Société a adressé une requête à la Reine des Pays-Bas, demandant que le Gouvernement Néerlandais

convoque une conférence des représentants, sinon de tous les Etats, — chose impossible à cause de la guerre — au moins des Etats neutres, pour permettre de mettre à l'abri du danger de la guerre les objets historiques et artistiques.

A la suite de cette requête, ladite Société a élaboré un *Projet de questionnaire relatif à la Protection des œuvres d'art en temps de guerre*, questionnaire qu'elle a envoyé le 15 mai 1919, accompagné d'un *Mémoire explicatif*, à toutes les Associations artistiques étrangères.

Nous croyons très intéressant de reproduire ce Questionnaire *in extenso*:

« 1° Quel a été l'effet pratique, durant la guerre mondiale, des dispositions relatives à la protection des œuvres d'art, contenues dans les conventions de la première et deuxième Conférences de la Paix? (art. 23 al. 1. sous g., 27, 28, 43, 47 et 56 du Règlement concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre; art. 5 et 7 de la Convention concernant le bombardement par des forces navales en temps de guerre.)

2° Les résultats ont-ils répondu à ce qu'on attendait et, dans le cas contraire, en quoi consiste leur insuffisance? Cette insuffisance s'explique-t-elle par des difficultés qu'aurait éprouvées l'assaillant à observer lesdites dispositions du traité, ou bien par des difficultés analogues rencontrées par la défense, et qu'est-il advenu, à cet égard, lors des mouvements de retraite? Peut-on signaler sur ce point, au cours de la guerre, quelque amélioration?

3° Quel a été l'effet pratique, durant la guerre mondiale, notamment des mesures de précautions concernant, d'une part, les œuvres d'art transportables (peintures, etc.) et, d'autre part, les objets de valeur artistique non transportables, mais pourtant

susceptibles d'être protégés (statues, etc.) ? Peut-on signaler sur ce point, au cours de la guerre, quelque amélioration ?

4° Une convention internationale améliorée doit-elle contenir aussi des dispositions réglant pendant la mobilisation la protection des œuvres d'art désignées au paragraphe 3, ou est-il préférable de laisser aux Etats contractants, eux-mêmes, le soin d'une pareille réglementation ? Dans ce dernier cas, convient-il que les Etats contractants se communiquent réciproquement, et communiquent aussi, sur leur demande, aux personnes et institutions que la chose intéresse, leurs mesures nationales de mobilisation, pour autant que le permettent les considérations militaires ?

5° Le règlement international amélioré doit-il étendre la protection à tous les chefs-d'œuvre d'architecture (monuments), ou bien la technique militaire exige-t-elle que la protection reste limitée à un nombre restreint d'édifices (monuments) d'un intérêt majeur ? Dans ce dernier cas, est-il suffisant que le règlement amélioré s'en tienne, comme c'est le cas jusqu'ici, à des prescriptions générales qui n'entrent en somme en application qu'en temps de guerre, ou est-il préférable de préparer, déjà en temps de paix, la protection, au moyen de règles de mobilisation ? Y a-t-il lieu, dans ce dernier cas, d'engager les Etats contractants à établir collectivement, par exemple par l'intermédiaire d'un bureau international à créer, un état, que l'on rendrait public, des édifices (monuments) qui, ainsi que leur entourage immédiat — où, même en temps de paix, il serait interdit d'installer des ouvrages militaires, — devraient être épargnés par l'assaillant ou l'armée en retraite, aussi bien en pays étranger que sur le territoire national, et ne pourraient être employés par la défense à aucune fin

militaire? Est-il encore possible de dresser un pareil état en temps de guerre, et, outre cet état, doit-on encore rendre obligatoire l'emploi d'un signe pour faire reconnaître les édifices (monuments)? L'inviolabilité (neutralisation) d'un édifice peut-elle être abrogée unilatéralement soit par l'assaillant, soit par la défense ou l'armée en retraite, par exemple, par mesure de représailles? Dans ce cas, de quelle manière cette abrogation doit-elle s'effectuer?

6° Si l'inviolabilité visée au § 5, d'édifices déterminés se heurtait dans des cas particuliers à des obstacles, par exemple par suite du très grand nombre et de l'agglomération des édifices (monuments) à protéger, ce qui empêcherait en fait le bombardement d'une ville défendue, — tandis que d'autre part le monde entier aurait à la conservation de la ville en question un intérêt tellement grand que l'on estimerait même insuffisant de se borner à faire figurer sur l'état quelques-uns seulement de ces édifices (monuments) — ne serait-il pas possible de s'entendre pour démilitariser dans toute leur étendue et rendre inviolables (neutraliser) aux conditions indiquées au § 5, les quelques villes dont il s'agit, par exemple Bruges, Florence, Nuremberg, Oxford, la Cité de Paris, Rome, Rothenburg, Venise? L'inviolabilité d'une telle « franchise » pourrait-elle être abrogée unilatéralement, de la manière indiquée dans le § 5?

7° L'inviolabilité d'édifices (monuments) ou de villes entières (§ 5 et 6), abstraction faite de l'éventualité où elle serait unilatéralement abrogée, doit-elle être prescrite d'une manière absolue, ou bien en raison des exigences de la technique militaire, — canons à très longue portée et à tir peu précis, bombardement par avions, etc... — y a-t-il lieu d'admet-

tre la réserve suivante : « pour autant que le comporte la technique militaire » ?

8° L'inviolabilité d'édifices (monuments) ou de villes entières (§ 5 et 6) est-elle possible sans un contrôle ayant la confiance des deux parties? Un tel contrôle peut-il être réalisé sans que des neutres en soient chargés? Si la réponse est négative, ne serait-il pas possible de préparer le contrôle déjà en temps de paix, par exemple en dressant une liste de personnes de confiance qui seraient disposées à assumer ce mandat international et devraient peut-être à cette fin être assermentées?

9° Pour les très nombreuses œuvres d'art qui ne rentrent pas dans les § 5 et 6, et dont par conséquent la protection devrait être réglée exclusivement par les dispositions de traité indiquées au § 1, y a-t-il lieu d'établir des mesures de précaution particulières, en modifiant ces dispositions? Serait-il désirable notamment d'avoir aussi des prescriptions pour la protection des œuvres d'art pendant la traversée ou l'occupation du territoire ennemi? Y a-t-il lieu de fixer d'avance la nature du signe distinctif, et ce signe doit-il être tenu pour la condition *sine qua non* de l'inviolabilité?

10° Doit-on faire une obligation à l'envahisseur ou à l'occupant de prendre soin d'une manière positive des œuvres d'art, notamment en ce qui concerne les mesures de précaution temporaires que nécessitent les dommages de guerre subis? Le soin des édifices doit-il se borner à des mesures de conservation, et toute restauration plus importante doit-elle être expressément exclue? Y a-t-il lieu de faire une obligation à l'envahisseur et à l'occupant de favoriser autant que possible toutes les mesures que prennent

les autorités du pays en vue de la protection des œuvres d'art?

11° Est-il désirable de frapper d'une sanction pénale spéciale la violation des règles à établir et le jugement en cette matière devra-t-il être prononcé par un juge international ou par un juge national?

12° Dans le cas où l'interprétation ou l'application des nouvelles dispositions de traité donneraient lieu à un différend, doit-on rendre obligatoire que le différend soit tranché par un tribunal d'arbitrage ou par une commission d'enquête?

13° D'après quels principes généraux les dispositions de traité énumérées au § 1 pourraient-elles être améliorées, ou d'autres mesures être prises, dans le cas où les mesures indiquées aux § 4 et 12 ne paraîtraient pas susceptibles d'être réalisées? »

— Quelle a été la suite donnée à cette hardie tentative d'accord artistique international pour la protection des chefs-d'œuvre?

Si les questions étaient intéressantes, les réponses l'ont été bien plus encore; car elles peignent admirablement les mentalités des différents peuples au lendemain de la guerre, c'est-à-dire à une époque où les impressions encore toutes fraîches et les blessures encore béantes faisaient saigner les cœurs et les lèvres.

Autant il serait fastidieux, et d'ailleurs inutile, de reprendre, question par question, les réponses de tous les groupements qui ont répondu à ce questionnaire, autant il est, croyons-nous, intéressant de résumer, par nationalité, le sens général de ces réponses.

Nous devons à l'amabilité de la Société Néerlan-

daise d'Archéologie de pouvoir donner ici quelques extraits de ces documents complètement inédits (1).

17 réponses sont parvenues à La Haye : 4 d'Allemagne, 3 de France, 3 de Belgique, 2 d'Angleterre, 2 des Etats-Unis, 1 de Suisse, 1 d'Irlande et 1 de Finlande.

1° Les réponses venant d'Allemagne renvoient généralement à l'ouvrage de CLEMEN (2) et celui-ci a répondu d'ailleurs très longuement à tous les points du questionnaire (3).

Ces réponses allemandes, extrêmement touffues, ont malheureusement pour but, bien moins de s'occuper de la protection des œuvres d'art dans les guerres futures, que de justifier les injustifiables destructions qui ont soulevé d'indignation tous les peuples civilisés; les Allemands ont saisi avec empressement l'occasion qui leur était offerte, et, sous le prétexte de ce questionnaire, ont rédigé un plaidoyer « *pro domo* ».

Ils sont, bien entendu, innocents de la barbarie dont on les accuse! Ils n'ont rien détruit que pour des buts militaires, et s'ils déplorent, comme artistes, les destructions, comme Allemands ils sont obligés

(1) Documents originaux du *Nederlandsche Oudheidkundige Bond*, de La Haye, obligeamment communiqués à la Bibliothèque Nationale, à Paris.

(2) PAUL CLEMEN, *Kunstschutz im Kriege* (Verlag von E. A. Seemann, Leipzig, 1919), 2 vol.

(3) Clemen, à son tour, renvoie à d'autres auteurs, notamment :

- a) CORNELIUS GURLITT, *Der Schutz der Kunstdenkmäler im Kriege* (Berlin, Zirkel verlag, 1916).
- b) ERNST ZITELMANN, *Der Krieg und die Denkmalpflege*, dans la *Zeitschrift für Völkerrecht* (décembre 1916).
- d) FERDINAND VETTER, *Friede dem Kunstwerk* (Olten, verlag von Trösch, 1917).

de les trouver parfaitement légitimes et nécessitées par les lois de la guerre.....

Nous nous garderons bien d'entrer en discussion avec eux à ce sujet, et nous bornons à traduire simplement la conclusion pleine d'humour de la réponse, à La Haye, de l'*American scenic and historic Preservation Society* de New-York : « Quand ceux qui ont détruit avec une telle désinvolture tant de souvenirs précieux du passé, se démènent pour justifier leur conduite par l'une ou l'autre excuse, ils montrent eux-mêmes que leur conscience est troublée, et ils illustrent ce vieil adage : Qui s'excuse s'accuse!... »

Cette cinglante remarque nous dispense de tout commentaire quant aux réponses venues d'Allemagne.

Nous tenons cependant à épingler deux de leurs observations, particulièrement dignes d'intérêt pour nous.

La première, c'est que M. Clemen, dans son ouvrage cité, reconnaît que les Allemands avaient l'intention, après leur victoire, de regrouper chez eux la portion principale du fameux polyptique de Van Eyck, *l'Agneau Mystique*, dont ils n'avaient à Berlin que 2 volets sur 16.

Le sort des armes en a, heureusement, disposé autrement.

Mais, au point de vue artistique, comme au point de vue juridique, c'eût été une faute; car, en matière d'art comme en matière de droit, l'accessoire doit suivre le principal, et non le principal suivre l'accessoire.....

Une deuxième observation, est, au contraire, fort juste : les Allemands se déclarent adversaires d'une zone de protection autour des monuments ou des villes d'art, parce que, en cas de retraite, les troupes

belligérantes auraient soin de courir se mettre à l'abri dans ces lieux neutralisés; ceux-ci immédiatement, cesseraient de l'être — par le fait même qu'ils deviendraient un refuge militaire, — et les monuments d'art, au lieu d'être protégés, seraient au contraire particulièrement exposés à la destruction : le but atteint serait donc diamétralement opposé au but poursuivi!

2° Les réponses de France et de Belgique peuvent être groupées, car elles émanent des mêmes victimes, et leur écho rend le même son de douloureux scepticisme.

Voici ce que répond, en Juillet 1919, la Commission des Antiquités et des Arts de Seine-et-Oise :

« ... Quelles que soient les mesures prises, elles demeureront, dans l'avenir, aussi inopérantes que celles actuellement en vigueur le furent dans un passé récent : *la valeur d'un engagement pris est en fonction de la façon dont il est observé.*

Or, ce qui s'est passé depuis 1914 prouve qu'en face d'un ennemi sans honneur bien déterminé à violer tous les droits et tous les engagements, les dispositions prises à la Conférence de La Haye — qui eussent suffi si les adversaires en présence avaient usé de la même loyauté — ont été inefficaces...

La seule réponse qu'un homme qui a le grand, le très grand honneur d'être Français, est celle-ci :

Allez, Monsieur le Président, visiter Reims, et Arras, et Soissons et Coucy, et cent autres lieux dont il ne reste plus que des pierres en morceaux informes, autour desquels brillent pour toujours les rayons de la même gloire que la gloire qui auréole le front des martyrs, et vous serez édifiés sur les

cas que les Allemands font des conventions et des accords qu'ils s'étaient engagés à respecter. »

A cette fière réponse, nous tenons à joindre celles de deux Sociétés belges.

Voici l'admirable réponse de l'Académie Royale d'Archéologie d'Anvers, en date du 6 Mai 1920 :

« Monsieur le Président,

Dans sa dernière séance, l'Académie a émis l'opinion qu'il n'y avait pas lieu de répondre au questionnaire que vous avez bien voulu lui envoyer, parce qu'elle estime que ce serait faire œuvre inutile.

Tant qu'on aura à faire avec des peuples de mauvaise foi, tels les Allemands, qui ne reculent devant aucun crime; qui érigent le mensonge et la calomnie en système habituel, et qui ne tiennent aucun compte de la parole donnée ou des engagements les plus sacrés, il ne servira à rien de conclure de nouvelles conventions.

Celles-ci seraient violées comme l'ont été les traités solennels qui protégeaient la Belgique.

Si vous aviez été engagés, comme les Belges, dans la lutte effroyable qui a ravagé le monde, vous partageriez certainement notre sentiment.

Veillez agréer, etc... »

D'autre part, nous extrayons ces lignes de la crâne réponse de M. le Chanoine van den Gheyn, l'archéologue bien connu, Président de la Société d'Histoire et d'Archéologie de Gand, grâce à l'initiative duquel les volets du polyptique de Van Eyck ont fait retour à la Cathédrale de Saint-Bavon.

Voici quelques passages de sa lettre du 9 Avril 1920 :

« Monsieur le Secrétaire,

Quand au mois de mai 1919 nous parvint votre questionnaire, la Société d'Histoire et d'Archéologie en prit connaissance dans son assemblée générale du mois de juin, mais tous nos membres furent unanimes à louer sans doute vos efforts, mais à les juger inutiles. Il faut avoir vécu la guerre comme nous l'avons vécue en Flandre, pour se convaincre que l'art et l'archéologie n'ont pire ennemi que la guerre, et qu'il n'est nul remède contre ce fléau, quand il s'abat sur une contrée.

Les Allemands, en effet, se sont conduits chez nous comme de vrais Vandales, et les protestations que nous faisons valoir en maintes occasions étaient universellement accueillies par les mêmes mots : « *Es ist Krieg!* »

Dès le début des hostilités, la Société d'Archéologie de Gand a fait des démarches près des autorités allemandes pour obtenir la protection des célèbres Halles d'Ypres, monument unique au monde. Elles ont été accueillies par une fin de non-recevoir. L'on sait d'ailleurs comment ces Halles ont été traitées, et comment dans leurs journaux les Allemands eux-mêmes, à propos de la destruction méthodique de cet admirable monument, ont vanté la sûreté de leur tir d'artillerie.

... En 1918, quand l'armée allemande, en Octobre, battait en retraite, plus de quarante églises furent, aux environs de Gand, ou totalement ou partiellement dynamitées, sous prétexte que les tours pourraient devenir des postes d'observation. Et c'est ainsi qu'ont été détruites, sans raison aucune, plusieurs églises du XIV^e et XV^e siècle, dans des villages où il n'y eut pas le moindre combat et par où ne sont jamais passées les troupes des puissances alliées...

C'est du haut de la tour de l'église Saint-Jacques, de l'époque romane et gothique, que, huit jours durant, ils dirigèrent le feu des batteries installées au centre de la ville et dirigées contre les Belges et Anglais qui se trouvaient aux portes de Gand.

Je pourrais multiplier à l'infini le récit des actes de vandalisme commis par l'armée allemande. Mais à quoi bon ? Je vous les signale pour prouver qu'une armée ne s'arrête devant aucune considération, quand elle juge telle ou telle mesure utile ou nécessaire pour vaincre.

D'ailleurs, pendant ces époques troublées, on se préoccupe peu de la légalité, car c'est le droit du plus fort qui entre seul en ligne de compte. »

3° Les Etats-Unis font entendre une voix analogue.

Nous avons déjà cité une partie de la réponse de « *The American Scenic and Historic Preservation Society* ». Nous ne résistons pas au plaisir d'en traduire un autre passage :

« La première conclusion à tirer de la guerre mondiale, à ce sujet, est que toute Convention préalable pour l'immunité des objets d'art, églises, musées, etc., est futile dans une guerre où l'un des belligérants viole toutes les conventions, et va jusqu'à déchirer les traités et envahir les pays neutres, pour arriver à ses fins. Un ennemi qui n'a pas de scrupule quand il tue des non-combattants, n'aura pas davantage de scrupule quand il s'agira seulement de détruire des choses inanimées, même sans but militaire. »

4° L'Angleterre, l'Irlande et la Finlande se sont bornées à approuver l'initiative de la Société d'Archéologie de La Haye.

5° Quant à la Suisse, sous la signature du pro-

fesseur Dr Vetter, elle a répondu, avec une surabondance de détails, à toutes les questions posées.

Placée entre les affirmations cyniques de l'Allemagne — qui déclare que toutes les destructions, œuvre de ses armées, ont été imposées par les nécessités militaires — et les énergiques dénégations des peuples martyrs, la Suisse, qui n'a rien connu de la guerre, tâche de tenir une balance égale, et prétend sauver les monuments à coup de lois, de règlements, de conventions et de traités.

On ne peut s'arrêter à ce généreux verbiage de stratèges en chambre calfeutrée ! Ceux-là seuls qui ont vécu la guerre savent à quoi s'en tenir sur la valeur des « chiffons de papier » sous une rafale d'obus...

— L'heureuse initiative privée des membres de la Société d'Archéologie de La Haye n'a guère donné, hélas ! de résultats pratiques officiellement consacrés par les différentes Nations.

Mais elle a cependant attiré l'attention sur la nécessité de prévoir, *dès le temps de paix*, le sauvetage des œuvres et monuments d'art en cas de guerre.

En France, nous avons été tellement pris au dépourvu que c'est en 1917 seulement, c'est-à-dire trois ans après le début des hostilités, que le Ministère des Beaux-Arts a pris des dispositions officielles pour le sauvetage des œuvres d'art dans les régions menacées.

Alors, mais alors seulement, tout un service spécial a été créé pour assurer la protection sur place ou l'enlèvement des œuvres d'art susceptibles d'être atteintes par l'ennemi.

L'Administration des Beaux-Arts a choisi les Officiers parmi les artistes mobilisés (peintres, sculpteurs ou architectes) tandis que le Ministre de la

Guerre a procuré le personnel subalterne et les moyens matériels : appareils de levage, sacs de terre, coffrages, camions, etc...

Et c'est ainsi qu'au 15 Juin 1918, on avait retiré de la zone dangereuse plus de 10.000 objets de toute nature, appartenant aux musées, aux églises, aux particuliers, etc... (1).

De son côté, l'Italie, après le bombardement de Venise et la perte du plafond de Tiepolo, a pris également des mesures sévères de déménagement et de protection pour ses innombrables richesses artistiques.

Mais n'est-il pas navrant de constater que, pendant la guerre, ce sont les sacs de terre, et non les Conventions de La Haye, qui ont sauvé nos monuments d'art !

2° *La Commission des Juristes*

C'est à dessein que nous n'avons pas cité parmi les moyens de protection résultant du droit écrit, les articles des Conventions de La Haye relatives aux bombardements aériens.

En effet, aucun de ces articles ne vise spécialement la protection des œuvres ou monuments d'art.

Cependant, comme ces bombardements ont causé des dégâts nombreux et en causeraient, demain, de plus considérables encore, nous estimons nécessaire d'en dire un mot ici.

Quelle était la réglementation à la veille de la Guerre ?

Quelle est celle en vigueur aujourd'hui ?

(1) HONORÉ (F.), *Le sauvetage des œuvres d'art dans les régions menacées* (*L'Illustration*, 15 juin 1918), page 584 et suivantes.

A) *En 1914 :*

En 1914, les bombardements aériens étaient théoriquement interdits par la Déclaration de La Haye du 18 Octobre 1907, qui stipulait que cette interdiction devait rester en vigueur jusqu'à la réunion de la 3^e Conférence de la Paix (1915).

En effet, l'article 25 du *Règlement sur les lois et coutumes de la guerre* interdisait « de bombarder, par quelque moyen que ce soit, les villes, villages, habitations ou bâtiments qui ne sont pas défendus ».

Cet article avait déjà été approuvé en 1899 par toutes les Puissances, et en 1907, la France y avait simplement fait ajouter les mots « par quelque moyen que ce soit ».

Il résulte de ce texte, à *contrario*, que le bombardement était licite sur les villes défendues, et que la destruction du Louvre par avions allemands eût été en parfait accord avec les Conventions de La Haye, Paris étant une ville fortifiée.

On sait que les Allemands ont largement profité de la permission.

Il est cependant indispensable de noter que, si l'interdiction absolue de la guerre aérienne avait été votée à nouveau en 1907, elle ne l'avait été cette fois que par 29 voix contre 8 et 7 abstentions; il en résultait donc que, malgré ce vote platonique, les peuples gardaient le droit de se livrer à la guerre aérienne, « à raison de cette grande loi que dans une conférence diplomatique, les votes se prennent, non à la majorité, mais à l'unanimité » (1).

Cependant, autorisée ou non en droit, la guerre aérienne était tenue de respecter les monuments et

(1) DE LA PRADELLE, *La Guerre aérienne et le Droit* (Correspondant, 25 mai 1918), page 590.

œuvres d'art en vertu de l'article 27 de l'Annexe à la 4^e Convention de 1907 du Règlement de La Haye, déjà cité par nous antérieurement.

Article 27. — « Dans les sièges et bombardements, toutes les mesures nécessaires doivent être prises pour épargner, autant que possible, les édifices consacrés aux arts... les monuments historiques... à condition qu'ils ne soient pas employés à un but militaire... Le devoir des assiégés est de désigner ces édifices... par des signes visibles spéciaux qui seront notifiés à l'assiégeant. »

Hélas, combien tous ces vœux et souhaits étaient beaux sur le papier!

Mais ce serait le moment de répéter le mot cinglant de M. Pillet disant que ces Conférences « n'ont abouti à rien du tout, et ne nous ont légué qu'un fatras de vœux candides autant qu'inutiles... » (1).

B) *Depuis 1914 :*

Il a paru indispensable d'édicter des règles plus adéquates au danger aérien, devenu aujourd'hui bien plus redoutable encore qu'il y a vingt ans!

La *Conférence de Washington* s'en est occupée, en 1922-1923, et a institué une Commission de Juristes qui a élaboré, à La Haye, un projet de *Règlement* concernant la guerre aérienne, dont nous résumons ci-dessous la teneur (2) :

Article 22. — Le bombardement par intimidation ou destruction sans but militaire est interdit.

(1) PILLET, *La Guerre actuelle et le Droit des Gens* (*Revue Générale de Droit International Public*, Paris, 1916), page 8.

(2) *Report of the Commission of Jurists* (The Hague, 1923), page 285.

Article 23. — Le bombardement par intimidation, pour obtenir réquisitions ou contributions, est interdit.

Article 24. — § 1. Le bombardement est légitime seulement dans un but militaire.

§ 2. Il doit être dirigé uniquement sur forces ou établissements militaires.

§ 3. Il est interdit sur toutes habitations, sauf si elles se trouvent dans le voisinage immédiat des opérations.

Si le bombardement doit causer des dommages à la population civile, il faut s'en abstenir.

§ 4. Il est cependant légitime, même dans le cas précédent, s'il y a des forces militaires considérables au milieu des civils.

§ 5. Obligation de réparer les dommages aux personnes et aux propriétés.

Cette Commission de Juristes a proposé de signaler les édifices consacrés aux cultes, aux arts, etc., par des signes visibles aux aéronefs (panneau rectangulaire partagé en deux triangles, l'un blanc, l'autre noir).

Remarquons, en passant, que l'idée de protéger les monuments et musées par des panneaux n'est pas neuve, puisqu'elle avait déjà été prescrite par l'art. 5 de la 9^e Convention de La Haye, en 1907, convention relative aux bombardements par forces navales.

De plus, elle a voulu rendre plus efficace cette protection, de manière à protéger les monuments ci-dessus, même pendant les raids de nuit.

Sur la proposition de la Délégation italienne (1), elle a rédigé l'article suivant :

Article 26. — « Les règles spéciales suivantes sont adoptées, pour permettre aux Etats d'assurer une protection plus efficace aux monuments d'une grande valeur historique situés sur leur territoire....

1° Un Etat aura la faculté, s'il le juge convenable, d'établir une aire de protection autour des monuments de ce genre situés sur son territoire. En temps de guerre, ces zones seront à l'abri du bombardement....

3° L'aire de protection peut comprendre, outre l'espace occupé par le monument ou le groupe de monuments, une zone environnante d'une longueur ne dépassant pas 500 mètres, à partir de la périphérie dudit espace. »

La Commission des Juristes impose aux Etats qui désireraient recourir à ces mesures de protection, l'obligation de le notifier, dès le temps de paix, aux autres puissances par voie diplomatique.

Réciproquement, cet Etat devra s'abstenir de faire servir ces monuments protégés à aucun but militaire, et une Commission de surveillance, composée de trois représentants de pays neutres, sera nommée pour veiller à la stricte observation de l'interdiction d'utiliser ces monuments à des fins militaires (2).

Malheureusement, ces règles, si humanitaires, ne

(1) *Rivista di diritto internazionale* (1923, fascicules I, II), page 72.

(2) BOURUET, *Les Bombardements aériens* (Paris, 1923), in-8°, page 36.

furent ratifiées par aucune nation, et le Règlement de la Commission des Juristes reste un vaillant, mais décevant, coup d'épée dans l'eau.

Et la raison, hélas ! en est trop facile à deviner : c'est que l'arme de l'aviation est devenue tellement redoutable qu'elle est aujourd'hui l'espoir de tous les Etats comme étant l'arme suprême de destruction ! (1).

Certes, l'initiative de la Conférence de Washington était fort louable, et le projet de réglementation de la Commission des Juristes limitait au minimum les dangers à courir pour les objets et monuments d'art.

Mais ce Règlement, en supposant même qu'il soit adopté un jour, dans la pratique, resterait très certainement lettre morte.

Une escadrille d'avions venant, de nuit, bombarder Paris, ne saura jamais si elle est à 500 mètres du Louvre, de Notre-Dame ou de la Sainte Chapelle, et, le saurait-elle, ce n'est pas le lointain et hypothétique « contrôle des neutres » qui l'empêchera jamais de laisser tomber ses bombes sur la Ville, objet à la fois de sa convoitise et de sa haine...

Ne pourrait-on même se demander si la signalisation préconisée par les Juristes, en supposant qu'elle soit réalisable, ne donnerait pas à l'ennemi de précieux points de repère ?

Cette proposition rappelle assez sensiblement celle qui avait été faite dès avant la guerre par le Professeur Pillet.

Celui-ci avait proposé de considérer dorénavant

(1) ROYSE, *Aerial Bombardement and the International regulation of Warfare* (New-York, 1928), in-8°, page 236.

les ouvrages d'art comme *fictivement détruits* (1).

Cette séduisante proposition sauvegardait évidemment tous les monuments artistiques et historiques.

Elle n'avait qu'un défaut : c'est d'avoir été rédigée par un juriste très distingué dans le calme et le silence de son cabinet de travail.

Malheureusement, elle est complètement utopique, car aucune troupe en retraite ne regardera jamais comme sacré un pont, quelque historique qu'il soit, si elle a intérêt à le faire sauter derrière elle.

De même aucune troupe victorieuse ne consentira à retarder sa poursuite en refusant de passer sur un pont historique fictivement détruit, ce qui l'obligerait de passer la rivière à la nage ou d'attendre l'arrivée d'un équipage de ponts...

3° *La Société des Nations*

La Société des Nations a fait à cet égard, depuis sa création, de très louables tentatives que nous tenons à résumer ci-dessous :

Le *Protocole de Genève*, en 1924, proposa l'arbitrage pour tous les différends.

Malheureusement, accepté à l'unanimité par l'Assemblée de la Société des Nations en Septembre 1924, il fut abandonné en Mars 1925.

C'était trop beau! (2)

Le *Pacte de Paris* (Briand-Kellogg), en 1928, interdit le recours à la Guerre comme instrument de politique nationale : c'est « la guerre hors la loi », magnifique proclamation dont M. de La Pradelle a

(1) PILLET, *Les Lois actuelles de la guerre* (Paris, 1898), in-8°, § 179.

(2) LE FUR, *Précis de Droit International Public* (Paris, 1933), in-8°, page 285.

pu dire : « Voilà le texte sur lequel repose, à l'heure actuelle, la plus grande espérance pacifique du monde » (1).

Il y manque, hélas, une fois de plus, cet élément capital : la sanction !

Enfin, une convention a été établie, en 1931, et signée en 1932, intitulée : « *Convention générale en vue de développer les moyens de prévenir la guerre* » (2).

Tout cela est fort intéressant à signaler, mais, hélas, *pratiquement*, quels résultats peuvent donner toutes ces signatures quand, dans leur for intérieur, les Nations sont bien décidées à les renier à la première occasion ?

Les causes des guerres sont plus profondes qu'on ne le croit.

Certes, des causes soit économiques, soit sociales, soit même politiques, naîtront toujours tant que le monde existera ; mais elles peuvent être toutes réglées pacifiquement, à condition que s'unissent farouchement toutes les énergies du monde civilisé.

Ce ne sont pas ces causes-là qui sont le plus à redouter, mais bien plus les causes psychologiques : c'est l'esprit du peuple qu'il faut impérieusement arriver à modifier, et il le sera le jour où l'élite saura éclairer les masses en fortifiant l'esprit national par la juxtaposition d'un esprit international : il faut que les peuples apprennent à mieux se connaître pour moins s'entretuer !

En attendant, l'arbitrage obligatoire — obligatoire

(1) DE LA PRADELLE, *Les Principes généraux de Droit International. Conférences* (Paris, 1930), 16^e leçon, page 3.

(2) PHILIPSE, *Le développement des moyens de prévenir la guerre. (Revue de Droit International et de Législation comparée, 1932, page 664 et suivantes.)*

sous peine de terribles sanctions — est le moyen le plus sûr de prévenir la guerre, puisqu'il résoud le différend par le droit au lieu de le trancher par la force.

Comme l'humanité n'est pas composée de purs esprits, toutes les considérations philosophiques, quelque grande que soit leur valeur, ont besoin d'être solidement étayées de textes de lois qui brandissent elles-mêmes des sanctions.

Dans un magnifique élan, aussi magnifique que platonique, les peuples ont proclamé récemment « la guerre hors la loi »...

Malheureusement, on n'a oublié qu'une chose, ce sont les moyens coërcitifs pour la mettre hors la loi!

Le monde, comme l'enfer, est pavé de bonnes intentions; mais celles-ci restent lettre morte le jour où l'intérêt vient étouffer la conscience.

Il faut donc un moyen efficace pour mettre la guerre effectivement hors la loi : ce moyen, c'est de faire souscrire à toutes les Nations un pacte solennel *d'arbitrage obligatoire*, accompagné de sanctions telles que l'intérêt des peuples sera de s'y soumettre plutôt que de risquer de passer outre.

Ces sanctions seraient appliquées collectivement par toutes les nations civilisées, et seraient d'ordre économique d'abord, et militaire ensuite : ce serait la « guerre collective d'exécution forcée », ainsi que l'a justement appelée M. Le Fur (1).

Sans l'adhésion à ce principe bardé de menaces, tout espoir de paix perpétuelle doit être immédiatement écarté.

On se rappelle, d'ailleurs, que l'arbitrage obliga-

(1) LE FUR, *Précis de Droit International Public*, op. cit., n° 972, page 538.

toire était à l'ordre du jour des deux Conférences de la Paix; mais, par suite de l'opposition formelle et persistante de l'Empire allemand, il ne fut pas accepté par les Conférences de La Haye (1) et (2).

Cela n'a surpris personne, hélas! L'Allemagne est, à travers les siècles, l'éternel oiseau de proie...

Mais il importe, vis-à-vis des êtres malfaisants, de les réduire à l'impuissance, et la grande et coupable erreur du Traité de Versailles a été, au lieu de les arracher; de rogner seulement des ongles qui ont largement repoussé depuis, et nous menacent aujourd'hui plus que jamais.

4° *Le Pacte International Roerich*

Onze ans après l'initiative des archéologues hollandais, c'est d'Amérique que nous est venu un projet concret, destiné à devenir un Pacte international pour la Protection des Œuvres et Monuments d'art et de sciences (3).

Au printemps 1929, le professeur N. de Roerich, président d'honneur du Roerich Museum de New-York, le grand artiste connu dans le monde entier, a exposé l'idée de cette convention, et a chargé

(1) LE FUR, *La Paix perpétuelle et l'Arbitrage international* (*Revue Générale de Droit International Public*, 1909), page 437.

(2) LAMMASCH, *L'arbitrage obligatoire et les deux Conférences de la Paix* (*Revue Générale de Droit International Public*, 1909), page 689.

(3) CHKLAVER, *Projet d'une Convention pour la Protection des Institutions et Monuments consacrés aux Arts et aux Sciences* (*Revue de Droit International* (DE LA PRADELLE), 1930), Tome II, pages 589 et suivantes.

M. Chklaver de rédiger un avant-projet de pacte à cet effet.

Ce dernier, Docteur en droit de l'Université de Paris, Maître de Conférences à l'Institut des Hautes Etudes Internationales à Paris, était en même temps « honorary advisor of the Roerich Museum », c'est-à-dire que juriconsulte, doublé d'un artiste, il était particulièrement bien placé pour élaborer ce projet.

Celui-ci fut examiné, le 29 Mai 1930, par le Bureau de l'Office International des Musées, organe de l'Institut de Coopération Intellectuelle, — c'est-à-dire une émanation de la Société des Nations, — et ledit Bureau l'a pleinement approuvé, mais depuis il a changé d'avis et garde une attitude neutre; il nous est permis de le regretter.

Voici le résumé de ce Pacte, en ce qui concerne spécialement les œuvres d'art :

Article premier. — Les Monuments historiques, les Institutions d'Art,... le personnel, le matériel et les collections seront considérés comme neutres et, comme tels, seront protégés et respectés par les bel-ligérants.

Article 2. — Chacune des parties contractantes pourra fournir, soit à la Cour permanente de Justice Internationale de La Haye, soit à l'Institut International de Coopération Intellectuelle à Paris, soit à l'Union Pan-Américaine à Washington, une liste des monuments et collections qu'elle désire placer sous la protection de ce pacte.

Ils cesseront d'être protégés s'ils servent à des buts militaires.

Article 3. — En cas d'actes contraires à la protection desdits monuments et collections, le Gouverne-

ment pourra s'en plaindre à l'Institut où l'adhésion aura été enregistrée. Une Commission Internationale d'enquête pourra être nommée et ses constatations rendues publiques.

Article 4. — Les parties contractantes déclarent qu'elles assureront, par leur législation interne, le renforcement de la protection de leurs monuments et collections.

— Les artistes américains ont-ils eu connaissance ou non de l'heureuse initiative des archéologues de La Haye? nous l'ignorons, mais, quoi qu'il en soit, nous nous trouvons en présence de deux procédés nettement différents.

En effet, alors que l'initiative des Hollandais se bornait à un simple questionnaire, dont les réponses des différents groupements artistiques étrangers n'ont pas été publiées, nous nous trouvons ici devant une proposition ferme, rédigée sous forme de convention internationale, et à laquelle il ne manque plus que l'approbation de tous les Gouvernements.

Malheureusement, les rouages internationaux se mettent difficilement en branle, et c'est de nouveau à l'initiative privée que nous devons les progrès sensibles qui peuvent être mis à l'actif du projet Roerich.

En effet, parallèlement à ce que pourrait réaliser la section artistique de l'Institut de Coopération Intellectuelle, un Brugeois, M. Tulpinck, membre de l'Académie Royale d'Archéologie de Belgique, grand amateur d'art, a pris sur lui de convoquer à Bruges, en Septembre 1931, une Conférence Internationale pour préparer l'opinion publique et sonder les gouvernements au sujet de la réalisation du Pacte Roerich.

Il réunit à cet effet, avec l'appui du Centre Euro-

péen du Roerich Museum, 6.000 photographies de monuments et de chefs-d'œuvre de l'art, appartenant à 22 pays différents, et en fit une exposition dans les grandes halles du beffroi de Bruges.

Cette première Conférence reçut de hautes et précieuses approbations, et des délégués de nombreux pays étrangers y prirent part, si bien que M. Tulpinck en profita pour fonder l'*Union Internationale pour le Pacte Roerich*, qui a son siège à Bruges, mais compte des délégués dans les principales nations, et agit de concert avec le *Centre Européen du Roerich Museum* à Paris.

Enhardi par ce premier succès, une deuxième Conférence Internationale se réunit à Bruges en 1932, et son zélé promoteur créa la *Fondation Roerich*, qui est à la fois un Musée et un Foyer de propagande pour l'approbation du Pacte (1).

Grâce aux efforts persévérants de M. N. de Roerich et des Institutions qui travaillent sous son égide, déjà 21 ratifications ont été enregistrées, les Etats-Unis d'Amérique et toutes les Républiques du Nouveau-Monde, à leur suite, ont adhéré au pacte Roerich.

Ce résultat est dû principalement à la 3^e Conférence Internationale pour le Pacte Roerich, tenue à Washington en Novembre 1933, et à laquelle 34 Puissances, y compris la France, étaient officiellement représentées par des délégués ou des observateurs.

La Conférence était présidée par le Ministre américain Henry A. Wallace.

Tous les autres gouvernements du monde sont

(1) CHKLAVER, *Le Mouvement en faveur du Pacte Roerich* (*Revue de Droit International* (DE LA PRADELLE, 1933), Tome I, pages 460 et suivantes.

actuellement saisis du projet de Pacte Roerich, et notamment le Secrétaire général du Ministre des Affaires Etrangères de France vient de faire connaître que ce projet fait l'examen attentif de ses services.

Certes, les propositions que le Pacte Roerich contient ont le but, pour certains, d'envisager encore la possibilité d'une guerre, hypothèse qui devrait être biffée de nos préoccupations internationales.

Mais, comme leur répond très justement M. de La Pradelle, il ne faut pas se bercer d'utopies, et en attendant des jours meilleurs, « fixer les normes de la guerre, c'est encore une manière — non des moindres — de servir la paix » (1).

Quant à affirmer que l'adoption de ce Pacte protégerait efficacement les œuvres et monuments d'art en cas de guerre et ne serait pas violé par les premiers signataires dès les premiers jours des hostilités, nous n'oserions, hélas, pas l'affirmer; il faut dire cependant que la crainte de représailles immédiates et efficaces (particulièrement faciles dans la guerre aérienne) retiendra dans bien des cas un Etat belligérant et lui fera même donner, peut-être, des instructions interdisant les destructions d'œuvres d'art.

On se souvient que, par une sorte de convention tacite, les Grands Quartiers Généraux des différentes armées, pendant la guerre mondiale, n'ont pas été systématiquement bombardés, justement par crainte de représailles.

C'est en se fondant sur ces considérations que les

(1) DE LA PRADELLE, *Utopie ou Calcul? Négligera-t-on longtemps encore l'étude des lois de la guerre?* (*Revue de Droit International* (DE LA PRADELLE), 1933), Tome I, page 522.

défenseurs du Pacte Roerich assurent que cet instrument diplomatique donnera une certaine protection aux monuments, au moins égale à celle des hôpitaux et ambulances sous le signe de la Croix-Rouge.

Il y a certainement un parallélisme entre le mouvement pour le Pacte Roerich et l'effort entrepris au milieu du siècle dernier par M. Dunant pour faire adopter la « Convention pour l'amélioration du sort des blessés militaires ».

Or, on doit reconnaître que la Convention de Genève a eu, pendant la guerre, les plus précieux résultats et que la Croix-Rouge a rendu, à tous les belligérants, les plus signalés services.

Est-il téméraire d'affirmer que la protection de la Beauté ne pourrait être organisée comme l'a si bien été la protection de la Santé?

Mais nous préférons terminer cet aperçu non par une interrogation dubitative, mais par l'affirmation réconfortante de la devise célèbre, qui est celle de tous les hommes d'action : « Pas n'est besoin d'espérer pour entreprendre, ni de réussir pour persévérer ».

CONCLUSION

Nous avons passé, à travers les siècles, une revue rapide et bien incomplète des différentes phases de la lutte pour la conquête ou la conservation des œuvres d'art.

Nous avons vu ces œuvres être le jouet des conquérants, quand elles n'étaient pas leurs victimes.

Nous avons constaté enfin la faillite absolue des mesures prises jusqu'à ce jour pour sauvegarder l'Art contre le pillage ou la destruction.

Est-ce à dire que le découragement doit nous envahir et que nous ne pouvons que nous réfugier derrière la décevante devise : « Laissez faire, laissez passer... » ?

Non.

Le droit, comme l'humanité, est perfectible, et cette étude serait vaine, si elle n'avait pour but d'apporter une pierre à la digue qui doit enrayer le vandalisme.

Aussi voudrions-nous rapidement résumer notre manière de voir et les améliorations qui, selon nous, pourraient être apportées à la réglementation actuelle en la matière.

Le meilleur moyen, et le seul radical, pour sauvegarder complètement les objets et monuments d'art et les préserver des désordres de la guerre, est évidemment de combattre et d'empêcher *toute possibilité de retour à la guerre.*

C'est la raison pour laquelle nous avons dû nous étendre assez longuement sur tous les moyens pris ou à prendre pour arriver à cette fin.

• Cependant, comme dans l'état actuel des esprits et de notre civilisation, une guerre doit être, hélas. considérée toujours, sinon comme probable, au moins comme possible, nous avons cru utile de nous demander quels étaient les mobiles qui avaient poussé les conquérants à détruire et surtout à conquérir les richesses artistiques du vaincu.

Il ne faut, en effet, pas se faire illusion ! Pendant le cours des siècles, nous l'avons vu, bien des œuvres d'art ont été spoliées, mais combien de fois le véritable *amour de l'art* était-il à la base de ces spoliations ?

A) Les mobiles qui poussent les hommes à s'approprier ces œuvres sont de diverses natures :

1° Tout d'abord, surtout dans l'antiquité, l'esprit de lucre : certaines expéditions étaient organisées avant tout dans le but de réaliser un riche butin, notamment de *piller* les trésors artistiques des temples et de s'emparer de tous les objets précieux.

Pareilles expéditions seraient difficilement réalisables de nos jours, au moins dans les pays civilisés.

2° Mais un deuxième mobile, qui, celui-là, est de tous les temps, c'est la vanité, l'amour de la gloire, *l'orgueil* pour l'appeler par son nom : Bonaparte n'était pas du tout artiste, mais il était immensément orgueilleux, et il recherchait moins la richesse du butin que la gloriole des trophées.

Son amour-propre était singulièrement flatté de pouvoir s'emparer des plus grands chefs-d'œuvre que le monde avait produits à travers les âges, et dans tous les domaines de la pensée et des arts.

3° Un chauvinisme exacerbé et bien mal compris.

Comme la Rome antique, dont la Révolution et l'Empire se sont constamment imprégnés et qu'ils ont imité servilement, la France de l'époque se crut le peuple élu, seul digne d'apprécier et de conserver tous les chefs-d'œuvre du monde. D'où son rêve d'avoir, à Paris, un Musée unique pour abriter tout ce que le génie artistique de tous les siècles et de tous les peuples avait enfanté; d'autant plus que les gens de la Révolution avaient la superstition de croire que l'art ne peut s'épanouir que dans un pays libre et que seule la France était ce pays.

Quand les Commissaires français firent main basse sur tous les tableaux des Pays-Bas, dans les premières années de la République, ils étaient bouffis d'orgueil républicain, et disaient tout haut que seuls les républicains français étaient capables de comprendre et dignes d'admirer les chefs-d'œuvre des beaux-arts.

Nous retrouvons cette même mentalité déplorable dans les orgueilleuses paroles des Anglais, que nous révèle le Rapport de la Commission chargée par le Parlement d'étudier la question de l'achat des marbres de l'Acropole: « Aucun pays ne saurait mieux que le nôtre donner un asile plus honorable à ces monuments de l'Ecole de Phidias et du gouvernement de Périclès.

Chez nous, ils peuvent recevoir... le respect et l'admiration qui leur sont dûs » (1).

C'est le même esprit qui inspire les Allemands en 1914 : pour eux, seule la « Kultur » germanique est

(1) SÉFÉRIADÈS, *La question du rapatriement des Marbres d'Elgin*, article cité page 61.

capable d'apprécier et digne de conserver toutes les productions du génie humain.

4° Nous serions tout à fait injuste de ne pas citer aussi *l'amour de l'art*, mais hélas, il ne vient, croyons-nous, qu'en dernier lieu.

On a très justement fait remarquer que si la rage révolutionnaire s'est acharnée sur les statues, le mobilier, et, en général, sur les biens meubles, il avait au moins laissé subsister les monuments.

Mais c'est sous le Consulat et l'Empire que se sont commis les pires vandalismes architecturaux. Non seulement Napoléon fit abattre l'antique Tour du Temple, aux souvenirs si émouvants, mais il permit la destruction, à Paris et en province, d'une foule d'églises ou d'abbayes célèbres et remarquables, comme les abbayes de Cluny, de Cîteaux, de Clairvaux, de Saint-Bertin, les cathédrales d'Avranches, de Cambrai, de Boulogne-sur-Mer, d'Arras, les églises Notre-Dame-la-Grande à Valenciennes, Saint-Nicaise de Reims, Saint-Martin de Tours, Saint-Martial de Limoges, etc...

Enfin, il transforma en casernes l'admirable Palais des Papes à Avignon, les châteaux de Vincennes, Blois, Nantes, etc...

C'est assez dire que Napoléon, pas du tout artiste lui-même, n'a protégé certaines œuvres d'art que par gloriole, mais non par amour de l'art, qui lui était inconnu.

Quant aux Allemands, la série ininterrompue de leurs vandalismes contre tous les monuments historiques de notre pauvre France et de la malheureuse Belgique, les cloue pour jamais au pilori de la barbarie et de la méconnaissance absolue des choses de l'art.

Mais la stipulation du Traité de Versailles relative aux volets des deux tryptiques, à Gand et à Louvain,

est une disposition inspirée uniquement par l'amour de l'art.

En effet, la dispersion des différentes parties de ces œuvres, *l'Agneau Mystique* de Van Eyck et *la Cène* de Dierick-Bouts, était une hérésie artistique, et leur réunion à la partie principale leur a rendu leur harmonieuse unité dans leur cadre primitif.

Il résulte de ces considérations que c'est l'orgueil et le chauvinisme exacerbé, infiniment plus que l'amour de l'art, qui a été à l'origine de la presque totalité des spoliations.

B) Quant aux *destructions*, qui sont, hélas, bien plus à redouter aujourd'hui que les spoliations, la cause unique en est la rage dévastatrice et la satisfaction morbide qu'éprouve un adversaire à nuire à son ennemi par *tous les moyens*, même sans aucun but militaire.

— Cela nous permet de conclure une fois de plus que, dans ce domaine spécial de l'art, comme dans le domaine général de la paix perpétuelle, c'est le terrain psychologique qui doit être profondément remué et cultivé, bien avant le domaine juridique, et bien plus efficacement que lui.

Le Droit des gens ne pourra jamais rien s'il ne plonge ses racines dans la Conscience des Gens.

C'est pourquoi, personnellement, nous estimons que la seule manière de donner une efficacité aux conventions internationales est de créer en même temps une *solidarité internationale*.

Désormais, il doit y avoir, non des Etats belligérants et des Etats neutres, mais seulement des Etats honnêtes ou malhonnêtes.

Cette solidarité se manifestera aussitôt que la justice internationale sera violée.

Il faut, dès qu'une nation viole le Droit des gens :

a) que *toutes les autres nations* lui déclarent aussitôt une guerre économique (fermeture des frontières, interdiction de ravitailler, de quelque façon que ce soit, le pays coupable) ;

b) si cette guerre économique ne suffit pas pour faire rentrer dans le droit chemin la nation coupable, nous estimons légitime et même obligatoire de faire intervenir la Force, qui, au service du Droit, revêt un caractère sacré.

On peut se demander, en effet, ce qu'il fût advenu de la guerre si, en 1914, pendant que l'armée allemande descendait *nach Paris*, l'armée hollandaise, entrant soudain en Allemagne et donnant la main à l'armée belge, avait détruit toutes les voies de communication et de ravitaillement des Allemands, et avait attaqué dans le dos ceux qui avaient déjà les Français et les Anglais en face.

Si, en même temps, les pays scandinaves : Suède, Norvège et Danemark étaient descendus en Prusse, ce n'est pas quatre ans et quatre mois, mais quatre semaines seulement qu'eût duré la guerre.

Si celle-ci a coûté la vie à des millions d'hommes et causé des pertes irréparables au point de vue artistique, on peut affirmer, sans crainte d'être démenti, que c'est à la coupable inaction des neutres que l'humanité doit le long martyre qu'elle a subi.

L'armée internationale au service du Droit international est la seule garantie contre les guerres nationales, c'est-à-dire contre la *Guerre*.

Tel est, selon nous, le programme que doivent se tracer à elles-mêmes toutes les Nations civilisées.

Combattre l'orgueilleux chauvinisme national exacerbé, et le remplacer par un esprit, sinon de sympathie, au moins de bienveillante confraternité

internationale, garantie par une force internationale.

N'en avons-nous, d'ailleurs, pas eu déjà, en quelque sorte, un exemple partiel lorsque presque toutes les nations civilisées se sont liguées contre les nations barbares et que Foch a été nommé généralissime des armées alliées? C'est ainsi que Mlle Suzanne Basdevant a pu saluer en Foch le « premier fonctionnaire international » (1).

La création de cette solidarité internationale, de cette union indéfectible cimentée entre toutes les Nations pacifiques pour faire bloc contre celle qui aurait le malheur de ne plus vouloir l'être; cette organisation armée de la défense de la Paix contre la Guerre; cette volonté farouche de ne plus mettre la force qu'entre les mains du droit, pourront seules assurer la radieuse conservation, entre leurs légitimes possesseurs, de tous les chefs-d'œuvre de l'Art.

Ce jour-là, dans la sereine atmosphère d'une paix perpétuelle, la Beauté, bien mieux encore que la Liberté, éclairera le Monde de ses rayons enchanteurs.

Vu : le Président,
A. DE LA PRADELLE.

Vu : le Doyen,
Edgard ALLIX.

Vu et permis d'imprimer :
le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY.

(1) BASDEVANT (SUZANNE), *Les Fonctionnaires internationaux*, Préface de GIDEL (Paris, 1931), in-8°, page 54.

BIBLIOGRAPHIE

I. — Ouvrages et Articles

- ACADÉMIE DE DROIT INTERNATIONAL. — *Recueil des Cours* (Paris, 1930, 1931, 1932), in-4°.
- AÏTZEMA (Lieuwe van). — *Historie of verhael van saken van Staet en Oorlogh in ende omtrent de Vereenigde Nederlanden* (S' Gravenhage, 1665), 15 vol, in-8°.
- ANDRÉ (R.). — *L'Occupation de la France par les Alliés en 1815* (Paris, 1924), in-8°.
- (ANONYME). — *Report of the Commission, of Jurists* (The Hague, 1923).
- ANZILOTTI (D.). — *Cours de Droit International*, traduction GIDEL (Paris, 1929), in-8°.
- AUZILLION (C.). — *La Propriété privée et la Guerre continentale* (Paris, 1897), in-8°.
- BASDEVANT (J.). — *La Révolution Française et le Droit de la guerre continentale* (Paris, 1901), in-8°.
- BASDEVANT (J.). — *Traités et Conventions en vigueur entre la France et les Puissances étrangères* (Paris, 1918-1922), 4 vol. in-4°.
- BASDEVANT (Suz.). — *Les Fonctionnaires internationaux*, préface de GIDEL (Paris, 1931), in-8°.
- BENTWICH. — *The Law of private property in war* (London, 1907), in-8°.
- BERNIER. — *De l'Occupation militaire en temps de guerre* (Paris, 1884), in-8°.
- BILLARD DE SAINT-LAUMÈRE (J.). — *Du Droit de la guerre sur terre d'après la Conférence de La Haye* (Paris, 1910), in-8°.

- BLUNTSCHLI. — *Le Droit International codifié*, traduction LARDY (Paris, 1895), in-8°.
- BOIDIN (Lieutenant Paul). — *Les Lois de la guerre et les deux Conférences de La Haye* (Rennes, 1908), in-8°.
- BOUCHER (Capitaine P.). — *Les Conventions relatives au droit de la guerre* (Rennes, 1913), in-8°.
- BOURUET. — *Les Bombardements aériens* (Paris, 1923), in-8°.
- BRAY. — *Droit International. De l'Occupation militaire en temps de guerre* (Paris, 1894), in-8°.
- BRENET (Lieutenant). — *La Campagne de 1870-71 au point de vue du droit des gens* (Paris, 1902), in-8°.
- BRUCY (J.). — *Les Traités et la réglementation du droit de la guerre* (Paris, 1917), in-8°.
- CALVO. — *Droit International théorique et pratique* (Paris, 1888), in-8°.
- CARPENTIER (P.). — *Les Lois de la guerre continentale*, traduction et annotations du Manuel allemand (Paris, 1904), in-8°.
- CLERCQ (DE). — *Recueil des Traités de la France* (Paris, 1886-1907), 22 volumes in-8°.
- CHARLEVILLE (E.). — *La validité juridique des actes de l'occupant en pays occupé* (Paris, 1902), in-8°.
- CHUQUET. — *Les Prussiens et le Musée du Louvre en 1815* (*Revue des Sciences Politiques* du 15 octobre 1916, page 264).
- CHKLAVER (voir LE FUR et CHKLAVER). — *Recueil de textes de Droit International Public* (Paris, 1928), in-8°.
- CHKLAVER. — *Projet d'une Convention pour la Protection des Institutions et Monuments consacrés aux Arts et aux Sciences* (*Revue de Droit International* [DE LA PRADELLE], 1930, Tome II, pages 589 et suivantes).
- CHKLAVER. — *Le Mouvement en faveur du Pacte Roerich* (*Revue de Droit International* [DE LA PRADELLE], 1933, Tome I, pages 460 et suivantes).
- CLEMEN (Paul). — *Kunstschutz im Kriege* (Verlag von E. A. Seemann, Leipzig, 1919), 2 volumes.
- DAHN. — *Le Droit de la guerre exposé succinctement et mis à la portée des masses*, traduction du Lieutenant PRIM (Anvers, 1871), in-16°.

- DEHERPE. — *Essai sur le développement de l'Occupation en droit international* (Paris, 1903), in-8'.
- DELOS. — *La Société Internationale et les principes du Droit Public*, préface de LE FUR (Paris, 1929), in-4°.
- DENON. — *Discours sur les Monuments d'antiquité arrivés d'Italie*, prononcé le 8 Vendémiaire an XII (Paris, sans date), in-12°.
- DENON. — *Voyage dans la basse et la haute Egypte pendant la Campagne du Général Bonaparte* (Paris, 1829), 2 Tomes et Atlas.
- DEPAMBOUR. — *Des effets de l'Occupation en temps de guerre sur la propriété et la jouissance des biens publics et particuliers* (Paris, 1900), in-8°.
- DESPAGNET. — *Cours de Droit International Public* (Paris, 1910), in-8°.
- DESPOIS (E.). — *Le Vandalisme révolutionnaire* (Paris, 1868).
- DUDLEY FIELD. — *Projet d'un Code International*, traduction A. ROLIN (Paris, 1881), in-8°.
- DUKACINSKI. — *Les Règlements militaires des grandes puissances considérés au point de vue du Droit International* (Bordeaux, 1912), in-8°.
- EYGOUT. — *La Protection des objets mobiliers d'Art et d'Histoire* (*Revue du Droit Public et de la Science Politique*, 1922), page 460.
- FAUCHILLE. — *Les attentats allemands contre les biens et les personnes, en Belgique et en France, d'après les rapports des Commissions d'Enquête officielles en 1914-1915* (*Revue Générale de Droit International Public*, 1915), page 249.
- FAUCHILLE. — *Les Allemands en territoire occupé. Le droit et le fait: simple comparaison* (*Revue Générale de Droit International Public*, 1917), page 136.
- FAUCHILLE. — *Traité de Droit International Public* (Paris, 1921), 3 vol. in-8°.
- FÉRAUD-GIRAUD (L.). — *L'Occupation militaire. Recours à raison des dommages causés par la guerre* (Paris, 1881), in-8°.
- FERRAND. — *Des Réquisitions militaires. Etude d'administration militaire au point de vue du droit des gens et du droit public français* (Paris, 1892), in-8°.

- FIORE (Pasquale). — *Nouveau droit international public*, traduction PRADIER-FODÉRE (Paris, 1869), in-8°.
- GAIRAL. — *Les Œuvres d'art et le Droit* (Lyon, 1900), in-8°.
- GROTIUS. — *Le Droit de la guerre et de la paix*, traduction PRADIER-FODÉRE (Paris, 1865), 3 vol. in-8°.
- GRUMBACH (S.). — *Das annexionistische Deutschland*, Verlag Payot et Cie (Lausanne, 1917), in-8°.
- GURLITT (Cornélius). — *Der Schütz der Kunstdenkmäler im Kriege* (Berlin, Zirkel verlag, 1916).
- HALLECK. — *International Law* (London, 1893), 2 vol. in-8°.
- HAUTERIVE et DE CUSSY (D'). — *Recueil des Traités de Commerce et de Navigation de la France avec les puissances étrangères, depuis la Paix de Westphalie, en 1648* (Paris, 1834-1844), 10 vol. in-8°.
- HEFFTER. — *Le Droit International de l'Europe*, traduction BERGSON (Paris et Berlin, 1873), in-8°.
- HONORÉ (F.). — *Le Sauvetage des œuvres d'art dans les régions menacées* (*L'Illustration*, 15 juin 1918), page 584.
- HUBER. — *La Propriété publique en cas de guerre sur terre* (*Revue Générale de Droit International Public*, novembre 1913), page 657.
- JACOMET (Lieutenant R.). — *La Guerre et les Traités*, préface de Léon BOURGEOIS (Paris, 1909), in-8°.
- JACOMET (Lieutenant R.). — *Les Lois de la guerre continentale*, préface de Louis RENAULT (Paris, 1913), in-8°.
- KLUBER. — *Droit des Gens moderne de l'Europe*, annoté par OTT (Paris, 1874), in-8°.
- LAMMASCH. — *L'Arbitrage obligatoire et les deux Conférences de la Paix* (*Revue Générale de Droit International Public*, 1909).
- LA PRADELLE (DE). — *La Conférence de la Paix* (Paris, 1900).
- LA PRADELLE (DE). — *La deuxième Conférence de la Paix* (*Revue Générale de Droit International Public*, 1909).
- LA PRADELLE (DE). — *La Guerre aérienne et le Droit* (*Correspondant*, 25 mai 1918), page 577.
- LA PRADELLE (DE). — *Les Principes généraux de Droit International. Conférences* (Paris, 1930), in-8°.

- LA PRADELLE (DE) et NIBOYET. — *Répertoire de Droit International* (Paris, 1929-1931), 10 vol. in-4°.
- LA PRADELLE (DE). — *Utopie ou Calcul? Négligera-t-on longtemps encore l'étude des lois de la guerre?* (*Revue de Droit International* [de La Pradelle], 1933), Tome I, pages 511 et suivantes.
- LA SIZERANNE (R. Monier DE). — *L'art pendant la guerre 1914-1918* (Paris, 1919), in-8°.
- LA SIZERANNE (R. Monier DE). — *Doit-on rendre les marbres d'Elgin au Parthenon* (*Revue des Deux Mondes*, 15 février 1931), page 832.
- LE FUR. — *La Paix perpétuelle et l'arbitrage international* (*Revue Générale de Droit International Public*, 1909).
- LE FUR. — *Des Représailles en temps de guerre. Représailles et Réparations* (Paris, 1919), in-8°.
- LE FUR. — *Précis de Droit International Public* (Paris, 1933), in-8°.
- LE FUR et CHKLAVER. — *Recueil de textes de Droit International Public* (Paris, 1928), in-8°.
- LISZT (von). — *Le Droit International*, traduction GIDEL (Paris, 1928), in-4°.
- MARTENS et DE CUSSY (DE). — *Recueil manuel et pratique de Traités, Conventions, et autres Actes diplomatiques, depuis 1760* (Leipzig, 1846), 7 vol. in-8°.
- MÉRIGNHAC. — *La Conférence Internationale de la Paix* (Paris, 1900), in-8°.
- MÉRIGNHAC. — *Les Théories du grand Etat-Major allemand sur les lois de la guerre continentale* (Paris, 1907), in-8°.
- MÉRIGNHAC. — *Traité de Droit Public International* (Paris, 1912), 3 vol. in-8°.
- MÉRIGNHAC. — *De la sanction des infractions au droit des gens commises au cours de la guerre européenne par les Empires du Centre* (*Revue Générale de Droit International Public*, 1917).
- MÉRIGNHAC et LÉMONON. — *Le Droit des gens et la Guerre de 1914-1918* (Paris, 1921), 2 vol. in-8°.
- MOREL-JOURNAL. — *La politique de Bonaparte en pays occupé* (Paris, 1921), in-16°.

- MOUGENOT. — *Des pratiques de la guerre sous le Premier Empire* (Paris, 1903), in-8°.
- MURHARD. — *Nouveau recueil de Traités, etc.* (suite du Recueil de Martens) (Gottingue, 1843 à 1855), 14 vol. in-8°.
- MÜNTZ (Eug.). — *Les annexions de collections d'art ou de bibliothèques et leur rôle dans les relations internationales* (*Revue d'Histoire diplomatique*, années 1894, 1895 et 1896).
- NAPOLÉON. — *Correspondance* (Paris, 1858), 32 volumes.
- NORMAND (Ch.). — *Congrès International pour la protection des œuvres d'art et des monuments. Procès-verbaux sommaires* (Paris, 1889), in-8°.
- NYS. — *Le Droit International* (Bruxelles, 1912), 3 vol. in-8°.
- OLLIVIER (Capitaine E.). — *De l'occupation d'un territoire ennemi d'après les résolutions des Conférences de La Haye* (Paris, 1913), in-8°.
- PHILIPSE. — *Le développement des moyens de prévenir la guerre* (*Revue de Droit International et de Législation comparée*, 1932), page 664.
- PILLET. — *Traité du droit de la guerre* (Grenoble, 1892), in-8°.
- PILLET. — *Les Lois actuelles de la guerre* (Paris, 1898), in-8°.
- PILLET. — *La Guerre actuelle et le droit des gens* (*Revue Générale de Droit International Public*, 1916).
- PILLET. — *Les Conventions de La Haye de 1899 et 1907* (Paris, 1918), in-8°.
- PIOT. — *Les objets précieux emportés de Belgique en Allemagne en 1794* (*Bulletin de l'Académie Royale de Belgique*, 1876, II^e série, Tome 42.)
- PIOT. — *Les tableaux enlevés à la Belgique en 1785* (*Bulletin de l'Académie Royale de Belgique*, 1877, II^e série, Tome 43).
- PIOT. — *Rapport au Ministre de l'Intérieur sur les tableaux enlevés à la Belgique en 1794 et restitués en 1815* (Bruxelles, 1883), in-8°.
- PRADIER-FODÉRÉ. — *Traité de Droit International Public européen et américain* (Paris, 1885 à 1906), 8 vol. in-8°.

- QUATREMÈRE DE QUINCY. — *Lettres sur l'enlèvement des ouvrages de l'art antique à Athènes et à Rome, écrites les unes au célèbre Canova, les autres au général Miranda* (Paris, 1836).
- RENAULT (L.). — *La guerre et le droit des gens au XX^e siècle* (*Revue Générale de Droit International Public*, 1914).
- ROLIN (A.). — *Le droit moderne de la guerre* (Bruxelles, 1920-1921), 3 vol. in-4°.
- ROUARD DE CARD. — *La guerre continentale dans ses rapports avec la propriété* (Paris, 1877), in-8°.
- ROYSE. — *Aerial Bombardement and the International regulation of warfare* (New-York, 1928), in-8°.
- SAMWER et HOPF, puis STOERK. — *Nouveau recueil de Traités et autres actes relatifs aux rapports de droit international* (Gottingen, 1855 à 1908).
- SAUNIER (Ch.). — *Les conquêtes artistiques de la Révolution et de l'Empire. — Reprises et abandons des Alliés en 1815, avec illustrations* (Paris, 1902), in-8°.
- SCELLE (G.). — *La Morale des Traités de Paix* (Paris, 1920, in-12°).
- SCELLE (G.). — *Précis de Droit des Gens. Principes et systématique* (Paris, 1932, 2 vol. in-8°).
- SCHOELL. — *Histoire abrégée des Traités de Paix entre les puissances de l'Europe depuis la Paix de Westphalie* (Paris, 1817), 15 volumes in-8°.
- SÉFÉRIADÈS. — *Principes généraux du Droit International de la Paix* (Académie de Droit International. Recueil des Cours, Tome 34 (Paris, 1930).
- SÉFÉRIADÈS. — *La question du rapatriement des marbres d'Elgin, plus spécialement au point de vue du droit des gens* (*Revue de Droit International*, 1932, tome 10, 2^e semestre, pages 52-81, et *Séances et travaux de l'Académie des Sciences morales et politiques*, 1932, 92^e année, pages 113 à 135).
- SONCEVO (DE). — *De la protection des œuvres d'art en temps de guerre* (*Les Arts*, avril 1904).
- TRAVERS TWISS. — *Le Droit des Gens ou des Nations considérées comme communautés politiques indépendantes* (Paris, 1889), 3 vol. in-8°.

- TRIÉPEL. — *Nouveau recueil de Traités et autres actes relatifs aux rapports de droit international*, continuation du recueil de Martens (Leipzig, 1909 à 1932), 25 vol. in-8°.
- TROLARD. — *De Montenotte au Pont d'Arcole* (Paris, 1893), in-8°.
- VAST. — *Les grands Traités du règne de Louis XIV* (Paris, 1893), 3 volumes in-8°.
- VATTEL. — *Le Droit des Gens, ou Principe de la Loi naturelle*. Annoté par PRADIER-FODÉRÉ (Paris, 1863), 3 vol. in-8°.
- VETTER (Ferdinand). — *Friede dem Kunstwerk* (Olten, verlag von Trösch, 1917).
- WESTLAKE. — *Traité de Droit International*. Traduction de DE LA PRADELLE (Oxford, 1924), in-8°.
- WHEATON. — *Eléments de Droit International* (Leipzig, 1852), in-8°.
- ZITELMANN (Ernst). — *Der Krieg und die Denkmalpflege* dans la *Zeitschrift für Völkerrecht* (décembre 1916).

II. — Répertoires et Revues

- Affaires Etrangères*, Revue mensuelle de Documentation internationale et diplomatique.
- Annuaire de l'Institut International de Droit Public*.
- Beaux-Arts*.
- Bibliographie générale des sciences juridiques, politiques, économiques et sociales* (GRANDIN).
- Bulletin bibliographique de Documentation Internationale contemporaine*.
- Bulletin de l'Académie Diplomatique Internationale*.
- Bulletin de l'Institut Intermédiaire International*.
- Le Correspondant*.
- Gazette des Beaux-Arts*.
- Illustration*.

Journal du Droit International privé et de Jurisprudence comparée (CLUNET).

Journal Officiel de la Société des Nations.

Répertoire d'Art et d'Archéologie.

Répertoire de Droit International (DE LA PRADELLE et NIBOYET).

Revue Archéologique.

Revue critique de Droit International.

Revue de Droit International (DE GEOUFFRE DE LA PRADELLE).

Revue de Droit International privé.

Revue de Droit International et de Législation comparée.

Revue des Deux-Mondes.

Revue du Droit Public et de la Science politique.

Revue générale de Droit International public.

Revue générale de Droit, de Législation et de Jurisprudence.

Revue d'Histoire Diplomatique.

Revue Historique de Droit français et étranger.

Revue pratique de Droit International privé.

Rivista di Diritto Internazionale.

Séances et Travaux de l'Académie des Sciences morales et politiques.

III. — Cours

BASDEVANT. — Cours de Droit des Gens, professé à la Faculté de Droit de Paris.

GIDEL. — Cours de Droit Constitutionnel comparé, professé à la Faculté de Droit de Paris.

LE FUR. — Cours de Droit des Gens, professé à la Faculté de Droit de Paris.

DE LA PRADELLE. — Cours de Droit des Gens, professé à la Faculté de Droit de Paris.

BRIÈRE. — Cours professé à l'Ecole du Louvre.

ROUCHÈS. — Cours professé à l'Ecole du Louvre.

VERRIER. — Cours professé à l'Ecole du Louvre.

VITRY. — Cours professé à l'Ecole du Louvre.

FOCILLON. — Cours professé à l'Institut d'Art et d'Archéologie de Paris.

FOUGÈRES. — Cours professé à l'Institut d'Art et d'Archéologie de Paris.

PICARD (Charles). — Cours professé à l'Institut d'Art et d'Archéologie de Paris.

SCHNEIDER. — Cours professé à l'Institut d'Art et d'Archéologie de Paris.

IV. — Documents inédits

Réponses des différentes Associations d'Art ou d'Archéologie au Questionnaire élaboré en 1918 par le *Nederlandsche Oudheidkundige Bond*, de La Haye, et obligeamment communiquées, par cette Société, à la Bibliothèque Nationale, à Paris.

ERRATA

Pour certaines références, dans le corps de la thèse, prière de lire :

1° MÜNTZ, au lieu de *Munz*;

2° DE SONCEVO, au lieu de *Sancevo*.

— D'autre part, prière de lire :

p. 17, 12^e ligne : *tormenta* en 1 seul mot

p. 20, 4^e alinéa : *corporations* au lieu de : corporatives

p. 109, 6^e alinéa : *choisies* au lieu de : choisis

p. 112, 3^e alinéa : *le* considérer au lieu de : la considérer

p. 125, 2^e ligne : *principalement* établi au lieu de : est établi

p. 144, note 3 : c) F. Vetter au lieu de : d) F. Vetter

p. 169, 4^e ligne : *imitée* au lieu de : imité

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.	7

PREMIERE PARTIE

HISTORIQUE

CHAPITRE I ^{er} . — <i>Les enlèvements, destructions ou restitutions d'œuvres d'art, monuments ou archives</i>	11
<i>Section I.</i> — Avant le Traité de Westphalie	11
<i>Section II.</i> — Depuis le Traité de Westphalie	16
§ I. — Avant la Révolution française	16
§ II. — Pendant la Révolution et l'Empire . .	20
1 ^o Annexions ou destructions	20
A) en Belgique	20
B) en Italie	28
C) en Egypte.	40
D) en Allemagne, Autriche, Russie, Espagne.	41
E) en Amérique	43
F) Appendice : les Archives	43
2 ^o Restitutions.	44

	Pages
§ III. — De 1815 à 1914	49
§ IV. — Pendant la grande guerre 1914-1918.	58
CHAPITRE II. — <i>Les Moyens de Protection</i>	71
§ I. — La Doctrine.	71
§ II. — La Jurisprudence	78
§ III. — La Législation	81

DEUXIEME PARTIE

ETUDE CRITIQUE	93
CHAPITRE I ^{er} . — <i>Les Moyens d'Acquisition</i>	94
§ I. — Par la Violence ou la Ruse	94
1° dans les Spoliations	94
A) la Violence	94
B) la Ruse.	102
2° la Violence dans les Restitutions....	104
§ II. — Par la Loi.....	108
§ III. — Par un Traité	110
§ IV. — Par une Donation ou une Vente....	117
CHAPITRE II. — <i>Les Moyens de Protection</i>	121
§ I. — Avant et pendant la grande guerre..	121
Causes d'échec	125
1° esprit public.	125
2° absence de sanctions	132
3° attitude des neutres	135
§ II. — Depuis la grande guerre	137
Tentatives nouvelles	138
1° Initiative des Archéologues	138

2° Commission des Juristes	151
3° Société des Nations	157
4° Pacte International Roerich	160
CONCLUSION.	167
BIBLIOGRAPHIE.	175
TABLE DES MATIÈRES	187

Achévé d'imprimer le
23 NOVEMBRE 1934
— sur les presses —
du maître-imprimeur
LOUIS CLERCX
4 bis, rue nobel, paris-18^e
